



HAL
open science

Agriculture urbaine et inclusion sociale à Medellin (Colombie)

Manon Savanah Mercier

► **To cite this version:**

Manon Savanah Mercier. Agriculture urbaine et inclusion sociale à Medellin (Colombie). Alimentation et Nutrition. 2021. dumas-04097322

HAL Id: dumas-04097322

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04097322>

Submitted on 15 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Agriculture urbaine et inclusion sociale à Medellin (Colombie)

Par Savannah Mercier, sous la direction d'Anne Peltier.

Mémoire rédigé dans le cadre du Master 1 – Etudes sur les Amériques.

Université Jean-Jaurès, Toulouse, 2020-2021.

Axes de recherche : Agriculture urbaine, inclusion sociale, inégalités.

Résumé : La ville de Medellin ayant connu de nombreux conflits armés et de tensions politiques, nous nous intéressons à l'évolution de la ville. Confrontée à de nombreuses inégalités sociales, nous abordons l'agriculture urbaine comme pratique inclusive et permettant une émancipation de certaines communautés présentes sur le territoire Medellinense.

Resumen : La ciudad de Medellín ha conocido numerosos conflictos armados y tensiones políticas, nos interesamos al desarrollo de esa ciudad. Confrontada en unas desigualdades sociales, hablaremos de la agricultura urbana como practica inclusiva permitiendo la emancipación de algunas comunidades presentes en el territorio Medellinense.

Remerciements

Tout d'abord, je souhaite remercier mon encadrante Anne Peltier sans qui la rédaction de ce mémoire n'aurait pas été possible. Merci pour ses retours et son investissement malgré un contexte assez particulier et compliqué.

Merci également à toutes les personnes avec qui j'ai eu le privilège d'échanger lors des entretiens semi-directifs. Des inconnu.es qui ont accepté de me céder un peu de leur temps libre pour m'aider à développer ma réflexion sur le sujet de ce mémoire.

Merci aussi à ma mère qui malgré la distance a toujours été une épaule solide sur laquelle m'appuyer. Merci pour son soutien et ses mots toujours très justes qui me permettent d'avancer même lorsque les situations sont difficiles.

Je souhaite également remercier de façon plus générale toutes les personnes ayant participé de près comme de loin au développement de ma réflexion ou bien tout simplement à des échanges autour de ce sujet pour lequel je me suis passionné tout au long de l'année.

Sommaire

Introduction	p.5
Premier Chapitre – Cadre théorique et méthodologique	p.7
I. Etat de l’art	p.8
A) L’AU comme facteur d’inclusion sociale : approches théoriques	p.8
1. Les origines de l’AU	p.8
2. Les théories autour de cette notion	p.9
3. L’inclusion sociale	p.10
B) Les fonctions de l’AU	p.12
1. L’AU, l’une des conséquences de l’exode rural	p.12
2. Réponse à l’insécurité alimentaire	p.12
3. L’AU comme acte politique	p.13
II. Problématique et hypothèses	p.14
III. Contextualisation et présentation du terrain	p.15
A) Un espace marqué par les conflits armés et le trafic de drogue	p.19
B) Des inégalités socio-spatiales	p.20
IV. Méthodologie	p.21
A) Documentation et traitement de la presse	p.21
1. Collecte de données quantitatives	p.21
2. Les sources médiatiques	p.22
B) Enquête sociale	p.24
1. Méthodologie des entretiens	p.24
2. Interprétation des entretiens	p.26
C) Les limites méthodologiques de l’étude	p.26
Deuxième Chapitre – L’agriculture urbaine pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre l’isolement	p.29
I. Lutter contre l’insécurité alimentaire pour réduire les inégalités	p.30
A) Des programmes institutionnels insuffisants pour nourrir les populations	p.31
1. Améliorer la sécurité alimentaire	p.31
a. Le Plan Medellin Futur 2020-2023	p.31
b. Le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)	p.34
2. La crise sanitaire révélatrice de problèmes liés à la sécurité alimentaire	p.36
a. Des aides adaptées aux situations sociales des habitants	p.37
b. Un programme d’alimentation scolaire (PAE)	p.38
c. Un projet d’amélioration du système agroalimentaire	p.39
d. Ambiguïtés dans la définition des personnes bénéficiant des aides	p.40
B) Des initiatives citoyennes pour pallier les lacunes des programmes institutionnels	p.43
1. L’émergence d’initiatives collectives autour de l’alimentation	p.43
a. Des distributions alimentaires	p.45

b. Des banques alimentaires limitées et contrôlées par les bandes armées	p.46
2. Les associations, principaux acteurs dans le développement de l'AU	p.48
II. Lutter contre l'isolement des quartiers marginalisés	p.51
A) Un urbanisme social innovant pour développer le tourisme urbain dans ces zones	p.51
1. Des transports pour faciliter l'accès de la périphérie au centre-ville	p.52
2. Un manque d'intérêt de la part des touristes pour les jardins urbains	p.53
3. Une végétalisation urbaine pour dynamiser des quartiers sensibles	p.53
a. Le jardin ornemental de Moravia, un espace touristique en développement	p.53
b. Une transformation urbaine qui efface les mémoires ?	p.55
B) Une population paysanne qui agit en faveur des communautés isolées	p.58
1. La préservation des graines pour sauvegarder une identité locale	p.58
2. Une reconnaissance des communautés paysannes	p.61
Troisième Chapitre – L'agriculture urbaine, une pratique collective facteur d'inclusion sociale	p.66
I. Des croyances et savoirs échangés pour faire abstraction de la violence	p.67
A) Des jardins qui consolident les communautés	p.67
1. Une pratique qui renforce le lien social	p.67
2. Une philosophie de vie pour construire une communauté unie	p.69
3. Un acte politique déployé par un groupe ayant des objectifs communs	p.70
B) Une aide pour les victimes des groupes armés	p.71
1. Un moyen de trouver refuge pour les déplacés ruraux	p.71
2. Une réappropriation de l'espace pour faire le deuil	p.72
II. L'AU, facteur d'émancipation des femmes ?	p.76
A) Une activité pour dépasser les violences subies	p.76
1. Une aide psychologique autour des jardins	p.76
2. Une appropriation spatiale pour se sentir légitime	p.78
B) Une forme de lutte contre le patriarcat	p.80
1. Un schéma patriarcal établi et renforcé par les conflits	p.80
2. Un moyen permettant de s'émanciper	p.81
a. Une indépendance économique	p.81
b. Une réaffirmation du rôle de la femme dans la société	p.83
Conclusion	p.85
Annexe	p.88
Bibliographie	p.89

Introduction

Pour commencer, nous nous sommes intéressés à la ville de Medellin (Colombie). Cette dernière a été particulièrement connue depuis les années 1980 pour sa violence et son rôle dans le trafic international de la cocaïne. Ayant d'abord connu un rayonnement culturel exprimé entre autres par la littérature et le cinéma qui transcrivaient l'histoire du célèbre Pablo Escobar et du cartel de Medellin, elle connaît aujourd'hui un tout autre engouement. En effet, la presse illustre à présent la ville comme un espace construisant la paix et oubliant peu à peu son passé violent. Ce discours surgit notamment parce que depuis le début des années 2000, la mairie a innové notamment en termes de transport et de végétalisation urbaine. L'image renvoyée aux touristes ainsi qu'aux médias se veut plus moderne. Certains quartiers informels sont ainsi devenus des espaces végétalisés où les habitants peuvent maintenant se promener et profiter de la nature. Effectivement, la mairie de Medellin s'inscrit aujourd'hui dans une stratégie écologique pour en faire un espace urbain plus innovant et vert.

Ainsi, je me suis penché sur l'analyse de la Colombie car j'avais déjà acquis des connaissances générales sur cet espace et sur ses différents dialectes qui me semblent très intéressants. Ensuite, j'ai choisi de me concentrer sur la ville de Medellin car en faisant des recherches sur l'urbanisme et le développement territorial, la métropole andine était érigée en exemple mondiale. On l'évoque dans les journaux internationaux tels que le *New York Times* ou *Courrier International* comme la ville innovatrice du 21^e siècle. C'est donc ce premier constat qui a attiré mon attention. Connaissant davantage la situation conflictuelle et politique du pays, j'ai voulu en savoir plus sur ce développement local et la baisse de la violence sans cesse évoquée par les journaux. Tout ce que m'avaient expliqué mes amis colombiens était-il en train de changer ? Leur pays ne serait-il pas en train de devenir stable et pacifique ?

En parallèle, l'évolution du territoire en termes de végétalisation semblait représenter un aspect important. En effet, comprendre l'influence des espaces végétalisés sur les populations s'est révélé plutôt intéressant. Dans un sens, nous voulions savoir si ces espaces étaient favorables au trafic et à la délinquance puisqu'ils représentent des espaces ouverts et publics. De l'autre côté, les sensations et émotions que ces espaces pouvaient générer auprès des populations locales semblait nous lancer sur une piste. L'espace vert, sur lequel on peut développer une activité agricole alors que l'on se trouve au cœur d'une capitale andine consolide le sentiment d'appartenance à un groupe. C'est en ce sens que nous nous sommes intéressés aux communautés formées autour de l'agriculture urbaine (AU).

Aussi, l'intérêt scientifique du sujet résidait davantage dans la façon qu'avaient les habitants de légitimer une activité non reconnue par l'Etat. Ainsi, nous nous sommes intéressés à la relation entre le renforcement des communautés locales autour d'une activité écologique (l'AU) et le soutien de l'Etat en vue de légitimer et financer cette pratique bénéfique aux populations locales.

Je savais que je voulais développer mon mémoire sur l'agriculture urbaine car c'est un concept qui me fascine depuis ma première année universitaire. Ayant travaillé avec des associations étudiantes, j'ai moi-même participé au développement de jardins partagés sur mon ancien campus. L'engouement que ces espaces créaient et les liens qu'ils permettaient d'établir entre les étudiant.es me semblaient intéressants. Ainsi, j'ai voulu savoir comment était développée cette activité dans la ville de Medellin. Mon ressenti personnel pouvait-il s'appliquer à des aires culturelles complètement différentes et aussi éloignées ?

Nous avons donc fait le lien entre l'image que renvoyait la ville et la présence de « huertas urbanas » (jardins urbains) sur son sol urbain et périphérique. En effet, certaines initiatives telles que la transformation du Moro de la Moravia étaient vendues comme exemple de la transformation de l'aire métropolitaine colombienne. Dans ce cas, il s'agit d'une ancienne décharge qui a été transformée en jardin, offrant un espace de vie plus agréable mais permettant aussi de développer des emplois dans le jardinage. Depuis ce point de vue, on ne peut que relever le progrès et l'amélioration permis dans un premier temps par une initiative citoyenne, puis soulevée par les autorités locales. De même, en suivant une interview du maire de la ville affichant fièrement la baisse de la violence et de la criminalité, propos étant appuyés par des chiffres et statistiques, on comprend que la ville est plus sûre depuis quelques

années. Le développement de projets urbains et leurs récompenses en termes d'urbanisme et d'innovation présentaient encore une fois un nouvel engouement pour la ville.

Enfin, c'est plutôt en nous intéressant à la pauvreté et aux inégalités sociales que nous avons commencé à développer un esprit critique et à remettre en question ce que nous avons pu lire dans la presse. Différents rapports témoignaient des grandes inégalités économiques et sociales présentes dans le pays mais aussi dans la ville de Medellin. En faisant le lien avec l'agriculture urbaine, nous avons également cherché à comprendre la situation en termes de sécurité alimentaire, à savoir le taux d'habitants se trouvant dans l'incapacité de répondre à leurs besoins alimentaires. Force est d'avouer que les chiffres sont assez marquants. En effet, en 2018, environ 541 000 foyers vivaient en insécurité alimentaire modérée ou sévère. Ce qui représente un taux de 15% sur la totalité des foyers de Medellin (Alcaldia de Medellin, 2020). L'insécurité alimentaire n'est pas le facteur unique permettant de déterminer le niveau de pauvreté d'un espace donné, néanmoins il nous semble primordial pour comprendre la situation d'inégal accès aux ressources.

Finalement, si l'on s'en tient à ces seules informations, ce serait un espace profondément inégalitaire, violent mais à l'urbanisme innovateur que nous aurions décidé de traiter. L'intérêt de notre recherche est entre autres de comprendre les besoins et les attentes des citoyens en comparant les objectifs et les actions concrètes menées par le gouvernement et les autorités locales. De même, l'AU représente pour les citoyens un acte quotidien permettant de s'approprier l'espace lourdement marqué par les inégalités et la violence. On se rend bien compte que l'activité de l'AU permet d'inclure les populations locales à leur propre territoire. On ne confie plus la tâche à des professionnels tels que des urbanistes, on va façonner son propre quartier et c'est aussi un moyen de pouvoir. On s'approprie des terres et par la même occasion une identité culturelle locale. Depuis ce point de vue, nous est apparue la notion d'inclusion sociale et de lutte contre la pauvreté. Bien entendu, dans un contexte d'agriculture urbaine nous avons premièrement cherché à définir le rôle et les conséquences de cette activité sur les conditions de vie des habitants. Nous cherchons à lier différents aspects afin d'en tirer une dynamique spécifique, un intérêt plus profond que la simple nécessité de répondre à des besoins alimentaires ou à l'appartenance à un groupe. Nous évoquerons donc l'AU comme un acte politique.

Enfin, toutes ces approches exposées ayant déjà été développées par les chercheurs, notre apport à la recherche se concentre davantage sur l'aspect pluridimensionnel de l'AU en termes d'inclusion des populations. Notre travail se focalisant sur la ville de Medellin, nous retrouvons de nombreux travaux concernant l'AU qui permettent de comprendre la situation de cet espace urbain. Néanmoins, nous n'en avons pas trouvé traitant du sujet comme initiative citoyenne pouvant être revendiquée comme un acte politique répondant à un manque d'intérêt de la part des autorités locales et au souhait des populations de décider des transformations de leur territoire.

Ainsi, nous nous pencherons sur l'agriculture urbaine (AU) comme activité permettant une inclusion sociale de certaines populations marginalisées de la ville de Medellin (Colombie). Nous nous intéresserons tout particulièrement aux aspects psychologiques et au renforcement communautaire que l'activité de l'AU représente pour ces individus. De cette manière, nous prétendons analyser les initiatives citoyennes autour de cette pratique qui visent à intégrer et unir les populations qui la développent. Nous verrons aussi comment le gouvernement et les autorités locales de Medellin agissent en vue d'une intégration sociale et d'un développement de l'agriculture urbaine au sein de l'espace urbain étudié.

Premier Chapitre.
Cadre théorique et méthodologique

I. Etat de l'art

Premièrement, nous allons nous intéresser au cadre théorique de notre étude. Nous commençons donc par un état de l'art. Ceci signifie que nous allons présenter et définir les concepts centraux mobilisés dans notre travail, avant de confronter le point de vue des auteurs en ce qui concerne notre sujet de recherche. En effet, l'état de l'art nous permet de comprendre à partir de quel contexte nous allons aborder le sujet. Mais il nous permet également de connaître les principes déjà établis et associés par les chercheurs à ce même sujet. De plus, nous verrons la complexité autour du terme « *agriculture urbaine* ». En effet, ce dernier est vu comme un concept pour certains chercheurs, mais est aussi interprétée comme une simple activité pour d'autres.

A) L'agriculture urbaine comme facteur d'inclusion sociale : approche théorique

Comme expliqué précédemment, nous allons à présent définir les concepts centraux nous ayant permis de développer une réflexion autour du sujet de l'agriculture urbaine à Medellin. Nous commencerons donc par nous intéresser au concept d'agriculture urbaine puisqu'il représente l'aspect principal de cette étude. En effet, si nous nous intéressons à d'autres concepts tels qu'à l'inclusion sociale, c'est toujours dans un contexte d'agriculture urbaine car cette dernière représente l'axe fondamental de notre travail.

1. Les origines de l'AU

Le concept central de notre travail de recherche est donc « l'agriculture urbaine » (AU). Tout d'abord, il faut savoir que ces termes sont étroitement liés aux concepts de « jardins urbains » et de « sécurité alimentaire ». Le concept « d'agriculture urbaine » revient notamment depuis le début du 21^e siècle comme possible réponse aux problèmes de famine et de pauvreté dans le monde. Et pourtant, son activité existe depuis bien des siècles. En effet, dès 4000 ans av. JC en Mésopotamie, on retrouve les premières traces d'agriculture en milieu urbain (Lagneau, 2019). Il serait donc complètement faux de penser que l'AU est une activité moderne ou récente. Généralement, nous la retrouvons dans les pays occidentaux lors de temps de crises sanitaires, alimentaires ou commerciales. C'est notamment ce que l'on observe à Paris, avant l'industrialisation française. Au cours du 19^e siècle s'était développé une zone périphérique à la capitale dans laquelle l'on cultivait afin de répondre au besoin alimentaire des Parisiens. De même, au cours des années 1860, l'abbé Jules-Auguste Lemire avait développé des jardins urbains dans des quartiers ouvriers. (Consales, 2000). Cette initiative visait à permettre une certaine autonomie alimentaire pour une classe sociale qui n'avait que peu de revenus (Lagneau, 2019).

La difficulté à traiter de l'agriculture urbaine relève avant tout du fait qu'elle représente une action, une pratique innovante qui renvoie avant tout à un modèle urbanistique et social. Cette notion nous renvoie à une stratégie politique mise en place dans un souci de développement durable et d'une volonté à végétaliser et fertiliser le sol urbain. L'implantation de jardins partagés par les mairies le démontre bien. En ce qui concerne la notion, de nombreuses formulations divergentes et nous renvoie à la même activité. On parle notamment de jardinage urbain, celui-ci s'oppose notamment avec la question de rendement et de surproduction que l'on attribuerait davantage aux agriculteurs. L'agriculture urbaine c'est avant tout une philosophie. Il ne s'agit pas d'avoir quelques plantes sur son balcon pour se qualifier de jardinier. Ainsi, l'agriculture urbaine serait une façon de reconnecter avec la nature et avec les Hommes. En tant qu'activité collective, elle permet des liens culturels et sociaux entre les habitants d'un espace urbain (Chalmandrier et al., 2017).

2. Les théories autour de cette notion

Aux Etats-Unis, si le phénomène de « community gardening » existait avant, on retient surtout son essor lors des années 1970. Dans un souci de traduction, nous ne pouvons pas lier complètement le concept d'agriculture urbaine à celui de jardinage communautaire, qui serait le terme français plus approprié pour désigner le mouvement étasunien. En revanche, on se rend compte que le développement et les objectifs de ces deux activités, s'il est possible de les dissocier, sont très étroitement liés. Enfin, les communautés locales newyorkaises ont commencé à développer ce type d'agriculture urbaine afin de répondre à un manque de moyens et à un besoin alimentaire. Les associations, les jardiniers et jardinières canadiens et étasuniens sont notamment regroupés par l'association « American community gardening ». Cette même association offre une définition très large de l'AU en la désignant comme étant représentative de « *tout terrain cultivé par plusieurs personnes* ». (Baudry, 2011). Ceci relève un point intéressant, qui selon moi permet d'établir des différences fondamentales entre chaque groupe qui cultive. Premièrement, les termes utilisés pour se référer à l'activité que nous sommes en train de développer, puis la définition que nous accordons à ces mêmes mots sont le reflet de la psychologie et des objectifs principaux des groupes en question. Si aux Etats-Unis on se réfère à un jardinage communautaire, la définition donnée par l'American community gardening semble certes simpliste, mais renvoie aussi au fait qu'alors, n'importe qui peut faire partie de ce mouvement. Il suffirait d'être un groupe et d'avoir accès à un terrain quel qu'il soit. C'est entre autres ce qui a pu se produire depuis les années 1960 à New York, puisque l'AU fut au départ une activité spontanée, développée comme un acte politique répondant à un manque de considération des autorités locales (Baudry, 2011).

Concernant les termes « d'agriculture urbaine » en Colombie, la traduction littérale en espagnol « agricultura urbana » est plus facile à lier aux termes français. On parle aussi de « huertas urbanas » afin de désigner les jardins urbains. Ainsi, le terme « huerteros » pour désigner des communautés d'agriculteurs urbains fait à présent partie du langage communément utilisé dans les grandes métropoles andines. L'AU dans ces grandes villes colombiennes répond en premier lieu à une nécessité alimentaire, mais aussi à un aspect culturel. En effet, l'AU nous renvoie directement à la « sécurité alimentaire », ainsi elle permet à des populations de s'alimenter. Les produits locaux et traditionnels sont notamment mis en avant par cette activité. Les communautés auront tendance à produire des aliments qu'ils consomment habituellement et qui sont adaptés au sol. En ce sens, nous comprenons aussi l'AU comme une tradition perpétrée et profondément symbolique. Effectivement, la plantation de végétaux anciens et traditionnels renvoie à une culture locale et à des connaissances alimentaires ancestrales. Le simple fait de cultiver ces aliments permet l'émergence d'un discours, d'une considération particulière pour l'AU. Elle permet de s'alimenter mais aussi de perpétuer des aliments locaux que l'on ne veut pas perdre face à la production industrielle et à la société de consommation qui met à disposition de plus en plus de produits importés. Cet aspect est notamment illustré lorsque l'on considère que « *le but de cette activité est d'abord de produire des discours et des idées avant de produire des aliments* » (Caldas et Jayo, 2019). Cette citation nous permet de considérer l'AU comme un acte politique, un moyen d'échange informel entre les citoyens avant même de la considérer comme solution contre la faim. En ce sens, nous nous rapprochons de la définition attribuée aux termes d'AU par l'association Red de huerteros Medellin (Réseau d'agriculteurs) selon laquelle « *l'agriculture urbaine est une pratique inclusive, promouvant la diversité culturelle et permettant la rencontre communautaire entre des personnes de tout âge, groupe, communauté ou institution, qui promeut la création et la consolidation d'espaces autonomes* »¹. Dans ce cas, on ne parle pas de besoins alimentaires, on décrit l'activité de cultiver comme un facteur de revendication territoriale et de création de liens sociaux.

¹ Citation traduite par mes soins et venant du manifeste de la Red Huerteros Medellin disponible sur leur site internet : <https://www.redhuerterosmedellin.org/manifiesto-red-de-huerteros-medellin/> p.2, 2017.

Bien entendu, si l'AU représente une action revendicatrice, c'est parce qu'elle est avant tout le fruit d'une initiative citoyenne (Baudry, 2011 ; Duchemin, 2008 ; Posada, 2019 ; Gomez, 2018). En effet, un nombre important de travaux de recherche en attestent. Et pour cause, les espaces où l'AU est développée représenteraient des territoires contrôlés par les populations, ces dernières chercheraient à prendre en main le territoire dans lequel elles vivent, et ce, notamment en termes d'alimentation (Consales, 2000). Les citoyens développeraient cette activité dans un but de développement local, ce qui aurait pour objectif de façonner l'espace à l'image de la communauté présente. On évoque l'AU comme créatrice de liens, permettant à chacun d'affirmer sa personnalité au sein d'un groupe (F. Weber, 1996). En ce sens, on comprend également qu'elle peut être mobilisée comme étant une activité bénéfique psychologiquement et physiquement. Elle permettrait de reconnecter les corps avec le milieu naturel duquel ils sont originaires (Amérigo et al., 2013). Dans un contexte tendu, l'AU développerait aussi des moments paisibles, un contact avec la terre et des échanges humains pour exprimer ses traumatismes psychologiques. En ce sens, elle représenterait un potentiel remède aux troubles spirituels. On l'évoque notamment comme promouvant le bien-être à partir d'initiatives communautaires (M. Posada, 2019).

Dans plusieurs études, ce regroupement par l'AU est caractérisé principalement par la participation des femmes et des enfants (E. Duchemin, 2008). On en parle notamment comme source d'autonomie et de développement pour des enfants présentant des problèmes comportementaux (Madaleno et Armijo, 2004). Dans certains cas, on rapporte aussi cette activité comme proprement féministe. On la définit comme un moyen de réappropriation de l'espace pour des femmes qui refusent le système patriarcal et capitaliste (De Suremain, 2017). Dans le cas des mobilisations de New York, on va jusqu'à parler de l'AU comme un acte de « *désobéissance civile* » (Baudry, 2011). Ces éléments témoignent de l'engouement pour l'AU non pas seulement comme réponse aux besoins alimentaires des métropoles, mais aussi comme moyen pour les citoyens de s'affirmer et de se réappropriier l'espace urbain.

Pour conclure, c'est à partir de ces différentes approches de l'AU, que nous nous sommes penchés sur le concept « d'inclusion sociale ». En effet, la relation étroite entre cette activité, la politique et le développement personnel comme collectif, nous renvoie à sa capacité à inclure des habitants dans un mouvement. Ce mouvement communautaire étant porteur d'une philosophie partagée par ses membres, il induit alors un regroupement entre différents individus et une réflexion collective autour de l'appropriation de l'espace urbain. Il nous semblait primordial de s'intéresser à ces aspects afin de comprendre le rôle de l'AU dans les sociétés, et les conséquences qu'elle peut avoir notamment sur des populations marginalisées.

3. L'inclusion sociale

En effet, nous retrouvons des concepts étroitement liés à la notion d'inclusion sociale tels que « *la participation sociale* » (Duchemin et al. 2008), « *la construction identitaire* » (Proust, 2020) ou le communautarisme, le terme « *communauté* » revenant presque systématiquement lors de nos lectures centrées sur l'AU (Baudry, 2011 ; Proust, 2020 ; Daclon-Bouvier, 2001 ; Posada et al. 2019 ; Duchemin et al. 2008 ; Gomez, 2018). Tout d'abord, si nous retrouvons le concept d'AU étroitement lié à ces notions sociales et identitaires, c'est parce que cette activité est développée par ses promoteurs comme facteur d'échange et de rencontre entre différents individus. Ce sont justement ces différences qui « *s'avèrent être d'autant plus pertinent[es] [puisqu'elles] interpelle[nt] des personnes d'origine, de statuts socio-économiques et d'âges variés* » (Daclon-Bouvier, 2001). La création d'une communauté va notamment renforcer le sentiment d'appartenance (Duchemin et al. 2008). C'est donc premièrement dans un sens très large que l'on peut considérer l'inclusion sociale, parce qu'elle permet un regroupement et l'entretien de liens interpersonnels (Richter, 2013). Mais la création d'une identité commune n'est pas le seul aspect qui met en lumière le concept d'inclusion sociale. Bien souvent, on se

réfère également à des classes socio-culturelles ou socio-économiques, notamment à un type de population défavorisé et marginalisé. Ces derniers représentent les principaux acteurs développant l'AU. Pour ces populations, elle représente une solution leur permettant de s'approvisionner en aliments sains et locaux, et parfois même de percevoir des revenus (Proust, 2020). On parle alors « *d'accès* » (Proust, 2020) et de « *développement des capacités* » (Duchemin et al. 2008). Ces deux notions nous renvoient une fois de plus au concept d'inclusion sociale et font même référence à une émancipation pour certains individus. On pourrait en déduire que le fait d'appartenir à un groupe, d'être inclus socialement auprès d'individus qui ne nous ressemblent pas nécessairement, nous permettrait avant tout de se développer personnellement, d'apprendre à se connaître soi-même.

On rapproche aussi l'inclusion sociale à la notion d'isolement. L'AU serait porteuse d'inclusion sociale notamment parce qu'elle serait favorable à la sociabilisation, ce qui semble important pour des populations confrontées à l'isolement. L'isolement peut se traduire de différentes façons : on retrouve la marginalisation qui renvoie davantage à un isolement physique, territorial, puis l'isolement social qui renverrait davantage à l'exclusion d'un groupe ou d'une catégorie de population. Dans les deux cas, l'AU propose un espace favorisant les interactions entre individus et de cette façon, lutte contre l'isolement de chacun (Duchemin et al. 2008).

Enfin, l'inclusion sociale est appréhendée comme appartenant à un processus plus large, tel que le développement d'une « *société inclusive* ». L'inclusion ne représenterait pas un effort, mais serait vécue comme un « *horizon commun d'effacement des divisions* », une tendance collective menant à l'égalité pour tous, sans viser une population donnée (Tuot, 2013). Une fois de plus, on retrouve la notion de regroupement entre des individus aux caractéristiques sociales différentes. Le fait de ne pas « *pointer* » une certaine population permet notamment de les inclure au groupe sans nommer les différences, on n'inclut donc pas des populations pour leur différence mais pour leur intégrité. Dans ce cas, les habitants se regroupent malgré leurs variations individuelles autour d'un objectif commun. Dans notre raisonnement, cet objectif est illustré par le développement de l'agriculture urbaine.

Le terme d'inclusion est aussi « *vu comme annonciateur d'une évolution des valeurs et des pratiques, voire d'un changement de paradigme social* » (Bouquet, 2015). En ce sens, l'inclusion d'une population dans un ensemble social lui permettrait de sortir d'une forme d'isolement. En intégrant ces populations marginalisées à un ensemble, on intégrerait des valeurs sociales notamment d'intégration et d'acceptation de l'autre malgré ses différences. Ainsi, nous pouvons dire que l'inclusion représente un progrès, une amélioration des conditions sociales et un changement dans la façon dont chaque individu considère la société. On observe notamment ce phénomène lorsque l'on évoque l'AU comme acte politique, conduisant à remettre en question la société de consommation et le modèle capitaliste. (Posada et al. 2019 ; La red huerteros Medellin). Le souhait de construire une communauté portée par des intérêts écologiques renvoie également à la citation ci-dessus de Brigitte Bouquet (2015) en ce qui concerne l'évolution des valeurs : l'inclusion renvoie alors à l'idée de sortir de l'individualisme développé par le système actuel en prônant de nouvelles façons d'échanger et de consommer.

Cependant, les notions d'inclusion ségrégative et d'inclusion intégriste remettent en question le sens du terme « *inclusion* ». L'inclusion veut donner à chacun ce dont il a besoin dans le but de créer une égalité entre les différents individus. « *L'inclusion ségrégative* » va permettre à un échantillon de la société de jouir de cette inclusion, mais va par ce même processus l'exclure d'une façon ou d'une autre du reste de la société. C'est entre autres ce que produit le développement de certaines communautés. « *L'inclusion intégriste* » quant à elle, a pour vocation de permettre l'inclusion d'un échantillon de la société afin de le positionner à égalité avec le reste des individus. En ce sens, on comprend l'inclusion comme un processus complexe qui veut permettre d'impulser certaines populations, mais en veillant à ne pas en exclure d'autres par la même occasion. Bien qu'en général, le terme d'inclusion ait une connotation positive, on se rend compte ici de la complexité à rester dans de « *l'inclusion sociale* » sans constater d'effets inverses qui s'apparenteraient à une exclusion (Bouquet, 2015).

Pour conclure, nous comprenons que l'inclusion sociale dans un contexte d'agriculture urbaine, représente des formes identitaires et communautaires rapprochant des individus aux caractéristiques sociales différentes autour d'un même objectif. Elle permet de lutter contre l'isolement et intègre certaines populations dites défavorisées ou marginalisées. Mais elle développe également une ouverture d'esprit remettant en question nos modes de consommation et poussant des groupes à repenser la société.

B) Les fonctions de l'agriculture urbaine

Nous nous pencherons à présent sur les facteurs motivant l'agriculture urbaine en nous appuyant sur différents travaux de recherches qui nous ont permis d'affiner notre réflexion. En effet, lorsque nous nous intéressons au phénomène d'agriculture urbaine, nous comprenons qu'elle est vécue comme une conséquence de l'exode rural dans le sens où elle traduit des connaissances agricoles rurales dans un espace urbain. Nous verrons ensuite comment est-ce que l'AU est mobilisée dans un contexte d'insécurité alimentaire puis d'inclusion des sociétés.

1. L'agriculture urbaine, l'une des conséquences de l'exode rural

Premièrement, nous avons remarqué que l'AU était mobilisée comme étant le fruit d'une migration, d'un exode rural ayant amené des savoir-faire agricoles dans des territoires urbanisés. On retrouve notamment ce phénomène décrit dans l'analyse de pays dits en développement. Elle serait le fruit de migrations de populations rurales, arrivant en ville dans le but de trouver des opportunités économiques (Garzon, 2005).

L'origine de l'agriculture urbaine est également évoquée comme conséquence d'une migration de populations rurales, qui pourrait être désignée comme exode, mais qui répond à une dynamique territoriale différente. C'est-à-dire que le déplacement de population ne serait pas seulement conditionné par leur recherche d'opportunités économiques, institutionnelles ou culturelles que proposent les grandes métropoles. Dans certains cas, il représente avant tout une fuite, un déplacement forcé. Dans le cas de Sao Paulo, on évoque l'AU comme partie intégrante des espaces urbains, ramenée par des ruraux ayant perdu leur foyer à la campagne et cherchant refuge en ville (Nagib, 2016). Dans ce cas, les opportunités en ville ne correspondent pas à un idéal d'amélioration des conditions de vie comme l'on pouvait le sous-entendre dans le paragraphe précédent. On se retrouve dans un engouement pour la ville qui devient vital, on veut acquérir un toit pour y faire vivre notre famille. Il ne s'agit pas seulement d'un cadre où l'on souhaite accéder à un niveau de vie intellectuel intéressant, ni même trouver un travail. De même, les populations peuvent fuir des conflits armés ou toute autre forme de violence auxquelles ces dernières étaient confrontées à la campagne (Cantor, 2010). En ce qui concerne l'aire géographique de Medellin, on comprend que l'AU est le fruit d'une mobilité liée aux violences des groupes armés présents dans les campagnes (Gallego et al, 2020). On retrouve ainsi des populations rurales arrivant en ville avec leurs savoir-faire (culture, travail de la terre, connaissance des propriétés des plantes etc.). Dans ce contexte, l'AU peut représenter un refuge physique et psychologique pour les populations ayant fui et qui se retrouvent aujourd'hui traumatisées par leurs expériences passées. Comme si les populations pouvaient transposer ce qu'elles exerçaient à la campagne dans leur nouvel environnement urbain.

Ces constats liés aux déplacements de populations rurales vers les grandes métropoles sont avant tout développés dans des travaux portant sur les pays dits en voie de développement, et spécialement dans des pays d'Amérique latine, notamment au Brésil et en Colombie.

2. L'AU pour répondre à l'insécurité alimentaire

Ensuite, on remarque que l'AU est systématiquement mobilisée dans un contexte d'insécurité alimentaire. Ainsi, elle représente une activité nécessaire aux enjeux urbains contemporains en termes d'alimentation des populations et de lutte contre la précarité. Les éléments développés dans les différents

documents nous prouvent que la recherche se focalise fortement sur les facteurs de besoin alimentaire répondant à une population urbaine en perpétuelle croissance.

Selon une définition plutôt générale de l'agriculture urbaine, elle « *consiste à utiliser des espaces urbains pour semer des plantes, en vue d'alimenter et décorer, pour la consommation ou la vente, avec des répercussions pour affronter la pénurie alimentaire et l'insécurité alimentaire actuelles de nombreux pays* » (FAO, 2014). Ici, nous relevons facilement le fait que l'utilité de l'AU soit limitée à la nécessité de nourrir des populations.

Ainsi, on évoque la croissance démographique comme facteur justifiant la nécessité de l'AU en milieu urbain (Holmer et Drescher, 2006). L'expansion de l'espace urbain, étant la première conséquence territoriale d'un apport de population massif, les problématiques liées à l'alimentation des individus semblent n'épargner aucun continent. L'AU semble alors présenter une solution, ou du moins un moyen qui permette de lutter contre la précarité alimentaire. On parle notamment de « *politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui prétend reconnaître le droit à l'alimentation comme nécessaire pour que les populations bénéficient d'un niveau de vie adéquate* »² (Sanchez, 2014). Plus simplement, nous dirons que l'accès à une alimentation est une nécessité vitale à laquelle chaque individu devrait avoir le droit.

En effet, l'extension urbaine et la croissance démographique sont des processus qui ne cessent de s'accroître. Dans des villes où l'apport de population ne cesse d'augmenter, les demandes en ressources alimentaires croissent également (Modaleno et Armijo, 2004). À plusieurs reprises, on évoque la notion de « *déserts alimentaires* », (Proust, 2020 ; Baudry, 2011) qui illustre une situation dans laquelle le besoin alimentaire est tel que les populations ne savent pas comment y subvenir. Lorsque l'on évoque ces espaces, on renvoie notamment à une extrême pauvreté, à des populations qui ne peuvent pas se procurer des aliments sains et à moindre coût (Paddeu, 2012). Dans ce cas, les populations subsistent grâce à des aliments issus de grandes chaînes industrielles, à faible coût. L'enjeu étant de subvenir à ses besoins fondamentaux, les problématiques de maladies et de troubles ne sont que peu, voire pas considérés par ces populations. Et pourtant, on considère par exemple, qu'au Brésil, près de la moitié des adultes et un enfant sur trois souffrent de maladies nutritionnelles (Levasseur, 2017). Face aux nombreux enjeux que la sécurité alimentaire met en lumière, on soulève la responsabilité et l'action des gouvernements. Cet aspect étant l'un des points noirs de la recherche puisqu'en général, des programmes d'aide alimentaire sont mis en place, mais ne permettent pas de répondre à l'entièreté de la demande. On remarque entre autres que si les « *systèmes agroalimentaires classiques* » permettent d'approvisionner les métropoles, la qualité des aliments distribués n'est en aucun cas assurée. De même, la distribution semble inégalement répartie. Le problème soulevé est notamment qu'une alimentation saine et locale coûte plus cher (Proust, 2020). Elle ne sera donc accessible qu'à un échantillon de la population, celui-ci étant le groupe qui a le plus de moyens économiques, et donc des difficultés à s'approvisionner en aliments qui seraient moindres.

Ce paradoxe permet de mettre en avant le fait que les besoins alimentaires et les processus qui semblent vouloir y répondre peuvent aider une partie de la population, tout en excluant d'autres individus. L'agriculture urbaine va alors constituer un élément de réponse à l'exclusion de certaines de ces personnes. Les promoteurs de l'AU vont chercher à inclure des populations dans un processus de production et de consommation des produits alimentaires.

3. L'AU comme acte politique

En développant l'AU on donne la possibilité aux personnes de produire elles-mêmes leurs ressources alimentaires, et dans le meilleur des cas de développer une activité ayant un rendement économique. En ce sens, on vise une production et une consommation alimentaire qui tendent vers l'autonomie.

² Traduit par mes soins, Sanchez, 2014 p.52.

Tout d'abord, les lieux où se pratiquent l'AU s'apparentent à des lieux d'appartenance et de socialisation. Les échanges entre individus dans ces espaces créent des relations humaines et favorise la participation sociale dans la vie quotidienne du quartier, voire de l'espace urbain concerné. Duchemin et al. (2008) parle même de « *participation sociale des personnes démunies* », ce qui nous évoque la notion d'inclusion sociale puisque l'on va permettre par une action collective la prise de parole et l'agissement d'habitants marginalisés. On peut notamment la développer afin de stabiliser des zones dites marginalisées, souvent périphériques aux métropoles (Madaleno et Armijo, 2004). Enfin, l'AU offrirait à ces populations un « *cadre social enrichissant* » (Duchemin et al., 2008). Dans un second temps, on remarque la relation de l'AU avec la politique. Dans plusieurs cas, elle est une réponse au « *manque de politiques publiques, de gestion et de planification [qui] précarise les agriculteurs* » (Proust, 2020, p.12). En parallèle, les agriculteurs doivent s'adapter à la situation et réadapter leurs modes de production et de vente. Dans ce cas, nous pouvons presque parler de remise en cause du système de production agricole.

Dans cet état d'esprit, certains chercheurs évoquent aussi les jardins partagés comme initiative citoyenne. (Posada, 2019). L'agriculture urbaine faisant souvent référence à un développement social, personnel, il touche particulièrement les femmes. On pensera notamment au terme « *d'éco-féminisme* » (Lejeune, 2021) qui est une notion illustrant les dynamiques de réappropriation de l'espace public par les femmes. Si l'on se réfère à la remise en question d'un système profondément ancré dans les mœurs, la déconstruction d'un système patriarcal est entre autres initiée par les mouvements éco-féministes associant l'égalité des genres et l'appropriation de l'espace au développement de valeurs écologiques. Concernant les études sur la société colombienne, on retrouve notamment le terme « *d'empowerment* », notion faisant référence à l'émancipation des femmes (De Suremain, 2017). Bien que dans le développement de cet article, l'agriculture urbaine ne soit évoquée que brièvement, on comprend qu'elle est partie intégrante d'un processus socio-politique bien plus large.

Dans certains cas, on va même jusqu'à parler de « *désobéissance civile* » (Baudry, 2011), qui prône le refus assumé de certaines normes par les citoyens. C'est une forme de revendication pacifique qui peut être développée dans un contexte d'AU. En effet, c'est par la plantation illégale que des communautés newyorkaises se sont réapproprié des espaces abandonnés. Liz Christy, figure emblématique de ce mouvement avait notamment conçu des bombes à graines qui ont conduit à la transformation de parcelles dégradées et abandonnées en jardins urbains. Le terme de « *green guerillas* »³ apparaît notamment pour illustrer cet épisode de réappropriation et d'engagement politique spatial de la part de citoyens américains. En ce sens, nous pouvons interpréter l'AU comme un moyen d'expression et de revendication par le refus des normes établies.

Finalement, pour synthétiser les éléments apportés, nous dirons que l'AU est développée comme réponse au besoin alimentaire des grandes métropoles mondiales qui ne cessent de s'étendre territorialement et démographiquement. Elle serait ainsi le fruit d'une corrélation associant le nombre d'habitant d'un territoire à sa demande en produits alimentaires. L'engouement pour cette activité étant porté par un groupe de citoyens, elle présente un intérêt commun autour duquel on développe une identité communautaire. Ce dernier point soulevant entre autres la notion d'inclusion sociale dans un contexte d'agriculture urbaine.

II. Problématique et hypothèses

Dans cette partie, nous développerons certaines hypothèses qui nous semblent répondre à la problématique posée. Cette dernière étant : dans quelles mesures l'agriculture urbaine, en tant qu'initiative citoyenne permet-elle une inclusion sociale des populations de Medellin (Colombie) ? Il faut savoir que nous avons choisi de lier l'AU à l'inclusion sociale car il nous semble que le fait de cultiver en ville ne peut être réduit à un seul intérêt alimentaire ou ornemental. En effet, nous considérons que l'AU est un acte profondément symbolique qui permet à des populations marginalisées de se

³ Dans l'article de S. Baudry, Les community gardens de NYC, de la désobéissance civile au développement durable, 2011.

reconnecter à la société et/ou à des traditions ancestrales. Nous savons évidemment que toutes nos sociétés se sont développées grâce à l'agriculture et à la sédentarisation de l'Homme. Ainsi, il nous paraissant primordial la prise en compte de cet aspect ancestral, constructeur d'une identité et d'une société stable. Dans ce contexte, l'inclusion sociale est permise par l'échange de savoirs et l'héritage des traditions agricoles.

Dans un premier temps, nous nous intéressons au fait que l'AU soit une initiative citoyenne. C'est en effet cet aspect qui nous permet de nous concentrer sur l'inclusion des populations. Nous partirons donc du principe que l'AU représente une stratégie politique et sociale intéressante développée par les autorités locales. Les politiques publiques favoriseraient donc son implantation dans l'espace urbain. Elle serait une initiative citoyenne puisqu'elle dépend de la prise en charge des communautés locales. En effet, l'entretien et le développement des jardins urbains doit être assurés par les populations locales. De plus, à partir des entretiens menés, nous émettons l'hypothèse que l'AU est avant tout une image publicitaire, une stratégie de communication utilisée par la mairie pour valoriser l'espace urbain.

C'est aussi un moyen pour des générations d'agriculteurs ruraux venus vivre en ville, de perpétuer des savoir-faire, de laisser un héritage culturel aux nouvelles générations urbaines. En ce sens, nous évoquons l'AU comme initiative citoyenne permettant l'inclusion sociale et le développement communautaire.

Ensuite, nous émettons l'hypothèse que l'AU représente une action collective permettant de lutter contre la faim. En effet, si elle est évoquée comme une initiative citoyenne qui vise à produire principalement des fruits, légumes, aromatiques et plantes médicinales, elle peut être développée pour l'autoconsommation des populations qui la produisent, ou bien pour la vente. Dans ces deux cas de figures, elle permet à des populations de s'alimenter à partir de produits locaux, et généralement respectueux de l'environnement et de la santé des individus qui les consomment. Seulement, nous chercherons à savoir qui permet-elle d'alimenter. Si pour s'inscrire dans un contexte d'inclusion sociale, l'AU doit permettre à des populations défavorisées de s'alimenter, nous nous intéresserons aux communautés qui peuvent se permettre de développer cette activité. En effet, les populations les plus précaires ont des besoins alimentaires plus importants, nous verrons ainsi si ces dernières ont un accès facilité à l'AU.

Dans un second temps, l'AU serait développée dans des quartiers plutôt périphériques à la ville, notamment dans les montagnes où l'on retrouve un taux de pauvreté plus important que dans le centre-ville. Ces quartiers isolés trouveraient alors en l'AU un moyen de s'affirmer, de revendiquer leurs communautés principalement issues de l'exode rural.

Enfin, nous abordons l'AU comme une thérapie de groupe permettant à certaines personnes de guérir psychologiquement et d'oublier les violences dont elles ont été victimes. Nous émettons l'hypothèse que le travail de la terre comme activité de groupe favorise les échanges entre les individus. L'action collective autour d'une activité favorable au développement local nécessite une philosophie commune autour de laquelle les populations se retrouvent. De cette façon, les habitants vont plus facilement évoquer leurs problèmes personnels, familiaux. Le simple fait de parler avec les autres, puis d'écouter à son tour, peut permettre l'affiliation à un groupe. L'individu ne se sent plus seul, mais accompagné, appartenant à un ensemble dans lequel il est libre de s'exprimer.

III. Justification du domaine de recherche

Dans cette partie, nous développerons les intérêts du terrain étudié ainsi que le contexte dans lequel celui-ci s'inscrit. Cela étant, nous pourrions établir un lien avec les différents thèmes appréhendés pour le développement de notre raisonnement d'analyse du sujet.

Contextualisation et présentation du terrain

Tout d'abord, nous localiserons la ville de Medellin dans l'espace colombien, puis nous nous intéresserons à ses caractéristiques physiques et politiques.

Premièrement, il faut savoir que la Colombie est notamment le pays qui relie le continent Sud-américain à l'Amérique centrale. En d'autres termes, nous pouvons dire qu'elle est la porte de l'Amérique du Sud. Partageant ses frontières Nord avec Panama, elle est aussi frontalière avec le Venezuela, son voisin Est, ainsi qu'avec l'Equateur et le Pérou au Sud-Ouest. Comme en témoigne la figure 1, le pays partage aussi des cours d'eau tels que le Japura avec le Brésil. Nous retrouvons une partie de la forêt amazonienne dans la zone Sud du pays. La Colombie présente deux ouvertures maritimes dans la Mer Caribéenne et l'Océan Pacifique. Ensuite, en ce qui concerne la ville de Medellin, elle se situe au centre Ouest de la Colombie. C'est la capitale de la région d'Antioquia. C'est aussi la seconde ville la plus peuplée du pays derrière la capitale : Bogota.



Figure 1. Carte de situation

<https://conferencia.ciaem-redumate.org/index.php/xvciaem/index/pages/view/medellin>

Lorsque l'on s'intéresse aux reliefs du pays, nous constatons notamment que l'Est de la Colombie est plus plat que l'Ouest qui présente un espace accidenté. Comme représenté sur la figure 2, la cordillère andine occidentale étant plus à l'Ouest que celle orientale, elles sont séparées par la cordillère dite centrale. Ainsi, nous retrouvons la ville de Medellin entre les cordillères occidentale et centrale, dans un territoire très marqué par les reliefs. La ville se situe à une altitude d'environ 1500 mètres, mais est entouré de reliefs plus importants pouvant aller jusqu'à 3000 mètres d'altitude. Effectivement, nous retrouvons l'aire urbaine de Medellin dans la vallée de l'Aburra, présentant une altitude plus faible que ses périphéries situées dans des espaces montagnards appartenant aux cordillères andines. La structure physique de la ville nous semble intéressante étant donné qu'elle positionne le centre urbain dans un espace relativement plat, si l'on le compare aux reliefs présents autour. Finalement, l'occupation des flancs de la montagne est liée à un processus d'extension urbaine, répondant à un afflux important de populations dans la ville de Medellin. En effet, les mutations sociales et démographiques d'un territoire influencent son expansion spatiale et ses caractéristiques physiques. Nous nous intéresserons prochainement aux caractéristiques sociales des espaces périphériques et du centre-ville de Medellin, structurellement et physiquement différents mais appartenant à un même espace urbain.

les cours d'eau dans le développement des civilisations. Enfin, nous remarquons la présence de cinq « corregimientos », localisés en situation périphérique du centre urbain de Medellín. D'abord, le terme de « corregimiento municipal » renvoie à une division administrative de l'aire rurale d'une ville. En français, nous pourrions nous référer à des espaces périphériques ruraux. Tout comme les communes, ils sont déterminés par le conseil municipal. Ils sont plus étendus en partie parce qu'ils représentent un ensemble démographique rurale plus vaste. Ils sont censés améliorer l'accessibilité des populations aux services et assurer la participation citoyenne dans les décisions publiques et locales. Les « corregimientos » de Medellín sont également connu pour regrouper une grande partie d'agriculteurs ruraux nourrissant la population citadine située en ville. Finalement, nous retrouvons les espaces périphériques plus éloignés de la ville tels que Bello, Rionegro ou Envigado. Ces territoires sont davantage isolés car ils sont éloignés de la ville et ne bénéficient que de peu de services publics et d'infrastructures.



Figure 3. Divisions administratives de Medellín
<https://www.mapainteractivo.net/fotos/mapa-de-medellin.html>

Enfin, pour mieux comprendre l'espace étudié dans ce dossier, nous allons à présent nous intéresser à d'autres caractéristiques nous ayant permis d'affiner notre réflexion sur le sujet de recherche. Nous expliquerons rapidement l'importance des conflits armés et de l'informalité qui a marqué la ville depuis les années 1970-1980. Puis, nous évoquerons Medellín comme espace géographique où les inégalités et l'insécurité alimentaire touchent de nombreuses populations. Enfin, nous illustrerons nos propos en renvoyant à l'inégalité spatiale et sociale de la ville.

A) Un espace marqué par les conflits armés et le trafic de drogues

Pour commencer, il y a bien une figure emblématique de Medellin en termes d'informalité. On se réfère notamment au narcotraffic et au célèbre Pablo Escobar, baron de la drogue durant les années 1980. Effectivement, le cartel de Medellin est partie intégrante de l'histoire criminelle de cet espace géographique. Cette organisation avait pour but principal de vendre de grandes quantités de cocaïne, à partir de la plante coca, cultivée puis transformée afin d'être envoyée jusqu'aux Etats-Unis. Si nous représentons ce cartel comme un commerce transaméricain, il n'en reste pas moins originaire de la ville de Medellin et il a profondément marqué la situation sociale et politique de la Colombie du fait de la corruption généralisée dans le pays. En effet, le développement du trafic n'a pu se faire que grâce à la corruption d'une partie des forces de police. L'histoire de Pablo Escobar met également en lumière la corruption du gouvernement colombien. César Gaviria, président colombien durant les années 1990, qui était investi dans l'arrestation de P. Escobar et dans la lutte contre les cartels, aurait eu à son égard une attitude ambiguë et l'aurait laissé continuer ses activités.

La corruption du pays prend une tout autre tournure avec l'apparition de groupes paramilitaires qui sont chargés de lutter contre les guérilleros. En effet, le terme guérilleros renvoie aux combattants des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) qui combattent le pouvoir colombien dès les années 1960. Dans les villes, ces groupes exercent des « *missions de nettoyage social* » en tuant principalement les personnes pauvres, les habitants marginalisés, les enfants vivant dans la rue et les homosexuels. Les liens des narcotrafiquants se développent avec des personnes socialement importantes telles que des juges, des prêtres et même le directeur de la police nationale.

Les conflits armés sont monnaie courante, surtout connu avec le mouvement des FARC – Forces armées révolutionnaires colombiennes. Naissant dans les années 1940, il est le résultat d'un conflit territorial. Les terres appartenant à une poignée de grands propriétaires, c'est dans les années 1930 que les paysans revendiquent le droit à la terre et souhaite une réforme agraire. De cette dynamique paysanne vont émerger plusieurs zones d'autodéfenses visant à défendre les terres prises aux haciendas (grandes exploitations dirigées par des familles de classe sociale plutôt aisée). De nombreux paysans sont ainsi tués par des groupes armés soutenus par les propriétaires des haciendas. On évoque habituellement les FARC comme conséquence de ces conflits. On comprend également que l'accès à la terre dans le but de cultiver et de subsister en tant qu'agriculteur est une problématique complexe et autour de laquelle la violence est présente.

Enfin, l'assassinat d'Escobar et le démantèlement du cartel de Medellin dans les années 1990 font émerger de nouveaux conflits territoriaux. Les narcotrafiquants qui régnaient sur le territoire n'étant plus là, de nouveaux groupes vont chercher à se développer et à exercer une pression sur les habitants de Medellin. On peut notamment se référer au chantage, aux enlèvements et à la violence en général en vue de s'assurer argent et pouvoir.

Durant la même période, se forme également le groupe d'autodéfense unie de Colombie (AUC) qui vise à regrouper différents groupes paramilitaires afin d'en créer un parti politique et de revendiquer la démocratie et l'accès à la propriété privée. La plupart de ses membres n'ayant aucune affiliation politique, le parti prend une tout autre tournure et dégénère en organisation criminelle. Les groupes vont jusqu'à se battre entre eux pour le contrôle du trafic de drogue.

Pour terminer, nous ajouterons que les conflits armés sont toujours d'actualité. Bien qu'un accord de paix ait été signé entre le gouvernement colombien et les FARC en 2017, le non-respect de certains engagements notamment en ce qui concerne les réformes agraires ont poussé les FARC à reprendre les armes en 2019.

La Colombie est donc un pays dont l'histoire est profondément marquée par la violence. On compte de nombreux groupes armés revendiquant principalement l'accès à la propriété et le contrôle territorial. Ces conflits mettent aussi en évidence l'ambiguë relation entre ces groupes et le gouvernement. Nous nous sommes beaucoup concentrés sur le 20^e siècle, mais le sujet n'en reste pas moins d'actualité.

B) Des inégalités socio-spatiales

Nous développerons à présent le cadre géographique de la ville de Medellin, sa situation et relation avec son territoire national, puis nous nous évoquerons la pauvreté du pays. Nous tenterons également d'analyser la configuration socio-spatiale du territoire étudié.

Medellin se trouve dans la région d'Antioquia, espace ayant une position plutôt centrale au Nord de la Colombie. La ville se situe dans la vallée de l'Aburra, entre les cordillères occidentale et centrale, à une altitude d'environ 1500 mètres. Ainsi, ses espaces périphériques urbains s'inscrivent dans des reliefs plutôt accidentés. L'espace urbain est aussi traversé par le fleuve Rio Medellin qui poursuit son écoulement vers le Nord et partage la ville en deux parties Est / Ouest. Le littoral présente une partie plutôt urbanisée et socialement aisée. Le climat est plutôt doux, ce qui lui vaut le surnom de ville du printemps éternel. Bien que dernièrement, le dérèglement climatique ait marqué un changement notamment dans ses caractéristiques thermométriques.

Enfin, la ville a connu une extension du territoire urbain impressionnante. Comme indiqué plus haut, Medellin a connu et connaît toujours de lourds conflits internes et des violences qui marquent profondément ses habitants. Généralement, c'est dans les espaces ruraux que les groupes illégaux prennent le contrôle de terres pour leur richesse agricole ou minière. La plupart du temps, les habitants de ces espaces n'ont pas d'autre choix que de fuir et d'abandonner leurs terrains par peur de représailles. En effet, à de nombreuses reprises ces groupes ont exercé leur violence sur les populations (viols, lapidations, meurtres, etc.). Les habitants dépossédés de leurs terres sont donc contraints de se réfugier en ville, où ils s'ajoutent aux migrants économiques à la recherche d'une vie meilleure.

A Medellin, les nouveaux arrivants pauvres s'installent majoritairement en périphérie de la ville, là où les sols sont accidentés, et où les risques de glissements de terrain sont importants. N'ayant pas de ressources financières et souvent bien peu de biens matériels, ces populations construisent de façon informelle des quartiers qui pourraient s'apparenter à des bidonvilles mais qui bénéficient d'une base en dur, souvent développée par des groupes d'hommes qui se réunissent afin de faire bénéficier leurs familles d'un toit qui les protégera contre les aléas climatiques et le froid. De plus, ces terrains occupés sont généralement laissés à l'abandon par les autorités publiques car ils présentent trop de risque d'érosion. La construction de structures représente donc un danger et expose les populations s'y installant à divers risques et notamment à des glissements de terrain.

Par ailleurs, la situation politique et sociale du Venezuela, pays voisin de la Colombie, crée un flux migratoire depuis le Venezuela jusqu'aux villes colombiennes. Ces populations à la recherche d'un cadre de vie meilleur ne sont pas toujours prises en charge par les autorités locales et peuvent éventuellement se regrouper par communautés, façonnant des quartiers informels vénézuéliens sur le territoire colombien. Bien que nous observions très peu ce phénomène dans l'espace urbain de Medellin, il prend forme dans d'autres entités urbaines colombiennes.

Parallèlement, nous observons une certaine prise en charge des espaces urbains centraux. En effet, la ville tente de mettre fin aux conflits armés et à la pauvreté dans les quartiers les plus défavorisés. On évoque notamment le déplacement et la prise en charge de quartiers informels développés dans le centre-ville. On crée des centres d'accueil, d'aide à la précarité dans les lieux très centralisés, et notamment là où se développe le tourisme local. Si l'image de Medellin est vendue par les journaux internationaux, ce n'est pas sans attirer les touristes du monde entier. En effet, la ville représente le second pôle touristique le plus attractif de la Colombie.

Les dynamiques de construction de la ville et de sa gestion ont donc généré d'importantes inégalités socio-spatiales. C'est-à-dire que nous avons à faire à un centre qui est plutôt contrôlé par les autorités locales et que l'on souhaite développer économiquement. Le littoral le long du fleuve Medellin représente également l'un des espaces les plus pris en charge par un urbanisme social. Et enfin, les espaces périphériques situés sur les flancs montagnards représentent des territoires exposés aux risques érosifs et ont une configuration sociale plutôt défavorisée. Effectivement, c'est surtout dans ces espaces

que nous retrouvons la pauvreté et la violence des groupes armés. D'autres quartiers situés dans l'aire urbaine de Medellin, mais qui ne sont pas exactement situés dans le centre présentent des caractéristiques proches aux quartiers périphériques. C'est notamment le cas du quartier San Javier ou de la Moravia.

IV. Méthodologie

Après avoir exposé différentes hypothèses pouvant répondre à la problématique autour de laquelle s'articule notre travail, nous exposerons à présent la méthodologie mobilisée. Nous aborderons premièrement la démarche suivie concernant la recherche de documentation ainsi que les sources mobilisées afin d'affiner notre réflexion et nos connaissances. Nous expliquerons notamment comment nous avons mobilisé et traité les informations de la presse nationale et internationale. Nous développerons une partie sur la conception de sources propres, témoignant de notre apport personnel au travail de recherche, avant d'expliquer notre choix pour l'entretien semi-directif et de détailler la façon dont nous avons procédé pour sa mise en place. Pour finir, nous exprimerons les contraintes auxquelles nous avons dû faire face durant la réalisation de l'étude.

A) Documentation et traitement de la presse

1. Collecte de données quantitatives

À partir des Plans de développement et des études statistiques (Alcaldia Medellin ; ENSIN), nous avons pu interpréter et étudier des chiffres clés concernant la situation de Medellin en termes d'insécurité alimentaire, d'accès à la culture, à l'éducation et à d'autres facteurs renvoyant à la pauvreté. Les documents officiels, tel que le *Plan de développement Medellin futur 2020-2023* développé par la ville de Medellin, m'a notamment permis de comprendre les objectifs et l'étendue des projets urbains de la ville. Je peux ainsi comparer les objectifs fixés par les autorités, et en parallèle leur mise en œuvre sur le terrain. Cette réflexion s'appuie fortement sur un travail de documentation étant donné que je n'ai pas d'enquête de terrain cette année.

La lecture d'articles scientifiques m'a aidé à m'approprier l'analyse et la méthodologie nécessaires à l'élaboration d'un document de recherche. Dans un premier temps, la lecture d'articles scientifiques et de thèses m'ont permis de développer des connaissances sur le sujet que je souhaite traiter. Dans un deuxième temps, ils me servent de référence et d'exemple dans la construction de ma propre réflexion scientifique et méthodologique.

La lecture de thèses traitant de l'agriculture urbaine dans d'autres aires géographiques que celle sur laquelle je travaille comme Marseille (France), Pise (Italie), Meknès (Maroc), New York (EU), Montréal (Canada), Cagayan d'or (Philippines), Santiago (Chili), Lisbonne (Portugal), et São Paulo (Brésil), m'ont permis de problématiser mon sujet et de comprendre la démarche scientifique derrière ce type de recherche. En effet, la lecture d'articles traitant d'espaces géographiques éloignées de Medellin permet de construire une première approche autour du concept d'AU. S'il est vrai que l'étude des caractéristiques communes entre Medellin et d'autres aires géographiques illustrent des aspects que nous considérerons plutôt comme des généralités, le cas de Sao Paulo développé par A. Proust (2020) est quant à lui plus similaire et se détache davantage des autres articles. En effet, dans le cas de la ville brésilienne, nous comprenons une tendance à développer l'AU dans des territoires périurbains de São Paulo. La reconnaissance d'espaces ruraux agricoles et d'agriculteurs périurbains nourrissant les habitants locaux fait également partie des aspects développés. C'est en ce sens, que le cas de São Paulo se rapproche plus du cas de Medellin, bien que dans la ville colombienne aucune reconnaissance gouvernementale ne soit accordée aux agriculteurs urbains et périurbains. De même, l'évocation de l'agriculture urbaine impulsée comme activité alternative et citoyenne nous permet d'établir un lien entre les deux espaces latins américains dans lesquels nous retrouvons également la problématique liée

à l'insuffisance du soutien des collectivités locales. Cette mise en perspective nous a notamment aidée dans la compréhension du sujet. En effet, l'analyse des points communs et divergences entre les villes évoquées dans mes différentes lectures et l'espace urbain de Medellin a affiné ma perception de la situation colombienne. Les points communs témoignant de certaines tendances plutôt générales, et les divergences mettant en avant des caractéristiques plus spécifiques à l'aire géographique étudiée.

Enfin, ma méthodologie afin de retenir les points les plus importants de mes lectures consiste à synthétiser les idées générales du texte. Pour ce faire, je relève quelques éléments plus précis qui m'intéressent en les citant entre guillemets, et en reformulant certaines approches je tente de me réapproprier le texte que je viens de lire. Selon les différents aspects que je souhaite développer dans mon travail de recherche, je me focalise sur certaines notions telles que l'inclusion, l'isolement, la violence, la famine etc. J'établis ensuite des liens entre les différentes sources mobilisées. Quels points communs présentent les articles, quelles différences ? Quelle approche est développée par l'auteur dans chacune de mes lectures ?

Je lis aussi des textes autour des concepts d'inclusion, d'agriculture urbaine et de participation citoyenne, qui sont des notions que je souhaite mobiliser dans mon mémoire. La recherche de définitions et d'explications liés à ces derniers vont me permettre de les mobiliser correctement et d'en comprendre les procédés associés. J'ai également effectué un long questionnement autour des notions développées. À savoir quels enjeux et quelles conséquences ces dernières posent-elles ? Quel intérêt représentent-elles pour mon mémoire ? Dans quelles mesures les termes sont-ils connotés positivement ou négativement, comment définir ces limites ?

Afin de mettre en parallèle les ambitions de la mairie et les actions concrètes mises en place, j'ai cherché des données cartographiques illustrant les projets urbains développés ces dernières années. Les projets urbains qu'a pour ambition de développer la mairie sont notamment représentés par les plans des instruments de planification territoriale (notamment trouvés sur GEO Medellin, portail géographique de la municipalité de Medellin). Ce visuel me permet de juger quantitativement les espaces dans lesquels on développe des stratégies, ce qui nous aide aussi pour mesurer la cohérence entre les ambitions des politiques publiques et les projets qu'elles développent. Cependant, nous nous rendons vite compte de la complexité à utiliser ces ressources. En effet, identifier les besoins alimentaires de chaque communauté ne nous semble pas réalisable aux vues du temps que nous avons pour réaliser ce travail de recherche. En revanche, l'analyse de ces données va nous permettre de contextualiser et d'appréhender les espaces auxquels la mairie s'intéresse en termes de développement local urbain. De même, nous avons au départ pour ambition la conception d'une carte illustrant les ambitions des autorités locales confrontées à leur réel plan d'action. Mais le temps ne nous a pas permis de réaliser ce travail cartographique. De plus, nous avons besoin d'informations quantitatives dont les sources soient sûres, libres d'accès et facilement exploitables. Tous ces éléments étant compliqués à coordonner, ceci nous a freinés quant à l'élaboration du visuel cartographique que nous avons pour ambition de produire.

2. Les sources médiatiques

Tout d'abord, afin de contextualiser la situation à Medellin, je mobilise la presse locale (*Minuto 30*, *El heraldo*), régionale (*El Rionegrero*, *El palpitar*), nationale (*El mundo*, *El colombiano*) et internationale (*New York Times*, *Courrier International*, *Le Monde*) afin d'acquérir des connaissances sur l'actualité de Medellin mais aussi sur le contexte dans lequel s'inscrit la ville. Je synthétise les informations de chaque article lorsque cela me semble être pertinent. De la même façon, je visionne des vidéos, des journaux tv locaux (*Telemedellin*, *Teleantioquia*, *Cosmovision*, *Tv Agro*) et nationaux (*Radio Televisión Nacional de Colombia RTVC*, *Cablenoticias*, *Noticias caracol*) afin de me documenter, mais aussi dans le but de visionner les ressources auxquelles les habitants de ma zone d'étude ont accès. Ceci

me permet également de comprendre le discours médiatique autour des questions sociales et environnementales. Un résumé est fait pour chaque contenu étudié. En parallèle, le visionnage d'interviews me permet de me rendre compte des discours politiques et citoyens (interview du maire de Medellin, de collectifs citoyens et d'élus, adjoints au maire par exemple). Ce qui me permet d'analyse et d'étudier les points communs et les divergences selon les discours.

La presse va me permettre dans un premier temps de contextualiser, puis de me documenter. Je souhaite en extraire des données quantitatives, notamment afin de connaître les projets urbains mis en place à Medellin. Ainsi, je compte comparer les ambitions politiques et les actions mises en œuvre concrètement dans la ville. Afin d'avoir un regard objectif sur les sources d'information médiatique, j'ai contacté des connaissances colombiennes qui m'ont permis de connaître les positions politiques des journaux auxquels je me réfère dans mon travail de documentation.

Afin d'extraire les informations nécessaires des sources médiatiques, j'ai élaboré deux grilles de lecture dans lesquelles figurent les aspects que je souhaite extraire de ces sources. Lors de ma lecture ou de mon visionnage de ces données, je remplis au fur à mesure cette même grille. Celle-ci me permet d'abord de synthétiser les informations récoltées, d'organiser mes idées, mais aussi de comparer les données entre les différentes sources mobilisées.

Une première grille a été adaptée aux contenus médiatiques s'intéressant à un acteur en particulier : habitant, entrepreneur, associations, homme ou femme politique. On va s'intéresser avant tout à la relation que la personne ou l'organisme concerné entretient avec le développement de projets urbains et de l'AU sur le territoire. Dans le second cas, la grille de lecture est adaptée à un contenu médiatique s'intéressant à un sujet dans lequel il n'y aura pas nécessairement d'acteur évoqué. On peut par exemple parler d'une tendance écologique ou climatique. Auquel cas la grille permettra d'établir un lien avec notre approche du sujet de recherche. Afin d'illustrer plus concrètement mes explications, voici les grilles de lecture :

Dans le cadre de sources traitant de personnes de l'administration ou d'autres acteurs locaux :

Qui est l'acteur dont il s'agit ?	Quelle est sa fonction ?	Que dit-il ?	Quel regard porte-t-il sur les projets urbains ?	Sur l'agriculture urbaine ?	Quelles sont ses motivations ?	Que met-il en place ?
-----------------------------------	--------------------------	--------------	--	-----------------------------	--------------------------------	-----------------------

Dans le cadre d'un article traitant de projets urbains, d'AU ou de faits divers ne visant pas un acteur en particulier :

De quoi s'agit-il ?	Quel intérêt pour nos travaux de recherche ?	Quels apports à la ville ? Aux populations locales ?	Comment est-il reçu ?	Quels avantages ?	Quels inconvénients et/ou limites ?	Comment l'améliorer, remédier aux limites ?
---------------------	--	--	-----------------------	-------------------	-------------------------------------	---

Par la comparaison des discours publics et politiques, et par l'interprétation des médias puis des ressentis personnels des habitants ou à échelle des quartiers (associations de quartier), l'objectif est d'étudier et analyser la presse. Autrement dit, je souhaite remettre en question les phénomènes étudiés afin d'en déconstruire les potentiels préjugés et d'en tirer des informations objectives. Par l'appropriation et l'approche conceptuelle de la construction du discours médiatique, je cherche à connaître les positions politiques des journaux afin de contextualiser leur approche. Ceci nous permet de relativiser l'information et de comprendre la position des auteurs par rapport au sujet traité.

B) Enquête sociale

1. Méthodologie des entretiens

En ce qui concerne l'approche et l'organisation des entretiens, nous avons tout d'abord recherché sur les réseaux sociaux et sur internet différents collectifs citoyens qui nous semblaient ouverts et abordables.

C'est ainsi que j'ai cherché à intégrer des groupes Facebook, comme celui nommé « Red huerteros de Medellín » dans lequel des informations sont relayées en temps réel. Il s'agit principalement d'invitations à des conférences, de partages de programmes gouvernementaux ou municipaux, de discussions entre citoyens généralement pour la demande de conseils (entretien de plantes, identification d'insectes, de plantes etc.) ou pour procéder à un don ou à un échange de semis. L'intégration de ce groupe m'a permis non seulement d'être informée quotidiennement de la façon dont évolue les échanges autour du sujet d'AU, mais aussi d'obtenir des contacts afin de réaliser des entretiens semi-directifs. Pour cela, j'ai préparé un message expliquant mon travail, mes intentions et invitant les membres à me contacter pour participer à un entretien. Ceci ayant pour but de m'aider dans la collecte de données concernant mon sujet de recherche, j'ai été positivement surprise par le nombre de réponses et l'engouement que mon message a pu susciter.

La recherche de contacts appartenant aux réseaux d'agriculture urbaine a été facilitée par la lecture de la thèse : « Agricultura urbana en Medellín experiencias y contribuciones de los proyectos, huertas para el abastecimiento de alimentos y fundación paloma a la seguridad alimentaria », de Juan Carlos Amaya Gomez (2018), dans laquelle sont recensés de nombreux collectifs indépendants, ainsi que des institutions qui ont un rôle à jouer dans le développement de l'agriculture urbaine de Medellín. C'est de cette façon que j'ai pu contacter l'association à but non lucratif Agroarte, qui a accepté de mener un entretien avec moi. Il s'agit d'une association fondée en 2002 luttant contre la violence grâce à différentes formes artistiques s'articulant autour de jardins partagés développés par cette même association. Echanger avec l'un de leur membre fut très intéressant et me permis notamment d'affiner ma réflexion concernant les biens faits psychologiques de l'AU.

Enfin, nous avons dû préparer les entretiens en amont. Ce qui a demandé l'élaboration d'une grille d'entretien contenant des questions de départ, six thèmes et des questions de relances. Pour l'organisation, nous avons également établi un tableau recensant tous les contacts approchés et leurs coordonnées. La prise de rendez-vous s'est mise en place une fois la grille d'entretien élaborée. Pour cela, le contact par l'application Messenger fut privilégié, en ce qui concerne les membres du groupe Facebook m'ayant répondu. Dans un second temps, je demandai leur mail, adresse à laquelle je leur enverrai le lien zoom pour faire l'entretien à distance.

Nous avons développé des entretiens auprès d'habitants vivant dans des zones urbaines différentes de Medellín, privilégiant une approche du sujet plutôt différente et une appréhension du territoire distincte selon l'environnement dans lequel vivait l'interrogé. Les entretiens ouverts ont aussi permis aux interrogés une certaine liberté d'expression. Les discussions étaient donc plus approfondies, les personnes abordaient parfois des éléments auxquels je n'avais pas pensé ; ceci ayant été rendu possible par la forme de l'entretien semi-directif. Ce dernier permit également un traitement qualitatif des données récoltées. Pour appuyer mes propos, la grille d'entretien ainsi que les questions de départ utilisées pour diriger les entretiens sont insérées ci-dessous :

Questions de départ pour l'entretien : Qu'est-ce que l'agriculture urbaine a changé pour les habitants de Medellín ? Comment les habitants conçoivent-ils l'avenir dans leur quartier, dans la ville de Medellín ?
Principales questions de développement : L'AU peut-elle amené à une appropriation des espaces publics permettant de lutter contre la violence ? Dans quelle mesure l'AU permet-elle une inclusion des populations les plus précaires/ marginalisées ?

Profil : Nom, Prénom, Âge, Sexe, Lieu de naissance, Lieu de résidence, Situation familiale, Travail
Activités : en lien avec l'agriculture urbaine, sensibilisation, contacts dans le domaine de l'agriculture
Connaissances : initiatives citoyennes, projets urbains municipaux ou nationaux, collectifs qui apportent une aide
Action : appartient ou non à un groupe/ collectif, actions individuelles, collectives, dans son quartier

Thèmes	Sous-thèmes	Questions de relance
Representación del territorio	Descripción del barrio	Seguridad, limpieza, accesibilidad, convivencia, apoyo ciudadano, educación, presencia de espacios verdes, ocios... Recursos: ¿De qué viven los habitantes? ¿Reciben ayudas o no? ¿Cómo el ayuntamiento podría mejorar las condiciones de vida en su barrio? ¿Y usted que podría hacer?
POBREZA	¿Hay un apoyo, una ayuda específica (alimentaria, educativa, sanitaria) para esas poblaciones?	¿Cómo se ayuda a los barrios marginalizados, pobres en Medellín? ¿Cuáles medios lleva el ayuntamiento para el desarrollo de la ciudad, en vuestro interés, para usted y su familia? ¿Y qué pasa con la gente de su barrio?
ECOLOGIA	Identificación de los problemas: ¿Cuáles problemas que tienen que ver con el entorno afectan a su barrio? ¿Cuáles son, según usted, los principales problemas/ metas ecológicas en vuestro barrio?	¿Le parece que los habitantes de la ciudad sean sensibilizados a las metas ecológicas? Si le parece, ¿cómo se articula esta sensibilización? Si no le parece, ¿cómo se podría desarrollar? ¿Le parece importante el acceso a espacios verdes? ¿Por qué? ¿Le gustaría desarrollar la AU en vuestro espacio privado, vuestro barrio? ¿Qué falta según usted? En las escuelas, ¿Sabe usted si los niños están sensibilizados a los retos ecológicos? ¿Y sobre la AU?
AGRICULTURA	¿Cómo se pasa, concretamente, si queremos acceder a terrenos urbanos para cultivar?	¿Usted cultiva? Si cultiva, ¿Cómo lo hace? (productos biológicos o químicos, cuales plantas, donde, puede vender o no) ¿Cómo se pueden vender los productos de la AU en los mercados locales (se necesita autorización, cual proceso administrativo, rendimiento)? ¿Piensa usted que la agricultura urbana podría ser una potencial solución para resolver algunos problemas locales? ¿Cuáles son las metas de la agricultura urbana que le permitiría sentirse en seguridad, en un entorno sano? Según usted, ¿Cómo es posible transmitir, enseñar métodos agrícolas a las nuevas generaciones?
INCLUSION	¿Cómo desarrollar una identidad común apoyándose con proyectos participativos?	¿Le parece que haya tensiones, conflictos entre las poblaciones de un mismo barrio? Según usted, ¿Cómo podría calmar las tensiones? ¿Piensa usted que la agricultura urbana permite reunir a la gente? ¿Cómo la agricultura urbana podría permitir reunir personas diferentes (socialmente, según sus situaciones familiares, origen étnica, religión etc.)? ¿Cómo la AU en los espacios públicos podría desarrollar un sentimiento comunitario de pertenecer a un grupo?
LUCHA	¿Cuáles proyectos urbanos recientes le han llamado la atención?	¿Piensa que la agricultura urbana podría luchar contra la violencia? ¿Le parece que el ayuntamiento cuando toma medidas lleva las cargas necesarias al desarrollo de los proyectos (financiamiento, acompañamiento, educación)? ¿Cuáles soluciones concretas podría usted proponer?
FUTURO	¿Cómo se imagina el futuro?	- del barrio - su propio futuro

2. Interprétation des entretiens

Tout d'abord, les contacts des interrogés ayant pour la grande majorité été récoltés grâce à mon message sur le groupe Facebook « Red huerteros de Medellin », leurs profils sont plus ou moins similaires. En effet, ayant mené 10 entretiens, nous comptons 4 entretiens menés auprès de personnes inscrites dans une vie associative directement liée au développement de l'AU, on retrouve aussi 3 étudiants qui sont plus ou moins intéressés par l'AU, et enfin 3 adultes entrés dans la vie active et qui montrent un intérêt plus ou moins important pour l'AU. Les profils interrogés correspondaient à mes attentes initiales puisque dans l'ensemble des cas, ils se sentaient concernés par les questions de développement durable et d'AU. Même lorsqu'ils n'avaient pas de lien direct avec les activités agricoles inscrites dans l'espace urbain ou périphérique de Medellin, ils partageaient une inquiétude commune pour le futur de Medellin et les problématiques environnementales et alimentaires de la ville.

C) Les limites méthodologiques de l'étude

Nous nous intéresserons à présent aux limites méthodologiques auxquelles nous avons dû faire face lors de la réalisation de ce travail de recherche. Nous évoquerons entre autres les différentes limites concernant les entretiens semi-directifs lors de notre prise de contact avec les interrogés, mais aussi après avoir échangé avec ces derniers.

Premièrement, c'est surtout par manque de temps que nous n'avons pas pu interroger plus de dix personnes. Comme expliqué ci-dessus, l'échantillon des individus interrogé ne peut donc pas être représentatif de la tendance générale vers laquelle tend Medellin.

Dès la publication de notre message d'appel à participation, nous avons reçu entre une soixantaine de messages, le sujet étant adapté au groupe, les membres étaient très enthousiastes à l'idée d'échanger sur une activité qui les passionne. De plus, le fait d'aider une étudiante étrangère suscitait beaucoup d'intérêt. Les questions « Pourquoi est-ce que tu travailles sur ce sujet ? » ou « D'où vient ton intérêt pour la Colombie ? » revenaient presque systématiquement. Le premier point, concernant l'abondance de message que je recevais en permanence rendait le traitement des informations et la réponse à ces derniers assez complexe. De même, les demandes d'amis sur mon compte privé n'ont pas cessé. Avec le recul, j'ai pensé que la création d'un compte Facebook professionnel, dédié à la recherche de contact aurait certainement facilité ma démarche. De plus, le décalage horaire plutôt important (6 heures de moins à Medellin), faisait en sorte que je reçoive des messages et invitations surtout le soir ou le matin très tôt. Je me levais souvent avec de nombreux messages à traiter, ce qui me rendait heureuse de constater un tel engouement pour mon mémoire, mais c'était également source de stress et de panique face à l'afflux de messages et par conséquent de réponses que je devais fournir. Dans un second temps, j'ai constaté une réelle utilité aux réseaux sociaux. Mobilisés dans une démarche professionnelle et d'investigation, ils peuvent se révéler très utiles pour la prise de contact et l'échange d'information dans des lapses de temps très courts. Cependant, il me semble que ces aspects peuvent également constituer des points néfastes de ces réseaux. Ma publication postée sur le groupe étant publique, certains internautes n'étaient pas intéressés par mon sujet de recherche, mais plutôt par l'idée de me rencontrer et de me connaître personnellement. Ceci n'étant absolument pas le but de ma démarche, j'ai décidé peut-être un peu trop tardivement de supprimer le message du groupe, considérant que j'avais déjà reçu suffisamment de réponses.

Après la prise de rendez-vous auprès de plusieurs intéressés, sont arrivés les temps d'échanges avec ces derniers. Premièrement, j'ai bien veillé à systématiquement prendre en compte le décalage horaire dans la prise de mes rendez-vous. Pour cela, je précisais après l'horaire indiqué qu'il s'agissait bien de l'heure colombienne et non de l'heure qu'il serait en France. Il m'est arrivé une fois par maladresse de donner rendez-vous en ayant mal calculé le décalage horaire. Je me suis excusée et me

suis donc connectée une heure plus tôt que ce que j'avais initialement prévu. Les personnes acceptant de m'accorder de leur temps, je ne pouvais laisser la personne en question m'attendre une heure pour une erreur que j'avais moi-même commise. Sur le moment, j'étais un peu gênée, mais j'en ai tiré une leçon car ensuite j'ai toujours soigneusement vérifié l'heure fixée pour mes rendez-vous. Toujours en ce qui concerne le décalage horaire, il m'est arrivé que les interrogés ne soient disponibles qu'à des heures assez tardives pour eux et donc très tardives pour moi. La communication me semble alors être le plus adapté à ce genre de situation. A chaque fois, nous avons convenu d'un accord sur l'horaire ou d'une modification de la date de l'entretien.

Enfin, lorsque j'ai mené mes premiers entretiens, j'étais plutôt stressée, j'avais notamment peur de mal formuler mes phrases puisque la difficulté supplémentaire était que je devais m'exprimer en espagnol. De plus, pour les deux premiers entretiens, j'avais tellement l'appréhension d'oublier des aspects inscrits dans ma grille d'entretien que j'ai voulu la suivre à la lettre. J'essayai de rebondir toujours sur une question qui faisaient partie de mes questions de départ ou de relance, parfois en changeant un peu de sujet par rapport à ce que l'interrogé était en train de me dire. C'est quelque chose dont je me suis vite rendu compte, suite au visionnage de ces deux premiers entretiens que j'avais enregistrés. Je sentais qu'il me manquait une interaction plus spontanée et naturelle, chose que j'ai absolument voulu remédier pour les entretiens qui suivirent. De plus, l'intérêt d'un entretien semi-directif est justement cet échange ouvert, durant lequel les interrogés peuvent apporter des éléments de réponse qui n'étaient pas planifiés, ils peuvent ainsi s'exprimer plus librement. Ma façon de procéder a donc dû s'adapter à la forme méthodologique que j'avais décidé d'adopter.

Finalement, la difficulté de la langue a parfois compliqué mon travail de traduction des termes espagnols en français. Bien que le contexte et la réflexion nous permette de comprendre le principe et la définition de certains termes, il semble parfois presque impossible à traduire littéralement dans une autre langue.

Je souhaite préciser que mon échantillon peut être représentatif de certaines tendances locales mais en aucun cas il ne peut représenter la dynamique globale représentant la ville de Medellin, ni celles de son espace péri-urbain.

Pour conclure, je dirai que la réalisation d'un travail de recherche est complexe car il nécessite de comprendre rapidement les attentes envers le domaine de la recherche scientifique. Le fait de ne pas avoir de travail de terrain peut également complexifier l'approche que nous entretenons avec le sujet de recherche car nous restons dans une approche plutôt théorique. Dans mon cas, je sens que les entretiens m'auront permis de me détacher de cette seule approche théorique et de recherche en m'appuyant sur des propos, des retours d'expériences concrets.

Pour conclure cette première partie dans laquelle nous venons de rédiger le cadre théorique et la méthodologie appliqués à cette étude. Nous dirons que nous avons d'abord fait un état de l'art dans lequel nous avons défini les concepts centraux mobilisés, puis nous nous sommes intéressés à la façon dont ils étaient utilisés dans différents travaux de recherche. Ainsi, nous avons remarqués que l'AU était décrite comme conséquence d'un exode rural. Elle permet également de lutter contre l'insécurité alimentaire, et représente une action sociale qui permet d'inclure des populations isolées et/ ou confrontées à la pauvreté. Dans un second temps, nous avons énoncés la problématique de notre travail avant d'émettre différentes hypothèses permettant synthétiquement d'y répondre. Dans un troisième temps, nous nous sommes intéressés à la justification du domaine de recherche, c'est-à-dire que nous avons expliqué l'intérêt scientifique et sociétal du sujet avant de contextualiser le terrain de recherche. Plus concrètement, nous avons présenté l'espace de Medellin en évoquant les conflits armés ayant profondément marqués la Colombie, ainsi que les espaces périphériques à la ville étant occupés par des populations précaires et isolées. Pour finir, nous avons décrit notre démarche méthodologique. Cette

dernière consiste à se documenter sur le sujet en s'appropriant des travaux déjà existants. Ainsi, nous nous sommes documentés et avons traité la presse qui nous permettaient de contextualiser le sujet. Notre travail ne pouvant se résumer à de la recherche d'informations, nous avons également produits des sources propres principalement grâce aux entretiens semi-directifs menés auprès de dix personnes de Medellin. Finalement, nous avons identifié les limites méthodologiques de l'étude en nous focalisant principalement sur les difficultés rencontrées lors de la planification, de l'élaboration et du traitement des entretiens.

Chapitre 2 :

L'agriculture urbaine pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre l'isolement

Dans ce chapitre, nous poursuivrons notre raisonnement en nous intéressant aux stratégies développées par les différentes entités (gouvernement, mairie, associations, citoyens), afin de garantir une alimentation des populations, mais aussi de lutter contre l'isolement. Les associations jugeant bien souvent les programmes gouvernementaux comme étant insuffisant, nous verrons quels apports ces dernières permettent. Dans un second temps, nous aborderons la lutte contre l'isolement des quartiers périphériques. D'abord en nous focalisant sur l'urbanisme des transports innovant dont fait preuve Medellin. Les axes de communication permettant de connecter ces quartiers marginalisés au reste de la ville, nous considérons qu'ils luttent contre leur isolement territorial. Mais ces infrastructures innovantes bien qu'elles permettent un développement économique de la ville, n'assure aucunement une alimentation et une intégration des habitants. Enfin, nous verrons que l'agriculture s'est beaucoup développée dans les espaces périphériques, isolés et aux caractéristiques géographiques spécifiques. Cette activité répondant à un besoin alimentaire fort, nous nous intéresserons également à l'aspect identitaire qu'elle met en évidence. En effet, nous évoquerons l'agriculture pratiquée dans ces territoires comme revendicatrice d'une communauté paysanne. Pour illustrer nos propos, nous utiliserons notamment l'exemple de l'association « *Las mujeres siempre vivas* », gérée par des mères de famille qui demande une reconsidération des communautés paysannes qui nourrissent Medellin et ne bénéficient d'aucune reconnaissance gouvernementale.

Enfin, de façon générale, ce chapitre a pour ambition d'exposer les principales actions gouvernementales en lien avec la lutte contre la faim et l'isolement des populations vulnérables de Medellin. En parallèle, nous aborderons les initiatives citoyennes qui complètent les programmes gouvernementaux. Ainsi, nous prétendons faire un état des lieux des ambitions et planifications soumises par le gouvernement. Puis, dans le cas d'une absence de cohérence ou d'actions concrètes de ce dernier, nous nous pencherons sur ce que les habitants locaux ont développés pour y apporter des solutions adaptées.

I. Lutter contre l'insécurité alimentaire pour réduire les inégalités

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser aux actions gouvernementales puis citoyennes existantes et répondant à la nécessité de lutter contre la faim. Nous verrons pourquoi la lutte contre la faim représente un enjeu social important. Pour cela, nous considérons notamment que le développement d'aides alimentaires et de l'AU est un facteur assurant une inclusion sociale. Dans ce sens, nous appréhendons l'inclusion sociale comme étant une façon de permettre une ascension à des individus, une amélioration de leurs conditions de vie. Cette amélioration permettra entre autres aux habitants d'évoluer dans d'autres domaines de la vie quotidienne. Par exemple, en améliorant l'accès alimentaire d'une famille, nous considérons que ses opportunités éducatives, culturelles et professionnelles seront également en voie d'amélioration. Le simple fait de fournir de la nourriture ne peut pas permettre ce processus. En revanche, nous partons du principe que l'AU, elle, puisse le permettre.

Tout d'abord, il faut savoir que la question de l'insécurité alimentaire est centrale. En effet, en 2018, à Medellin, environ 541 000 foyers vivaient en insécurité alimentaire modérée ou sévère. Ce qui représente un taux de 15% sur la totalité des foyers de la ville (Alcaldia de Medellin, 2020). En termes de pauvreté, la ville compterait 38,4% de ses habitants en situation précaire, la plaçant au-dessus de la moyenne nationale (Franco, 2017). Selon le nutritionniste Juan Carlos Burgos, travaillant avec la fondation « *Exito* », il y aurait plus de 3,5 millions de Colombiens vivant en insécurité alimentaire (Fernandez, 2020). Ainsi, nous comprenons que la situation globale du pays est assez préoccupante. La ville de Medellin étant la deuxième plus peuplée de Colombie, elle représente une partie non négligeable de la part de personnes vivant dans un contexte d'insécurité alimentaire et de pauvreté. Ces deux facteurs étant étroitement liés.

En sachant que la population mondiale ne cesse de s'accroître, les gouvernements ainsi que les populations locales doivent adopter différentes stratégies en vue de nourrir les populations. De plus, nous savons que la situation sanitaire actuelle liée au COVID-19, appauvrit davantage les populations et met en évidence les inégalités, notamment en termes d'alimentation. Nous verrons également que lutter contre la faim ne représente pas seulement le fait de livrer des aliments aux habitants. Des problématiques autour de la qualité, de l'accès et de la provenance des aliments fournies sont aussi à prendre en compte puisque des produits traités ou passés de date ne résolvent pas les problèmes liés à la faim. Nous nous intéressons aussi à la malnutrition qui renvoie aux « carences, (...) excès ou (...) déséquilibres dans l'apport énergétique et/ou nutritionnel d'une personne. »⁵. Il ne s'agit ici plus seulement de répondre aux besoins alimentaires, mais aussi d'apports énergétiques liés à la qualité et aux propriétés des aliments mangés.

A) Des programmes institutionnels insuffisants pour nourrir les populations

Le gouvernement et les autorités administratives locales sont les premiers sollicités lorsque nous abordons le sujet de l'alimentation. En effet, différentes stratégies politiques, économiques et sociales peuvent être développées dans un souci d'alimenter les populations d'un territoire. La mairie de Medellin a notamment rédigé un rapport nommé *Medellin développement futur 2020 – 2023* qui se concentre sur différents axes tels que l'éducation, l'habitat ou l'alimentation. Nous nous baserons sur ce programme de développement afin de présenter les principales missions et préoccupations de la mairie en ce qui concerne l'alimentation et la qualité nutritionnelle des aliments que consomment les citoyens. Ensuite, nous verrons comment les autorités locales de Medellin ont dû s'adapter à la crise sanitaire du COVID-19 afin de répondre au besoin alimentaire croissant.

1. Améliorer la sécurité alimentaire

Tout d'abord, il faut savoir que la problématique de l'alimentation des populations est importante dans la ville de Medellin, mais également sur la totalité du territoire colombien. De ce fait, différents plans et programmes gouvernementaux ont été développés afin de répondre aux nécessités économiques et sociales actuelles.

a. Le plan de développement municipal Medellin Futur 2020-2023

Nous nous appuyerons sur le *Plan de Développement Municipal Medellin Futur 2020-2023*, coordonné autour du conseil territorial de planification par toutes les autorités locales : les différents secrétaires, les départements administratifs de planification et autres. Rédigé dans un contexte particulier de crise sanitaire liée au COVID-19, il rend compte des premiers effets de la crise sur les populations. A savoir qu'elle a rendu plus pauvres et vulnérables les habitants, mis en évidence la fragilité des systèmes de santé, les inégalités et l'informalité. Ce rapport est plutôt optimiste, il renvoie à la solidarité, il évoque notamment les entreprises qui s'unissent autour de dons pour aider les plus démunis. L'un des objectifs principaux du Plan Medellin Futur, est avant tout la conception et l'évolution de la ville en un territoire moderne. On parle de ville moderne, durable, verte, sociale et compétitive avec l'économie globale.

Au sein de ce plan, l'une des stratégies mises en place par la mairie s'intitule « Medellin me cuida » (Medellin prend soin de moi), développée en réponse à la crise sanitaire. Elle apporte une réflexion sur la vulnérabilité des habitants et cherche à mettre en place des solutions viables. La dimension de prise en charge, de bienveillance est illustrée premièrement par le nom de la stratégie développée, mais aussi par le rapport qui offre une définition du terme « cuidado » (soin) en le qualifiant

⁵ Définition donnée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 2016. Disponible à l'adresse : <https://www.who.int/features/qa/malnutrition/fr/>

comme « une activité (...) qui inclut tout ce que l'on fait en vue de maintenir, continuer ou réparer notre monde de telle façon que nous pourrions y vivre de la meilleure manière. Ce monde inclut nos corps, notre individualité et notre environnement, que nous cherchons à tricoter ensemble dans un réseau complexe qui renforce la vie » (Tronto et Fisher cités p.290 et traduit par mes soins). On illustre la stratégie de la mairie à prendre soin de ses habitants par cette définition. Bien entendu, nous avons à faire à une mise en valeur du plan d'action des autorités.

Enfin, en ce qui concerne l'alimentation, nous retrouvons au cœur des objectifs de développement durable l'objectif numéro deux qui s'intitule « *Hambre cero* » (Faim zéro). Autour de cet objectif, s'organise le souhait de mettre fin à la famine. Pour cela, la mairie vise une sécurité alimentaire, on veut améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. L'indicateur statistique que la mairie souhaite accomplir d'ici 2030 est un taux nul de mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) liée à la malnutrition. Il est indiqué que dans la ligne stratégique « Medellín me cuida », la mairie se charge de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de toute la population de la ville, en se focalisant avant tout sur les enfants. On définit également la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme centrale. Selon les statistiques présentées dans ce rapport de 2020, on observe une tendance récente d'insécurité alimentaire qui stagne. En revanche, depuis 2015, elle a fortement augmenté en passant de 9% à un taux de 15% des foyers de Medellín en 2018. La mairie illustre comme objectif un taux de 8% d'ici l'année 2030. Dans une partie du rapport, nous comprenons que la mairie vise davantage les enfants et adolescents considérés comme étant plus vulnérables. La mairie expose son souhait de viser une insécurité alimentaire nulle chez les jeunes, mais aucune explication concrète ne nous explique la situation en ville, ni les stratégies applicables pour obtenir les résultats souhaités. Notre premier constat en ce qui concerne ce programme est l'abondance de chiffres et de définitions. En effet, beaucoup de statistiques sont fournies, mais peu de stratégies ou d'actions applicables au territoire sont illustrées.

Figura 53. Hogares con inseguridad alimentaria moderada y severa, Medellín 2013 - 2018

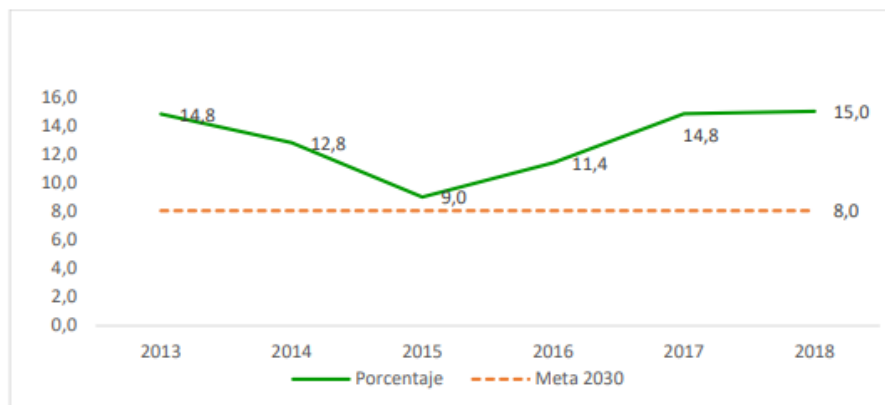


Figure 4. Les foyers en insécurité alimentaire modérée ou sévère de Medellín

<https://www.medellin.gov.co/irj/go/km/docs/pccdesign/medellin/Temas/AtencionCiudadana/Shared%20Content/Proyecto%20de%20Acuerdo%20PDM%20Medell%C3%ADn%20Futuro.pdf>

À la fin de l'indicateur concernant la sécurité alimentaire, nous retrouvons un tableau exposant des programmes adaptés aux situations sociales, nous avons accès au nombre de familles en bénéficiant, puis à l'objectif fixé d'ici 2023. Plus concrètement, on nous expose qu'il y a près de 28 000 familles inscrites aux programmes d'assistance alimentaire et que la mairie souhaite en toucher 30 000 d'ici l'année 2023. En ce qui concerne les autres situations sociales détaillées, la mairie ne souhaite pas atteindre davantage de familles. On constate donc que pour les étudiants, les personnes vulnérables ayant un apport économique ou les personnes vulnérables ayant une pension temporaire, l'objectif 2023 est inchangé par rapport au nombre de bénéficiaires actuels. Nous en concluons que la mairie se préoccupe

davantage des familles et pense la prise en main de plus de foyers familiaux, mais ne compte pas changer la situation des personnes vulnérables ou étant scolarisées. De plus, soutenant que l'alimentation est une problématique jugée « centrale » par la mairie, la prise en charge de 2 000 nouvelles familles en trois ans nous semble être peu ambitieuse.

A présent, nous nous intéresserons au plan de sécurité alimentaire s'inscrivant dans le programme gouvernemental « *Medellin tous pour la vie* ». Coordonné par le maire, son adjoint, le secrétaire d'inclusion sociale et des familles, par le directeur de l'unité sécurité alimentaire mais aussi par différents départements et secrétaires locaux. Ce plan fut réalisé en novembre 2015 et constitue une formulation administrative du plan de sécurité alimentaire et nutritionnel (SAN) 2016 – 2028. Un plan sur le long terme, qui vise à créer une certaine cohérence concernant l'alimentation entre le gouvernement déjà en place en l'an 2015 et ceux des trois mandats suivants. Le plan développe différentes stratégies en vue d'accomplir ses objectifs fixés. Nous retrouvons donc des axes sur la disponibilité des aliments, l'accès physique et économique à ces derniers, l'éducation alimentaire et nutritionnelle, la qualité des aliments, la nutrition pour la santé, ainsi que l'accompagnement et l'implantation de politiques publiques.

Premièrement, le plan définit la disponibilité alimentaire comme « *la quantité d'aliments que l'on compte au niveau national, régional et local ; mis en relation avec la fourniture requise face à celle nécessaire pour la population* »⁶. En effet, cette disponibilité alimentaire renvoie directement à la sécurité alimentaire. On se considère en sécurité alimentaire lorsque nous avons à disposition des aliments qui permettent de répondre à nos besoins. Dans un sens pratique, cette disponibilité implique une production, un transport puis une distribution. Dans son programme, la mairie s'intéresse principalement aux structures productives agraires et agroindustrielles, mais aussi aux systèmes de commercialisation, aux facteurs permettant de produire (comme la terre, l'eau, la technologie), aux conditions écosystémiques (climat, biodiversité), aux politiques de production et aux tensions sociopolitiques (relation de pouvoir, économie). Ainsi, le programme nous offre une vision complète sur les problématiques liées à l'alimentation de la ville. De nombreux facteurs sont à prendre en compte et c'est ce que la mairie prétend développer dans son programme afin de garantir une alimentation saine pour tous.

Le plan met clairement en valeur l'utilité des grandes entreprises transnationales qui fournissent des graines, des produits chimiques pour traiter les cultures et bénéficient d'une mécanisation et d'une grande concentration de propriétés, ceci leur offrant une grande capacité de production (*Plan de Abastecimiento y Distribución de Alimentos para la Ciudad de Medellín PADAM*, 2011). Cependant, on précise bien que ces entreprises ne permettent pas un accès égal aux ressources alimentaires pour tous. On peut aussi penser à la qualité nutritionnelle des aliments produits par ces grandes entreprises. L'utilisation de pesticides constitue notamment un point discutable dans ces chaînes de production. Produire plus, mais à quel prix pour la santé des populations ?

Le plan SAN émet le souhait d'offrir une quantité, une variété ainsi qu'une qualité alimentaire à coût abordable. En effet, la question d'accès aux ressources est une partie importante du plan SAN.

On retrouve notamment une définition du terme selon laquelle l'accès est « *la possibilité de toutes les personnes à avoir une alimentation adéquate et durable. On se réfère aux aliments que peuvent obtenir ou acheter une famille, une communauté ou un pays. Ses caractéristiques principales sont le niveau économique, la vulnérabilité, les conditions sociogéographiques, la distribution monétaire et d'emplois, puis le prix de ces aliments.* »⁷.

⁶ D'après le Département national de planification, Conpes 113, 2008, p. 7

⁷ D'après le Département National de Planification, Conpes 113, 2008, p.6

Dans le but de développer cet axe, on prend en compte l'accès physique et économique aux aliments. En effet, les ressources économiques jouent un rôle crucial dans l'accès à une alimentation saine et locale. De même, lorsque les familles ou communautés souhaitent produire, l'accès à la terre n'est pas suffisant. Elles nécessitent aussi d'un crédit, des technologies et d'une main d'œuvre en vue d'une production suffisante et d'un rendement économique. Ainsi, dans le plan SAN, l'emploi et la génération de revenus fiscaux sont les formes les plus sûres pour améliorer le niveau de vie des individus. De plus, le plan s'intéresse aux pratiques du foyer afin de comprendre les variables existantes dans l'accès aux ressources alimentaires. En effet, il nous renvoie à la structure familiale et aux schémas de production et consommation qui sont des aspects centraux dans les habitudes alimentaires des populations.

En effet, analyser les situations locales, personnelles et identifier les menaces sont des stratégies importantes pour comprendre l'accès des familles à l'alimentation. Mais nous dirions qu'il s'agit également d'une remise en question des normes sociétales, et notamment des codes de conduite et d'éducation des enfants. Nous comprenons l'importance du cercle familial puisqu'il conditionne notre façon d'agir et de consommer. C'est en quoi l'éducation représente un aspect primordial dans l'analyse des schémas de consommation et de compréhension des situations.

b. Un plan de sécurité alimentaire et nutritionnel (SAN)

Nous retrouvons notamment l'idée de sensibilisation aux enjeux de l'alimentation dans le plan SAN qui évoque les processus éducatifs comme un des éléments fondamentaux de la sécurité alimentaire. Ces derniers permettraient de promouvoir un style de vie durable, de se protéger contre certaines maladies chroniques liées à l'alimentation, et ainsi d'établir de nouvelles habitudes alimentaires. On met la famille au cœur du processus éducatif et des pratiques durables. Ainsi, la stratégie « *éducation alimentaire et nutritionnelle* » s'articule en cinq propositions. Tout d'abord, la sensibilisation semble représenter l'un des enjeux liés à cet axe. On parle de la création d'un comité éducatif dans la ville de Medellin, mais aussi de campagnes massives d'information et d'éducation. Le comité permettrait notamment l'accompagnement des différents processus éducatifs et pédagogiques liés à l'alimentation. La mise en place du plan « *Eduquer pour bien manger* » représente également un point utilisé pour sensibiliser et rendre compte des risques sanitaires et alimentaires.

Dans la même idée, l'une des autres stratégies développées se focalise sur la qualité des aliments. On parle alors de coordination interinstitutionnelle afin que tous les acteurs de la production garantissent la qualité des aliments produits. Dans ce cas, la sensibilisation représente encore une fois un axe primordial. Le plan évoque à nouveau la création d'un comité pour la coordination et l'articulation territoriale des plans pour l'inspection, la vigilance et le contrôle (IVC) des risques alimentaires. Le plan évoque notamment la vigilance épidémique. Nous savons en effet, que les aliments jouent un rôle indéniable dans le développement physique et sanitaire des êtres humains. Mais le plan représente également cette vigilance liée aux crises alimentaires. C'est-à-dire que d'un côté, on souhaite impliquer différents niveaux de responsabilité dans la qualité et la quantité des aliments, ainsi, on veut garantir un accès et des effets bénéfiques des produits sur les consommateurs. Puis, dans un second temps, l'objectif est d'assurer la valeur sanitaire de ces aliments. Pour cela on souhaite informer sur les risques liés à la consommation des aliments et de l'eau.

Cet axe est en partie soutenu par le laboratoire départemental de la santé publique. Bien que le plan SAN ait été élaboré avant la crise sanitaire liée au COVID-19, on remarque déjà un intérêt pour le contrôle et la sensibilisation aux épidémies liées à l'alimentation. On parle notamment de contrôles et d'inspections des opérateurs et producteurs inscrits dans les programmes de sécurité alimentaire et nutritionnel. Nous pouvons alors nous demander pourquoi ne pas vouloir développer un contrôle auprès de tous les producteurs locaux, on pourrait également être vigilant envers des produits venant de l'importation, de cultures locales qui seraient traitées, et/ ou d'industrie agroalimentaires. Ceci n'est en

réalité évoquer que lorsque l'on développe l'axe de santé publique par une inspection physique des aliments (inspection du règlement légal, analyse des produits chimiques et microbiologiques). Le plan ne développe pas davantage les méthodes et stratégies usées en vue de ce contrôle.

Ensuite, pour accomplir tous les objectifs précédemment expliqués, il faut que ces derniers s'implantent dans les politiques publiques du territoire. Pour cela, une ligne de conduite doit être définie. C'est entre autres ce qui est fait par l'observatoire local qui travaille sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'investigation et l'innovation. Ainsi, il s'agit de l'analyse et de l'application même du plan dans les décisions administratives. Ces dernières passent notamment par la mise en place de structures liées à l'alimentation et tout autre processus développés par le plan. C'est un travail principalement urbanistique, administratif et institutionnel. On souhaite disposer davantage de données concernant la situation alimentaire de la ville, pour définir et implanter des processus locaux opérationnels. Un rapport permettant le suivi et les avancés des ambitions liées au plan SAN est également prévu. Finalement, ce dernier point nous permet de comprendre comment les objectifs alimentaires et nutritionnels exposés par la mairie vont être concrètement appliqués et politiquement intégrés.

Afin d'adapter les différents objectifs du plan SAN à la vie communautaire, la participation et la mobilisation sociale sont entre autres sollicitées par la maire de Medellin. L'idéal serait alors une cohésion entre les citoyens, les institutions ainsi que les autorités publiques et privées. On comprend la participation citoyenne comme un processus permettant l'évolution du plan SAN. Les transformations du plan portées par les citoyens doivent arriver jusqu'aux institutions. De plus, on cherche à ce que les communautés les plus affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que les instances qui travaillent sur le sujet aient davantage la capacité d'influencer les décisions politiques. A travers la participation citoyenne, on matérialise la correspondance entre la communauté locale, l'institution et l'Etat. La coordination entre l'institutionnel et le citoyen rend le contrôle et l'application des objectifs SAN plus simples et réalisables. De plus, il fortifie les capacités analytiques des communautés et des institutions en permettant l'identification des problèmes. En réponse à ces problèmes détectés, on peut plus facilement adapter des solutions viables et ainsi appliquer de façon plus correcte le plan SAN. Ceci invite également les institutions à la construction collective en s'inspirant davantage des recommandations citoyennes.

Enfin, nous en concluons que le plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) élaboré par la mairie de Medellin est un document administratif permettant d'exposer les différents objectifs ainsi que les nécessités locales en termes d'alimentation. La période qu'il concerne étant relativement longue, on observe bien une volonté de la part des autorités locales à créer une certaine cohérence entre les actions du maire de 2015 ainsi que tous ceux qui occuperont ce poste jusqu'en 2028. Le suivi et l'application progressive de ce plan permet également de l'adapter aux mutations du territoire. En effet, nous pouvons appréhender le fait que la ville de Medellin n'aura pas les mêmes caractéristiques géographiques, démographiques ou climatiques en 2028 qu'à l'heure actuelle. Le terme « durable » revenant fréquemment, nous comprenons un souhait de développer un espace viable, dans lequel l'accès à l'alimentation serait plus égal entre les populations et sain pour les consommateurs. En effet, l'analyse synthétique de ce plan nous permet de réfléchir quant aux enjeux actuels en ce qui concerne l'alimentation des populations. Néanmoins, bien que des stratégies et plans soient exposés, il manque d'actions concrètement ancrées dans le quotidien des citoyens. Bien qu'une partie concerne la participation citoyenne et la cohésion entre différentes entités locales, aucune proposition n'est émise afin de valoriser cette action citoyenne et collective. Concrètement, nous n'avons aucun détail sur la mise en relation des institutions avec les collectifs citoyens. De même, les citoyens de Medellin ont-ils conscience du pouvoir d'action qu'ils ont au sein du plan SAN ? Comment les populations sont-elles intégrées à ce plan ? Nous pensons qu'il manque des informations concernant la participation citoyenne ou bien que l'absence de ces spécifications renvoient à un manque d'intérêt ou/ et d'action de la part des autorités locales.

À présent, nous nous intéresserons au développement de certaines structures citées dans le plan SAN en vue d'améliorer l'accès, le contrôle et la production des aliments consommés à Medellin.

Premièrement, nous avons recherché davantage d'informations sur les comités éducatifs et de prévention que le plan SAN prétend mettre en place. Nous n'avons rien trouvé concernant un comité relié à la mairie. Seul le ministère de l'éducation Medellín ainsi que des institutions ou écoles privées sont représentées. En ce qui concerne le ministère de l'éducation, il revendique le souhait d'améliorer l'accès et la qualité à l'enseignement pour les populations locales. En revanche, en aucun cas il ne s'agit d'une éducation orientée sur l'alimentation et la nutrition. On se focalise plutôt sur l'innovation et les moyens de communication. Etant donné que le plan SAN est amené à s'appliquer jusqu'en 2028, nous pourrions dire que les comités n'ont pas encore été coordonnés, ou bien que les données les concernant ne sont pas encore libre d'accès sur internet. Néanmoins, nous en déduisons qu'il manque des réelles prises de position de la part de la mairie. Le plan étant en marche depuis 2015, nous estimons qu'en six ans il aurait été possible de développer un comité éducatif autour de l'alimentation, comme le prévoit initialement le plan.

En ce qui concerne le suivi du plan SAN, nous retrouvons un rapport de la FAO sur une période allant jusqu'à l'année 2019. C'est un suivi à niveau national qui reprend les objectifs et les enjeux de l'alimentation sur le territoire colombien. Il s'appuie sur les missions des différents ministères et institutions gouvernementales. Elaboré en 2016, nous n'avons pas trouvé de version plus récente illustrant un intérêt pour l'élaboration et l'application du plan SAN à échelle nationale comme locale. La même année, la FAO produisait également un plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle à échelle régionale, concernant la région Antioquia. Il prévoit de renforcer l'implantation territoriale d'une aide envers les familles défavorisées de la région. Ceci passant par l'accès à des fruits et légumes pour toutes les familles. Il prône aussi la génération d'emploi et donc la croissance économique de la région. Grossièrement, il représente les mêmes aspects que le plan SAN local. Cependant, nous constatons que beaucoup de plans et de programmes sont développés mais que les actions exécutées auprès des plus démunis sont difficilement observables. L'élaboration de plan de développement est pertinente mais doit s'inscrire dans la société qu'il prétend aider.

Pour terminer, nous avons présentés deux plans locaux : le plan Medellín futur qui concerne la période de 2020 à 2023, ainsi que les plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle mis en place en 2016 et planifiant l'évolution de la situation alimentaire jusqu'en 2028. Ces plans recouvrent de longues périodes et ont pour ambition une coordination entre les différentes institutions publiques sur le long terme. Après avoir exposé leurs ambitions, nous avons essayés d'analyser les possibilités ainsi que les aspects qui ne semblent pas prendre forment concrètement dans le quotidien des habitants. Nous avons également rendu compte de certains autres programmes à échelle nationale ou régionale qui s'inscrivent dans la même stratégie mais concernent des territoires plus vastes. En ce qui concerne le plan SAN local, bien que les comités éducatifs prévus n'aient pas été développés, la mairie met en place différents programmes dans le but de venir en aide aux populations défavorisées. Notamment appuyés par la FAO, ces programmes gouvernementaux, à échelle plus importante permettent de planifier une évolution de la situation colombienne en termes d'alimentation. Aussi, nous retrouvons des programmes développés par la mairie tels que le programme d'alimentation scolaire (PAE). Ces derniers ayant été développés en réponse à la crise sanitaire actuelle, nous analyserons leur utilité et les populations que ces derniers visent. Ainsi, nous tenterons de comprendre comment les autorités locales de Medellín se sont-elles adaptées à la COVID-19 sur le plan alimentaire et nutritionnel.

2. La crise sanitaire révélatrice des problèmes liés à la sécurité alimentaire

Dans cette seconde partie, nous nous intéresserons aux programmes gouvernementaux développés depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19. En effet, l'alimentation étant un aspect important des politiques publiques, nous verrons comment la mairie de Medellín s'est-elle adaptée à la situation actuelle afin d'aider ses populations à se nourrir. Pour cela, nous analyserons différents programmes sociaux dont celui d'alimentation scolaire (PAE) et de soutien nutritionnel. Ensuite, nous nous intéresserons au projet d'amélioration du système agroalimentaire de Medellín, programme mis en place par la mairie en 2020.

La pandémie de COVID 19 a contribué à révéler et à accentuer les difficultés de la Colombie dans le domaine socioéconomique. En effet, le gouvernement colombien dès le début de la pandémie a été plutôt réactif pour soutenir le secteur agricole. Il a notamment mis en place un programme de crédit, « *Colombia Agro Produce* » qui visait à soutenir les agriculteurs et tout particulièrement les petits producteurs. Ce programme vise entre autres à baisser le coût de la production agricole (suppression des droits de douane pour certains produits, taux d'intérêts intéressants etc.).

On retrouve bien un intérêt gouvernemental à prendre en charge et soutenir les producteurs colombiens. En revanche, si les petits producteurs sont majoritaires dans le pays, ceux bénéficiant de l'aide gouvernementale sont principalement des agriculteurs de parcelles moyennes et des agroindustriels. En effet, le manque d'accompagnement et d'information empêche les petits producteurs d'accéder à un crédit, auquel ils ont déjà peu accès en temps normal. La plupart de ces agriculteurs ne perçoivent aucune aide gouvernementale et ne sont ni contactés, ni informés par les banques (Andrieu, 2020). On estime que 69,5% des producteurs colombiens occupent des parcelles de petite taille, soit inférieures à cinq hectares. Ces propriétés recouvrent seulement 5,2% de la terre cultivable sur le territoire colombien. Tandis que 0,2% des producteurs exploitent des parcelles de taille supérieure à 1000 hectares, recouvrant près de 33% des terres agricoles (Grajales Jacobo, 2019).

Ceci nous renvoie à la problématique de l'accès à un terrain. En effet, les aides accordées bénéficient principalement à des producteurs aux terrains de grande taille, ces derniers ont des quantités de production importante. On sait que la crise économique les touche moins que des petits producteurs qui n'ont que peu de produits à vendre et ne bénéficient pas d'un accompagnement. Nous nous rendons compte ici d'une certaine incohérence entre le programme mis en place et censé aider les petits producteurs, et les actions réalisées qui ne sont pas orientées vers les agriculteurs les plus vulnérables. D'une certaine manière, on enrichit les producteurs les plus riches au lieu d'aider les plus pauvres.

a. Des aides adaptées aux situations sociales des habitants

D'autres programmes gouvernementaux sont également mis en place dans le but d'aider les populations les plus vulnérables. Ces derniers s'adaptent notamment aux situations socio-économiques des habitants.

Nom du programme	Population visée	Nombre de bénéficiaires	Aide fournie
Les aides gouvernementales			
« <i>Adulto mayor</i> » (Adulte âgé)	Personnes âgées sans abri, qui ne touchent pas de retraite ou vivent dans une pauvreté extrême.	Il compte plus d'un million et demi de bénéficiaires.	Il s'articule selon des distributions économiques directes ou indirectes, accordées dans des services sociaux qui protègent les personnes concernées par le programme.
« <i>Alimentos para los adultos mayores</i> » (Des aliments pour les adultes âgés)	Les personnes âgées, étant les plus vulnérables à la COVID.		Vise à distribuer des paniers alimentaires contenant une trentaine de produits d'alimentation basique (lait, haricots, huile, thon etc.).
« <i>Familias en acción</i> » (Familles en action)	Les familles colombiennes défavorisées.	Plus de deux millions de ménages sur la totalité du territoire colombien.	Fournit des ressources économiques. Pour les familles qui ne sont pas bancarisées, des livraisons ou une sorte de « pick and collect » est mis en place pour permettre aux familles de s'approvisionner en produits de première nécessité le plus rapidement possible.

« <i>Devolución del IVA para las familias</i> » (Remboursement de la TVA pour les familles)	Les familles les plus pauvres du territoire colombien.		On estime à 75 000 dollars l'aide perçue par ces ménages tous les deux mois.
« <i>Jovenes en acción</i> » (Les jeunes actifs)	Les jeunes actifs.		Aide financière. L'aide versée est estimée à 700 000 dollars (Perez, 2020).
Une aide alimentaire régionale			
« <i>Antioquia solidaria</i> » (Antioquia solidaire)	Les populations les plus vulnérables face à la crise sanitaire.	La région s'est notamment alliée aux banques alimentaires afin d'être plus efficace et de toucher un maximum de bénéficiaires.	La distribution alimentaire vise à fournir des produits à valeur nutritionnelle tels que des céréales, produits laitiers, légumineuses etc. Les paquets sont transportés depuis le bureau de la mairie aux responsables de la distribution avant d'arriver dans les maisons des familles en bénéficiant.
Un programme local, mis en place par la mairie de Medellin			
« <i>Acompañamiento social humanitario</i> » (Accompagnement social humanitaire)	Selon une catégorisation des populations ayant besoin d'une aide financière ou alimentaire.		Prise en charge financière et alimentaire adaptée à la situation socio-économique de chaque bénéficiaire.

Tableau élaboré à partir de données partagées par le journal *El Mundo*⁸.

L'aide « *Devolucion del IVA para las familias* » est mis en place car la TVA étant une taxe indirecte, elle affecte tous les consommateurs de façon passive. D'après le ministère des finances, les familles colombiennes défavorisées consacraient près de 7,3% de leurs revenus à la TVA, contre 4,3% pour les ménages à revenus élevés (Perez, 2020). Comme nous l'avons démontré, le gouvernement met en place des programmes concernant différentes catégories sociales.

Par rapport au programme « *Acompañamiento social humanitario* » aucune information n'est disponible en ce qui concerne les facteurs catégorisant les individus. Enfin, nous imaginons que les personnes prises en compte seront celle bénéficiant d'une situation sociale et économique connue et légale. Qu'en est-il des populations vivantes sous le contrôle de groupes armés et n'ayant aucun revenu fiscal ?

Si nous nous intéressons à la somme économique mise à disposition des programmes gouvernementaux, nous comprenons que l'Etat investit dans diverses aides sociales. Il existe bien un intérêt gouvernemental en ce qui concerne le soutien des populations vulnérables, notamment en temps de COVID. Cependant, les aides économiques sont fragiles et ne permettent pas une aide pour un grand nombre de colombiens. La situation économique et sociale du pays étant déjà complexe avant la crise sanitaire, nous comprenons qu'il faudra fournir davantage d'aides et de structures pour résoudre les problématiques liées à l'alimentation et à la pauvreté.

b. Un programme d'alimentation scolaire (PAE)

⁸ Article de presse disponible à l'adresse suivante : <https://www.elmundo.com/noticia/Estas-si-son-entidades-que-brindan-ayudas-para-afrontar-el-covid-19/379257>

À présent, nous nous intéresserons au soutien nutritionnel mis en place pour les populations vulnérables de Medellin qui prévoit d'appuyer les habitants les plus touchés par la crise. La fourniture d'aliments contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations, elle représente un enjeu de taille.

Nous retrouvons notamment le programme d'alimentation scolaire (PAE), qui consiste à fournir des compléments alimentaires aux écoliers des centres officiels éducatifs et de couverture de la municipalité. Il devrait profiter à 220 000 élèves. La municipalité prévoit de livrer les compléments alimentaires à la porte des bénéficiaires. Les écoles étant fermées, les étudiants se retrouvent tous les jours chez eux, ils doivent adapter leurs méthodes d'apprentissage mais doivent aussi et surtout se nourrir. Dans certains cas, la nourriture distribuée représente la seule source d'alimentation dont bénéficient ces jeunes. La mise en place de ce programme est permise par l'embauche d'opérateurs sélectionnés par appel d'offres public. Ces derniers sont chargés de l'achat, du transport et de la distribution des aliments. Les élèves ayant le droit à cette aide sont sélectionnés par les recteurs, les enseignants ainsi que les établissements scolaires.

Ce système nécessite une connaissance des situations économiques de ces jeunes qui ne semble pas toujours évidente. Les critères pour accéder à ce soutien sont définis par le ministère de l'Éducation nationale (MEN) dans une résolution développée en 2017. Nous nous rendons donc compte qu'aucune évolution des critères de sélection n'a été apportée depuis, on ne contextualise pas la situation des jeunes par rapport à la crise sanitaire actuelle.

De plus, les autorités locales souhaitent renforcer l'éducation nutritionnelle. Pour cela, un projet est développé dans un but préventif et sensibilisant aux maladies liées à l'alimentation. On cherche à mettre en avant des modes de vie et de consommation sains. Pour se faire, des formations sociales et de communication visent à améliorer les habitudes de consommation tout en s'adaptant aux traditions et à la culture des communautés. Ce projet est notamment soutenu par l'organisation mondiale de la santé (OMS) et par l'organisation panaméricaine de la santé (PAHO). Ce dernier représente un vrai enjeu et un engagement auprès des jeunes, cependant l'accès à ces formations et la communication autour de ces dernières sont difficiles.

L'objectif étant d'aider les jeunes les plus vulnérables, nous pouvons imaginer qu'accéder à ces derniers est compliqué. La mise en place d'une journée de formation ne semble pas suffire à la sensibilisation de ces jeunes. Finalement, même s'ils sont sensibilisés, il ne s'agit pas seulement de consommer les bons aliments, mais plus simplement de pouvoir se nourrir. Le projet de formation semble s'adresser à des jeunes qui ont déjà les ressources économiques suffisantes pour consommer.

c. Un projet d'amélioration du système agroalimentaire

Enfin, nous verrons comment le projet d'amélioration du système agroalimentaire se concentre sur l'accès alimentaire des familles, et notamment comment il gère l'implantation de jardins en vue d'une autoconsommation. On vise un accès à l'alimentation et une amélioration des conditions de vie des familles en passant par l'autogestion de terres cultivables. Différentes stratégies sont donc déployées dans ce plan. Premièrement, l'objectif est de renforcer la commercialisation des aliments afin de permettre une intégration des secteurs urbains ou ruraux. Pour cela, on cherche à renforcer les relations directes entre les zones de production et celles de commercialisation. Deuxièmement, on souhaite implanter des jardins pour l'autoconsommation afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la ville.

La première stratégie visant à renforcer la commercialisation des aliments se focalise sur les unités agroalimentaires. On prévoit notamment des visites à caractère technique dans les aires de production. Ces dernières doivent mesurer au minimum 500 m² et garantir la production constante de fruits et légumes en vue d'une commercialisation. On comprend directement que ce plan s'adresse aux agriculteurs ayant de grandes parcelles, on exclut les petits producteurs de ce programme.

Ensuite, on prévoit le développement d'activités éducatives. Chaque participant devrait suivre quatre modules de formation. Appuyés par des guides et vidéos pédagogiques, la méthodologie soulevée est d'apprendre en pratiquant. On souhaite par ce processus impulser le travail créatif, autonome et durable. Les quatre modules ont pour thématiques : la rotation des cultures, la densité des semis, la planification des semis ainsi que la conservation des sols. Durant ce même processus, des visites

d'accompagnement technique intégral (ATI) sont des interventions permettant l'interaction directe auprès des producteurs. Ces visites se basent sur des objectifs agricoles, commerciaux, environnementaux et sociaux.

Le projet propose notamment la réduction de l'intermédiation des chaînes de commercialisation. Ainsi, on souhaite un prix abordable pour les producteurs et que les commerçants aient les aliments à un prix compétitif en vue de bénéfices pour les consommateurs finaux. On revendique aussi la consommation de produits de bonne qualité et qui permettent aux consommateurs de s'alimenter de produits qu'il ne connaissait pas avant. De cette façon, on amplifie le pouvoir d'achat des consommateurs, puis, par l'implantation de fruits et légumes de qualité, on améliore également les habitudes de consommation. En ce qui concerne les réseaux de commercialisation, on souhaite développer un commerce basé sur la vente directe des produits, par l'intermédiaire de circuits courts ou de proximité. De ce fait, un rapprochement s'opérerait entre les producteurs et les consommateurs.

De plus, l'impact sur l'environnement serait meilleur car les transports de marchandises effectueraient des distances moins longues. La mairie planifie une première approche téléphonique avec les agriculteurs ayant suffisamment de produits pour vendre. Ainsi, ils identifieraient les types de produits cultivés ainsi que leurs quantités. Des boutiques participant au projet s'organiseraient selon la quantité disponible d'aliments, tout cela autour d'un circuit logique pour faciliter l'arrivée des produits depuis la zone de production. L'information des commerçants se retrouverait dans une base de données organisée par commune en détaillant les produits disponibles, leur prix et la quantité à disposition. Des échanges avec des entités publiques seraient également facilités. La diminution du circuit d'approvisionnement permet notamment une baisse de la valeur des produits. Ceci renforce les liens commerciaux entre les producteurs avec les opérateurs du programme d'alimentation scolaire (PAE) de Medellin. Parallèlement, cela permet aussi des alliances avec d'autres programmes et projets institutionnels qui distribuent des produits alimentaires.

Bien que ce plan soit intéressant, le problème principal est lié aux producteurs qu'il vise. Encore une fois, nous avons à faire à un programme qui garantit un accompagnement et une amélioration des conditions pour des productions de taille importantes, bien souvent rattachées à l'agro-industrie. Les petits producteurs locaux qui peuvent rencontrer des difficultés à développer des liens commerciaux ou avec des institutions ne sont pas soutenus, ni mis en valeur par ce plan. La mairie accorde une importance à des producteurs rentables mais qui ne garantissent pas une alimentation saine pour les populations. Nous savons en effet, que les petits producteurs ont tendance à cultiver des espèces végétales de la région, sans les traiter aux produits chimiques. A l'inverse, les grandes entreprises s'appuyant sur l'efficacité et le rendement ont plutôt tendance à utiliser des pesticides et à introduire de nouvelles espèces végétales.

d. Des ambiguïtés dans la définition des personnes bénéficiant des aides

Le rapport de la mairie présente la stratégie d'implantation de jardins urbains pour l'autoconsommation. L'objectif principal de cet axe est l'accès aux aliments, notamment pour favoriser la consommation de fruits et légumes des habitants de Medellin. Ceci en ayant une attention particulière pour les populations vulnérables à travers l'implantation de stratégies concernant la commercialisation, la production et l'éducation. L'équipe de sécurité alimentaire et nutritionnelle du secrétaire d'inclusion sociale, de la famille et des droits humains adopte notamment cette stratégie, elle est chargée du projet. C'est dans cet axe que nous retrouvons la méthode du « *pratiquer pour apprendre* ».

Ainsi, chaque agent mobilisé apportera ses propres connaissances pour l'implantation de jardins familiaux, institutionnels et de parcelles institutionnelles. En premier lieu, les jardins familiaux (huertas familiares) concernent les familles urbaines et rurales. Ces acteurs devront avoir un lot de terre qui soit légal, ils doivent vouloir développer un jardin productif et remplir au moins l'une des conditions exposées. Parmi elles, nous retrouvons le fait de se trouver dans un état de pauvreté ou de pauvreté extrême, compter des personnes vulnérables (femme seule au foyer, jeunes en risque, personne âgée, personnes en situation d'handicap), se trouver en insécurité alimentaire, faire partie d'un groupe

ethnique, bénéficiaire du programme « *Familias Medellin* », pouvoir bénéficier d'aides sociales, être une famille paysanne ou avec une vocation agricole.

Ces conditions d'octroi d'une aide soulèvent un certain nombre de questions. Premièrement, être propriétaire d'un lot de terre sur lequel on veut cultiver pour répondre à ses besoins alimentaires n'est pas donné à tout le monde. Qui plus est, lorsque les habitants ont accès à un terrain, ces lots sont rarement occupés de façon légale. La mairie ne pourra donc pas être sollicitée. De plus, il est indiqué que les personnes voulant bénéficier de ce programme doivent se trouver en état de pauvreté ou bénéficier de programmes d'aide sociale, ceci semblant viser les personnes les plus vulnérables de la ville. En revanche, l'appartenance à un groupe ethnique nous semble être une condition confuse. Comment ces personnes peuvent-elles revendiquer leur appartenance au groupe ? La notion nous semble complexe et ambiguë. Ainsi, nous estimons que cette question aurait pu mériter un approfondissement notamment lors de nos entretiens. Elle aurait notamment pu faire l'objet de questions posées à la mairie afin d'avoir des explications complémentaires sur les conditions d'aide alimentaire.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de personnes vivant en milieu rural, le programme prétend se focaliser sur les familles qui disposent d'un terrain d'au moins 100 m² pour l'implantation d'un jardin. Dans un espace urbain, il s'agit d'un espace d'au moins 10 m², sélectionné auprès de familles qui auraient des terrasses ou des patios disponibles pour la production de fruits et légumes. La production serait destinée à l'autoconsommation des familles participantes. Or, l'accès à un terrain étant difficile, demander une superficie de 100 m² à des familles vivant dans des situations de pauvreté nous semble contradictoire. On souhaite sortir des personnes vulnérables de l'insécurité alimentaire mais on leur demande d'avoir accès à un terrain d'une superficie plutôt conséquente. Les familles rurales ayant des terrains de ce type n'auraient-elles pas déjà cultivées ? Attendent-elles vraiment que la mairie leur propose ce programme ? Nous en doutons fortement.

De même, en ce qui concerne les espaces urbains, il peut nous sembler facile d'avoir accès à une terrasse de 10 m² que l'on souhaite valoriser afin de sortir de l'insécurité alimentaire. Mais dans ce cas, si la famille est une famille nombreuse, 10 m² serait-il réellement suffisant pour alimenter tous les membres du foyer ? Le programme visant les familles les plus pauvres et les plus vulnérables, il nous semble que les familles qui sont le plus dans l'incapacité à se nourrir et à répondre à leurs besoins vitaux se trouvent dans la rue. Autrement dit, elles ne bénéficient pas d'un toit, ni d'un terrain sur lequel elles pourraient cultiver. Que propose la mairie pour aider ces habitants ?

La mairie accorde une grande importance à l'apprentissage et l'éducation. Pour développer un jardin éducatif, autour duquel on apprendrait aux familles à cultiver leurs propres aliments, la mairie demande l'accès aux familles à un terrain de 100 m², mais aussi à ce que le terrain soit proche de l'habitation de la famille, qu'il soit à proximité d'une source d'eau et de toute la communauté participante. Les conditions nous semblent encore plus strictes. Comment des familles dans le besoin qui parfois ne peuvent même pas se doucher peuvent-elles trouver une source d'eau à proximité de leur foyer ? L'incohérence du programme semble résider dans ses objectifs exposés et son application réelle.

En effet, on nous détaille de belles ambitions, on réfléchit à des actions concrètes qui peuvent être menées sur le territoire, mais les conditions posées et les personnes en bénéficiant réellement ne seront pas les plus vulnérables. Ces dernières n'ayant ni accès à un terrain, ni à l'eau, pouvant également être isolée et ainsi n'appartenir à aucune communauté, le programme présenté ne nous semble pas adapté à la situation de la ville de Medellin.

Au niveau éducatif, les ateliers se développent autour de cinq modules techniques et un autre d'ordre social. Ces sessions de formation durent en moyenne trois heures et prétendent apporter une formation intégrale aux familles. Ainsi, la planification du jardin serait encadrée et permise en grande partie par ces ateliers. Les modules de planification concernent principalement les méthodes techniques de planification, le découpage spatial du lot de terre, ainsi que l'identification des risques auquel s'expose le jardin. Une certaine sensibilisation à l'environnement est également illustrée par la mise en valeur de compost organique représentant un engrais naturel efficace. La diversité des fruits et légumes implantée semble aussi importante.

Une fois que le jardin est mis en place, on développe les visites d'accompagnement technique intégral (ATI) pour vérifier l'usage des produits agricoles distribués aux familles et soutenir la production de chaque jardin. On définit un nombre de dix visites par familles. En effet, le projet semble encadré et répondre à une sensibilisation et formation des habitants. Cependant, l'accompagnement nous semble court. Suivre un groupe de personnes sur dix séances de jardinage ne permet pas de créer un lien avec ces individus et encore moins d'accompagner l'évolution du projet. De même, on ne mentionne pas les habitudes de consommation des populations. Comment pousser des familles à cultiver sans même mentionner une approche culturelle ?

Nous considérons que la culture et l'éducation de chacun influence sa façon de se nourrir et de cuisiner. Ainsi, il faudrait s'adapter à chaque groupe concerné par ces aides en se focalisant sur des produits qu'ils aiment consommer ou pour lesquels ils attachent une affection particulière. Si la mairie ne s'adapte pas aux communautés, l'intégration de ce programme auprès des populations locales semble complexe. Enfin, en ce qui concerne des familles en milieu rural, la formation peut sembler peu pertinente puisque si elles disposent d'un terrain, il y a de grandes chances pour qu'elles sachent déjà cultiver la terre et bénéficient de savoirs dont elles ont hérité de leurs aînés.

À présent, nous nous intéresserons à l'implantation de jardins institutionnels promue par le même programme. Parmi eux, nous retrouvons les jardins scolaires qui représentent une opportunité d'intégration dans un processus de travail collaboratif, d'amélioration des habitudes de consommation et d'approvisionnement des cantines en produits frais et sains. Ces jardins sont des espaces d'investigation et d'apprentissage. Les espaces éducatifs dans lesquels on pourra planter ces jardins doivent avoir accès à un terrain d'au moins 100 m² et compter sur la participation active de personnes de la direction, de professeurs, d'étudiants et de parents d'élèves.

En ce qui concerne les personnes vulnérables, on cite les jardins comme étant une activité de loisir qui vide la tête et permet ainsi de déconnecter avec l'environnement malsain auquel certaines personnes sont habituées. Les jardins pour ces personnes représenteraient une thérapie d'occupation, une éducation nutritionnelle et une formation technique quant à la production d'aliments. On réunit par la même occasion des personnes très différentes les unes des autres. Les participants qui veulent être inclus dans le projet doivent le vouloir et faire partie d'une façon ou d'une autre d'une institution de la ville de Medellin. Ainsi, nous faisons un constat similaire à celui déjà établie : les personnes ayant accès à l'éducation peuvent tout à fait se retrouver dans des situations précaires lorsqu'elles rentrent chez elles. En revanche, on exclut encore une fois une partie de la population vulnérable qui n'a pas accès à l'éducation et ne fait pas partie des institutions locales. Quelle prise en charge est menée par la mairie pour ces personnes ? Aucune information supplémentaire n'est donnée par le rapport de ce programme.

Pour conclure, nous avons décrit plusieurs programmes développés par le gouvernement, la région d'Antioquia ainsi que par la mairie de Medellin en ce qui concerne la sécurité alimentaire notamment depuis le début de la crise sanitaire liée à la COVID-19. En effet, cette épidémie a eu des impacts économiques, politiques et sociaux assez révélateurs en ce qui concerne la stabilité des gouvernements et des systèmes de santé des différents pays du monde entier. En ce qui concerne la Colombie, nous avons notamment observé une volonté de soutenir les producteurs, d'aider les populations vulnérables à se nourrir et de permettre un développement économique des différents acteurs des chaînes de consommation. En revanche, nous avons aussi rendu compte des incohérences persistant au sein du système social colombien et particulièrement au sein des programmes d'alimentation de la ville de Medellin. La préparation de projets et de programmes pour le soutien des populations est une chose, mais son application dans la vie quotidienne et ses impacts sur la pauvreté et l'isolement des habitants en est une autre.

Nous avons succinctement relevé ce qui nous semblait contradictoire en se concentrant sur le rapport de ces programmes. À présent, nous nous intéresserons aux initiatives citoyennes et associatives répondant au manque d'action gouvernemental en ce qui concerne la sécurité alimentaire de la ville de Medellin. Ainsi, nous verrons comment les citoyens dans leur vie quotidienne tentent de lutter contre l'insécurité alimentaire alors qu'ils ne bénéficient d'aucun soutien de la part de la mairie. En ce sens, nous comprendrons les jardins partagés présent sur le territoire comme initiative collective et citoyenne.

Des initiatives qui sont également complétées par des actions associatives permettant une occupation légale des terrains, ainsi qu'un accompagnement des populations vulnérables plus efficace.

Lorsque l'on s'intéresse au plan Medellín futur, on comprend notamment que les autorités locales ont un réel pouvoir d'action. Nous retrouvons en effet la lutte contre la faim figurant comme l'un des objectifs principaux. Les ambitions sont détaillées, expliquées, chiffrées, on vise une situation vers laquelle on veut tendre d'ici l'année 2023. Notre première observation est bien qu'aucune action concrète n'est décrite dans ce programme. On détaille longuement, on définit des termes précis, mais à aucun moment ne sont décrites des activités, des donations, des collectes ou tout autre action concrètement applicable et permettant de remédier aux problèmes liés à l'alimentation.

En effet, nous avons retrouvés ce problème dans tous les programmes étudiés. Bien qu'ils évoquent tous des situations que l'on pourrait considérer « idéales », en réalité l'application et le développement de ces objectifs fixés est tout autre. Par « situations idéales », nous nous référons au développement de ces programmes comme il est prétendu par les rapports effectués par le gouvernement ou la mairie. Si l'on nous décrit le souhait que la malnutrition ne touche plus aucun enfant de Medellín, que les personnes âgées n'aient plus à craindre la faim, etc., nous sommes bien dans un discours politique qui peut sembler déconnecté de la réalité.

Les entretiens menés auprès d'habitants de Medellín nous ont notamment conforté dans l'idée selon laquelle la mairie use de stratégies politiques mais développe peu de structures ou d'actions favorables aux communautés locales isolées. Nous ne nions pas qu'il puisse exister un réel intérêt de la part des autorités locales à faire évoluer les situations de pauvreté et de malnutrition de la ville. Néanmoins, nous identifions certaines limites à ces programmes gouvernementaux. Ceci est notamment illustré par l'exclusion de certaines catégories sociales des programmes gouvernementaux. Comment aider les populations les plus vulnérables si l'on ne les inclut pas dans les programmes locaux ?

De même, le développement de jardins au sein de familles vulnérables semble être une potentielle solution à la situation alimentaire de la ville. Mais comment garantir la sécurité alimentaire en ne prenant en charge que des familles qui ont déjà un accès à l'eau et à la terre ? Finalement, nous pouvons nous demander si un entretien avec différents responsables municipaux n'aurait pas permis d'approfondir ce point.

B) Des initiatives citoyennes pour pallier les lacunes des programmes institutionnels

Comme nous venons de le présenter, la mairie de Medellín ainsi que le gouvernement colombien prennent au sérieux les problématiques liées à l'alimentation des populations. Pour en témoigner, ils ont notamment mis en place de nombreux programmes d'aide sociale et économique afin de soutenir les populations vulnérables. La lutte contre les inégalités semble plus compliquée que ce que pourraient nous laisser penser les programmes étudiés. Dans ce contexte, nous verrons comment les populations locales s'organisent afin d'améliorer leur cadre de vie, et notamment leur accès à l'alimentation. Peu, voire aucunement soutenues par l'Etat, certaines communautés ont même développé leurs propres jardins pour se nourrir.

1. L'émergence d'initiatives collectives autour de l'alimentation

Dans un premier temps, nous nous intéresserons à l'action citoyenne. Nous verrons pourquoi les communautés confrontées à l'insécurité alimentaire se démènent pour l'émergence de jardins qui permettent leur auto-alimentation. De même, nous verrons que certains professionnels n'appartenant pas nécessairement au domaine de l'agriculture, ont dû s'adapter à la situation actuelle liée à la COVID-19.

Premièrement, nous nous intéresserons à la Red huerteros Medellín (RHM), un réseau d'agriculteurs urbains, qui est un mouvement citoyen lancé en 2013. Il regroupe différentes personnes et organisations associatives qui cherchent à développer des espaces urbains alternatifs. Il est né de l'initiative de l'association qui porte le même nom : RHM. Impulsé par l'association Agroarte présente

dans la comuna 13 San Javier, la RHM a pour ambition de développer une communauté d'agriculteurs urbains à Medellin et dans ses espaces périphériques. Un groupe Facebook⁹ a également été créé pour ce réseau. Il regroupe plus de 11 milles membres, ce qui favorise les échanges et les connaissances. Il permet notamment des échanges entre les citoyens qui communiquent des méthodes de culture, des savoirs agricoles et autres contenus. D'autres personnes partagent des photos de leurs plantes et demandent de l'aide à la communauté pour l'entretien, etc. Les réseaux sociaux étant des outils de communication avec lesquels les échanges peuvent être très rapides, le contenu de ce groupe est très dense. De nombreuses fois, les habitants de Medellin et ses alentours proposent également des échanges de semis. Ces échanges permettent notamment une diversité dans les cultures privées de ces habitants. De plus, le groupe crée une dynamique autour de laquelle chacun agit à son échelle et conseille l'autre pour qu'il en fasse de même. Le fait que tous soient réunis autour d'un intérêt commun qui est l'agriculture urbaine favorise la bienveillance et le partage. Nous nous rendons compte que ce groupe a une réelle efficacité en termes d'échanges sociaux et de liens communautaires. En effet, les discussions sont toujours développées dans un état d'esprit d'entraide. On ressent une certaine harmonie, les membres sont là pour aider ou bien pour se faire aider dans leur activité de l'AU. Ainsi, sans aucune intervention de la municipalité, les habitants arrivent à créer un véritable réseau urbain favorisant l'implantation de l'agriculture urbaine dans le domaine privé et public.

La figure 5 représente un exemple de publication que l'on peut retrouver dans le groupe. Dans ce cas précis, il s'agit d'une personne qui donne une information sur l'usage de la plante appelée « *Penicilina* » par les paysans de la région occidentale de la région d'Antioquia, ou « *Ampicilina* » par les indigènes Nasa vivant au Nord de la Cauca, région colombienne du Sud-Ouest. Elle permettrait de soigner les problèmes respiratoires, les gripes, les piqûres d'insectes et présente encore beaucoup d'autres propriétés médicinales. Il nous décrit aussi ses qualités en termes d'engrais naturel, cette plante permettrait d'alimenter le sol notamment en minéraux. Ce membre ne demande pas d'aide au groupe, il souhaite simplement partager son savoir et échanger avec les autres. Nous comprenons cet aspect puisqu'il demande qui connaît cette plante et sous quelle dénomination. Ainsi, nous pouvons en conclure que le groupe ne permet pas seulement de demander de l'aide pour ses plantes et des conseils d'entretien, il permet aussi à certains membres de développer des échanges autour de l'AU. Ces échanges de connaissances nourrissent la culture générale du groupe, mais permet aussi d'une certaine façon de créer des liens sociaux. L'échange humain est l'aspect qui anime ce groupe. Si personne ne cherche à développer d'échanges autour d'une question ou d'un sujet, le groupe perd tout son sens. C'est pourquoi nous le considérons comme créateur de liens mais aussi de connaissances agricoles. De plus, dans le contexte actuel de quarantaine liée à la COVID-19, nous pouvons imaginer qu'échanger peut-être bénéfique pour des personnes isolées.

⁹ Groupe Facebook disponible à l'adresse suivante : <https://www.facebook.com/groups/522589197880451>



Figure 5. Publication tirée du groupe facebook Red Huerteros Medellin
<https://www.facebook.com/groups/522589197880451>

En effet, bien que la majorité des échanges concernent des espaces privés et des questions centrées autour d'un habitant et de ses cultures, il arrive également que des associations d'AU diffuse leurs évènements ou leurs initiatives. Par exemple, nous pouvons retrouver une publication datant du 27/04/2021, de l'association Red de guardianes de semillas (réseau des gardiens de graines), qui partageaient des photos de leur action pour la restauration de forêts comestibles en Amazonie. En une semaine, ils expliquent avoir planté plus de 2 000 graines et plants. Premièrement, ces publications sensibilisent et éduquent les personnes appartenant au groupe, et donc elles permettent aussi de rallier des personnes à la cause des associations présentes. Finalement, les réactions des membres représentent également un soutien pour les associations. Pour nous, c'est aussi synonyme de découverte car en effet, les initiatives citoyennes ne sont que très peu voire absolument pas traitées par la presse. C'est ainsi une façon de connaître les initiatives existantes dans la ville de Medellin en s'appuyant sur un discours uniquement citoyen.

a. Des distributions alimentaires

Ensuite, en ce qui concerne les agriculteurs locaux, nous retrouvons un groupe de paysans parcourant les quartiers de Medellin dans le but de vendre leurs produits alimentaires. Distribuer aux paliers des habitants, cette initiative fut impulsée face aux difficultés pour les producteurs à vendre leurs produits tandis que le pays est contraint à une quarantaine. Depuis le mois d'août 2020, la mairie a notamment appuyé ce projet qui peut nous renvoyer au projet d'amélioration du système agroalimentaire. Ce dernier étant porté par la mairie de Medellin, il consiste en grande partie à réduire le nombre d'acteurs dans les chaînes alimentaires. La situation idéale étant une distribution des producteurs directement aux consommateurs. Avant la pandémie, les paysans se réunissaient grâce au programme « *Mercados Campesinos* » qui regroupait plus de 200 d'entre eux et leur permettait de se retrouver sur les places de marchés locaux les fins de semaines. Les marchés ayant fermés à cause du virus, les producteurs ont dû travailler davantage avec des intermédiaires.

Afin de leur offrir une meilleure visibilité, la mairie a développé le service « *Mercampesinos movil* » pour que les consommateurs puissent suivre les itinéraires empruntés par les camions des producteurs locaux. L'intervention de la mairie facilitant la démarche des paysans, le système de distribution alimentaire reste tout de même peu avantageux pour ces producteurs. En effet, selon une étude du food supply system mené à Antioquia en 2015, on considère que 40% de la nourriture produite est perdue au cours du processus de distribution.

De plus, les producteurs confrontés à la crise ont dû passer par des intermédiaires qui fixaient leurs prix sur les produits. Ce système a enrichi les commerçants et les chaînes de distribution commerciale tout en appauvrissant les producteurs. De même, on estime que seulement 30,1% des produits agricoles locaux sont vendus aux consommateurs sans passer par des intermédiaires. Les agriculteurs revendiquent non seulement des bénéfices économiques pour leur production, mais également un système plus humain. Ils souhaitent transmettre leur passion pour la campagne, pour la culture des fruits et légumes et ceci fut réalisable en partie grâce à l'utilisation des camions (De la Cruz Pavas, 2020). Dans ce cas, nous comprenons bien une volonté de la part des paysans à communiquer avec les consommateurs, à conseiller, et à établir un contact commerçant. La démarche initiée par ces producteurs leur a notamment permis de rétablir un lien social avec leurs clients en se débarrassant de potentiels intermédiaires qui tirent profit de leur travail et ne développe aucun intérêt social avec les consommateurs. Si la mairie a réagi à cette demande en développant un service, nous nous rendons bien compte qu'elle n'a fait qu'appuyer un processus que les paysans avaient déjà mis en place afin de survivre à la crise sanitaire et à ses conséquences socio-économiques.



Figure 6. Distribution alimentaire

<https://www.eltiempo.com/vida/pandemia-covid-19-desnutricion-en-los-ninos-de-colombia-547183>

b. Des banques alimentaires limitées et contrôlées par les bandes armées

Dans la même idée, des victimes du conflit armé ont développé des actions solidaires auprès de leurs communautés. En demandant au secteur des affaires et aux citoyens de faire un don à la banque alimentaire, ces groupes souhaitent aider alimentaires les personnes vulnérables de Bello et Medellín, les communes les plus touchées de la région par les conflits armés. Cette action s'intègre au plan d'urgence de l'unité des victimes liée à la situation sanitaire actuelle qui fournit une aide humanitaire pour les personnes victimes du conflit armé (Unité à l'attention et à la réparation intégrale des victimes, 2020). Dans ce cas, nous comprenons que les conséquences du conflit armé s'accroissent avec la crise du COVID-19. Nous observons notamment un triste constat sur tout le territoire national dans lequel les FARC profite du virus pour gagner en influence territoriale.

En effet, les groupes armés peuvent aller jusqu'à imposer des couvre-feux dans le but de contrôler l'espace mais aussi de montrer leur légitimité sur ce dernier. Ils peuvent aussi distribuer des aliments, des masques chirurgicaux leur permettant d'assurer une présence auprès des habitants. Ces stratégies visent également à décrédibiliser l'Etat qui est parfois absent de ces espaces urbains. Pour exercer un contrôle sur les populations, les FARC mettent en place des représailles très sévères allant jusqu'au meurtre de ceux qui ne respecteraient pas leur couvre-feu (Janetsky et Faiola, 2020).

Dans un contexte tendu, où l'Etat ne met en place aucune action à l'encontre des groupes armés qui terrorisent les populations locales, ces dernières doivent s'adapter et mettre en place des stratégies afin de survivre. De même, les distributions alimentaires développées par les FARC sont des actions qui leur permettent de se présenter comme sauveur dans un climat d'oppression et de faim alors qu'ils sont eux-mêmes les persécuteurs. Si les FARC ne sont pas appréciés par les populations, il n'en reste pas moins qu'ils fournissent une aide alimentaire à des personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins fondamentaux. De ce fait, nous remarquons une absence des autorités gouvernementales et d'un contrôle de la part de l'administration. D'une certaine façon, les populations se sentent abandonnées par l'Etat aux mains des groupes armés. Les problématiques liées à l'alimentation et à la prise en charge des populations sont plus complexes que ce que laisse entendre certains journaux de presse érigeant la ville comme exemple de l'innovation et de la lutte contre la violence. Nous comprenons ici que les populations doivent compter sur elles-mêmes et tirer profit des organismes existant – lorsqu'il en existe – afin de s'alimenter et plus simplement de survivre.

Pour développer ce point, les limites des informations auxquelles nous avons accès sont la principale barrière. Nous savons que des initiatives agricoles à échelle locale comme celle illustrée par la Red huerteros Medellin (RHM) sont développées afin de répondre au besoin alimentaire de ces mêmes communautés.

En effet, la difficulté dans la collecte d'informations concernant les initiatives citoyennes réside dans l'accès à ces sources. La presse se concentrant principalement sur les démarches appuyées ou initiées par le gouvernement, il résulte difficile l'explication d'initiatives proprement citoyennes. De même, la majorité des journaux se focalisent sur l'évolution du pays ou de la ville de Medellin, on fait des éloges du gouvernement qui aurait permis une nette amélioration des situations depuis les années 2000. D'un point de vue théorique, on constate en effet une amélioration en termes de baisse du chiffre de mort lié aux conflits ou de baisse du nombre de personnes vivant en insécurité alimentaire. Néanmoins, si l'on compare les contextes et situations des années 1990 et d'aujourd'hui, on remarque que la violence et l'insécurité alimentaire sont des facteurs isolants et toujours bien trop présents. Les populations se retrouvent sous le contrôle de bandes organisées, sans ressources nécessaires à leur alimentation et ne sont pas prise en charge par l'Etat puisque ce dernier a perdu l'accès à ces territoires. Si le phénomène est moins évident qu'il ne l'était dans les années 1990 avec le cartel de P. Escobar, on comprend bien que depuis plusieurs décennies la situation n'a toujours pas été prise en charge par les autorités.

L'enjeu ici, est de comprendre que les médias relayent différentes versions de la situation actuelle en priorisant l'aspect innovant et évolutif de la ville et oubliant parfois les problématiques socio-économiques très lourdes qui touchent Medellin. De même, nous pouvons citer les manifestations qui ont lieu dans les grandes villes colombiennes en mai 2021. Mouvement initié par une loi qui vise à augmenter les impôts des classes sociales moyennes et basses pour rembourser la dette liée à la COVID. Il fut sévèrement réprimandé par l'Etat qui a envoyé l'armée afin de calmer la situation. En découle un nombre important de morts et disparus. C'est un phénomène que la presse a largement abordé, témoignant peut-être d'une évolution dans la perception internationale de la Colombie et de la ville de Medellin. Ces manifestations nous renvoient surtout à la situation des Colombiens et à leur détresse face à un gouvernement oppresseur et répressif.

Finalement, nous verrons que de nombreuses structures se développent dans le but d'agir concrètement et d'offrir un accompagnement aux populations les plus vulnérables. Les associations à

but non lucratif représentent les organismes les plus présents en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité alimentaire. Bien que, comme expliqué auparavant, l'Etat ait mis en place différents programmes offrant des aides alimentaires et économiques, les associations permettent une prise en charge plus complète et adaptée des populations.

2. Les associations, principaux acteurs dans le développement de l'AU

Au sein des initiatives émergentes qui visent à offrir une sécurité alimentaire aux habitants de Medellin, diverses associations jouent un rôle crucial. La plupart étant à but non lucratif, leur seul objectif est d'améliorer les conditions de vie des habitants les plus défavorisés ou de leur communauté. Dans cette partie, nous nous concentrerons principalement sur les propositions des associations face à l'inaction ou au manque d'investissement social de l'Etat et des autorités locales. En effet, ces associations viennent compléter les programmes gouvernementaux. Elles représentent des actions concrètes, ancrées dans le quotidien des citoyens.

Tout d'abord, les entretiens menés auprès de personnes mobilisées et sensibilisées aux questions liées à l'AU et à l'accompagnement des personnes vulnérables, nous a permis de comprendre les enjeux auxquels se confrontent les bénévoles dans leur exercice d'AU. Nous pouvons évoquer la Corporation Paris, représentée par le directeur des projets corporatifs que nous nommerons Association 1. Avant tout, il faut savoir que Paris est un quartier au Sud de Bello, commune périphérique au Nord de Medellin. Cette association a pour objectif principal d'améliorer la vie des femmes et des enfants du quartier. C'est notamment pour répondre à cet objectif qu'ont été implantés quelques jardins urbains. Pour nous représenter le terrain sur lequel il travaille, Association 1 nous décrit d'abord la violence omniprésente : « *Il y avait de la violence, des morts catalogués, surtout des enfants de moins de quinze ans. Beaucoup de jeunes.* »¹⁰. Il nous explique également que le but de l'association est de changer cette image négative du quartier, ils souhaitent développer un certain « *niveau culturel* »¹¹ pour améliorer la vie des habitants. Pour cela, l'association s'est alliée à différents organismes, notamment à des réseaux communautaires.

En ce qui concerne une potentielle alliance avec la municipalité, elle est avant tout administrative, symbolique. Lorsque nous nous interrogeons sur le soutien économique ou sanitaire de la part des autorités locales, l'association 2 nous fait clairement comprendre que l'organisme ne compte sur aucun apport de la part du gouvernement : « *Nous avons pris une décision qui fut très claire, c'était d'initier le projet. Comme on dit ici, avec les ongles. Sans argent, car on ne leur apporte rien (sous-entendu à l'Etat).* »¹². L'expression colombienne « *con las uñas* » (avec les ongles), nous renvoie au fait que l'association a pris forme grâce à l'acharnement et à la volonté de ses bénévoles, on comprend clairement que les autorités n'ont rien apportées au projet. Ainsi, l'association a dû développer des stratégies pour offrir certaines ressources aux habitants qu'elle prétend aider. Elle a notamment présenté ses ambitions à des ingénieurs, sociologues et psychologues afin de faire bénéficier les populations d'un accompagnement professionnel et encadré. L'association 2 nous explique que de cette façon, sans impliquer l'Etat ou la municipalité, ils ont pu monter le projet comme bon leur semblait.

De même, quand nous demandons à l'association 2 comment est-ce qu'il imagine le projet dans un futur proche, il nous révèle l'envie d'accéder à une « *activation de l'Etat* » pour que les femmes travaillant avec eux soient reconnue comme association à l'office des femmes d'Antioquia et à la mairie de Medellin. En effet, l'association souhaite offrir une visibilité aux femmes avec lesquelles elle travaille. Une reconnaissance leur permettrait de raconter leurs histoires et d'aider d'autres femmes

¹⁰ Propos de l'Association 2 lors de notre entretien : « *Había violencia, con muertos catalogados, sobre niños de menos de 15 año, muchos jóvenes.* », traduit par mes soins en français.

¹¹ Propos de l'Association 2 pendant l'entretien semi-directif du 17/02/2021.

¹² Propos de l'Association 2 lors de notre entretien : « *Nosotros tomemos una decisión y fue muy clara era iniciar el proyecto, como digamos acá, con las uñas. Sin dinero, no le aportamos nada.* ». Traduit par mes soins en français.

ayant une expérience similaire à la leur. La difficulté à laquelle il faut faire face, est le fait de prendre en main son propre projet sans soutien financier.

« Parce que quand un fonctionnaire de la fonction publique est chargé d'un projet, il dure le temps que dure le contrat. Finalement, le projet tombe à l'eau parce qu'il n'y a personne pour continuer à l'orienter. On monte la proposition et on s'en va. Nous, nous voulons permettre une continuité, que ce soient des projets durables dans le temps, sur des années. L'idée c'est que ces femmes obtiennent un travail et puissent générer leurs propres ressources. »¹³.

Cette situation débouche sur l'abandon de certains jardins urbains. En effet, si la mairie ne permet pas le suivi du projet et que les populations ne savent pas s'en occuper, ou n'en ont pas le temps, que deviennent ces espaces ? L'association a notamment commencé une revalorisation de ces projets laissés tomber par la mairie. L'association 2 ajoute que *« Les communautés ne doivent dépendre de personne si elles veulent continuer. »¹⁴*. La philosophie de l'association est avant tout de permettre aux populations de s'autoalimenter, d'avoir les outils nécessaires pour se développer. Ainsi, après un certain temps, l'objectif est qu'elles deviennent indépendantes et n'aient pas besoin d'un soutien extérieur.

Finalement, même sans reconnaissance de la part des autorités locales, l'association interrogée permet d'initier des habitants au jardinage urbain, de les accompagner dans leurs projets sur plusieurs années, mais aussi de bénéficier d'un soutien professionnel lorsque les populations sont vulnérables ou traumatisées. Etant donné que nous traiterons plus tard ce dernier aspect, nous ne nous attarderons pas davantage dessus.

À présent, nous verrons que la corporation Paris n'est pas la seule association à se développer sans soutien des autorités locales. En effet, c'est le constat que nous avons pu faire pour toutes les associations sur lesquelles nous avons pu travailler durant nos recherches et entretiens.

Comme nous avons commencé à l'expliquer, ce qui motive les associations c'est en grande partie le manque d'investissement de la part des autorités locales. Ainsi, les associations savent qu'elles ont un rôle important à jouer dans le développement des jardins urbains et dans la reconquête d'espaces cultivables abandonnés. Dans le cas de l'association Agroarte, initiée dans la Comuna 13 de Medellín, qui prétend lutter contre la violence grâce au développement de jardins partagés et d'activités artistiques, nous retrouvons cette logique. La Comuna 13, du nom de San Javier étant l'une des plus dangereuses de la ville, une poignée d'habitants ont lancé cette initiative en 2002, afin d'aider psychologiquement les populations du quartier victimes de violence. Après nous être entretenu avec un bénévole très impliqué dans l'association, nous avons notamment compris que ce genre d'initiative ne bénéficie d'aucun soutien administratif ou financier. Selon lui, tout comme Association 1 le développait, la mairie met en place des projets de jardins qui sont très vite abandonnés. Ce seraient les grands producteurs les seuls qui bénéficieraient d'une aide de la mairie, au détriment des petits producteurs et des communautés.

Nos interrogés soulèvent deux problèmes majeurs qui sont le fait qu'il n'existe pas de programme qui soient de réels processus, c'est-à-dire que ceux existant sont sur le court terme, ce qui ne permet en aucun cas le développement d'une activité durable. Secondement, le travail d'un jardin urbain est dur et demande beaucoup d'efforts. Malgré tout cela, les jardins ne produisent que peu de bénéfices, il faut donc une réelle motivation pour les cultiver sinon le projet peut rapidement tomber à l'eau. Il précise que même *« lorsque l'on attend la récolte, il faut continuer à travailler la terre, ça ne*

¹³ Propos de l'Association 2 : *“Porque cuando un funcionario del público está cargado del proyecto, la toman por el tiempo que le dure el contrato. Entonces este proyecto se cae porque no hay nadie para seguir siendo oriente. Monte la propuesta y después hasta luego. Queremos poder seguir una continuidad, que sean proyectos sostenibles en el tiempo, en años. Idea que las muchachas de allí consiguen un trabajo y pueden generar esos recursos.”*. Traduit par mes soins en français.

¹⁴ Propos de l'Association 2 : *“No deben depender de nadie si quieren seguir adelante.”*. Traduit par mes soins en français.

se développe pas en deux mois. (...) en attendant de quoi vis-tu ? »¹⁵. Cette réflexion nous permet de voir encore plus loin que ce que nous avons pu le faire avant. Imaginons que la mairie développe un jardin urbain au sein d'une communauté, qu'elle leur donne des méthodes et des outils pour s'occuper du jardin. Après avoir posé les bases du projet, soit au bout de deux-trois mois, les agents publics s'en vont. À ce moment-là, même si les populations maîtrisent la culture de la terre et l'entretien des plantes, aucune réponse immédiate à l'insécurité alimentaire n'est apportée.

De plus, lorsque des projets de jardins sont développés au sein de communautés, la quantité d'aliments à laquelle cette dernière va avoir accès n'est pas nécessairement suffisante pour tous. Les interrogés évoque entre autres certains conflits entre les habitants d'un même lieu dans la gestion des jardins. En effet, s'il n'existe pas un sentiment communautaire, une entraide locale, l'accès aux jardins peut devenir source de conflits internes. En sachant que la mairie ne reste que très peu de temps sur le terrain, elle n'a pas non plus le temps de créer ce sentiment d'appartenance à une communauté locale.

De même, le fonctionnaire une fois qu'il a terminé son contrat n'est plus responsable du jardin, mais on ne désigne pas pour autant une personne spécifique qui pourrait être modératrice, organisatrice du projet. Sans les associations, la gestion et l'organisation autour de ces jardins se veulent très complexes et comme nous venons de l'expliquer, peut même avoir des effets négatifs et indésirables sur les populations. Pour répondre à cette nécessité, l'association Agroarte souhaite développer une maison Agroarte dans laquelle les habitants pourraient prendre des cours de jardinage urbain. Autour de cet enseignement, une philosophie bienveillante prônée par des valeurs telles que le partage et l'entraide viseraient à créer un lien social au sein de la communauté.

Enfin, pour en revenir à l'implication de la mairie dans le soutien des associations, un interrogé nous explique notamment que depuis la naissance d'Agroarte en 2002, les bénévoles ont dû se démener pour avoir quelques ressources économiques leur permettant de s'approvisionner en semis et en outils de jardinage. Ils n'ont absolument rien reçu de la part de la mairie, même pas une reconnaissance comme entité associative apportant un soutien aux populations locales. Le bénévole mentionne ensuite le contrôle territorial exercé par les narcotrafiquants encore présents dans le quartier San Javier. Selon lui, ce sont eux qui agissent localement, la mairie n'envoie personne. Cet élément peut notamment nous permettre de comprendre la difficulté pour les fonctionnaires à venir implanter des projets dans la Comuna 13. Cela peut paraître compréhensible que la mairie n'envoie pas ses agents dans des quartiers où ces derniers risquent leur vie. En revanche, là où les autorités ont un pouvoir c'est dans la prise de contrôle de ces espaces urbains. En effet, si l'Etat laisse le contrôle aux bandes armées, on laisse simplement la population aux mains de bandits qui tirent profit de la situation et terrorisent les habitants.

Dans ce contexte, Agroarte semble apporter un soutien psychologique et physique aux personnes du quartier ayant vécu des violences de près comme de loin. Ainsi, nous comprenons que les problématiques liées à l'implantation de l'agriculture urbaine à San Javier sont diverses et complexes. La situation nécessite une réelle intervention de l'Etat, dans un premier temps afin de libérer le lieu de la peur et de la violence, mais aussi pour la réappropriation de l'espace public par ses habitants. Nous illustrons cette situation avec le cas de San Javier car nos connaissances semblent assez complètes. En effet, après avoir eu un entretien avec l'un des bénévoles de l'association, nous avons eu accès à un certain nombre d'articles traitant de cet espace. Cependant, nous savons aussi que ce type de situation existe dans d'autres espaces urbains de la ville.

Pour conclure, nous avons présentés deux associations qui nous ont été décrites de façon assez détaillée par des bénévoles engagés qui agissent quotidiennement pour soutenir les populations locales de Medellin. L'idée générale lorsque nous évoquons le soutien gouvernemental ou municipal est avant tout l'absence de financement et de reconnaissance administrative de la part de la mairie. Cela étant, les

¹⁵ Propos de l'Association 1 lors de notre entretien : "*Mientras estas esperando la cosecha, debes montar una tierra, no se desarrolla en dos meses. Mientras la montes, ¿de qué vives?*". Traduit en français par mes soins.

associations comptent sur la volonté des bénévoles et adoptent des stratégies leur permettant de développer des jardins partagés dans divers quartiers de la ville.

Finalement, nous avons analysé différents programmes gouvernementaux répondant à l'insécurité alimentaire du pays, de la région d'Antioquia ainsi que de la ville de Medellin. Des programmes ambitieux, des distributions alimentaires et des apports économiques aux personnes vulnérables sont les principaux soutiens apportés aux populations locales, notamment depuis le début de la pandémie de la COVID-19. Dans ce contexte, l'Etat a dû s'adapter et a vu sa population s'appauvrir. Il a donc dû développer ces programmes d'aide afin de parvenir à un certain « équilibre » alimentaire et économique dans le pays. Ayant trouvé de nombreux articles de presse détaillant les aides adoptées par l'Etat, l'information en ce qui concerne les initiatives citoyennes fut plus difficile à mobiliser. En effet, les associations et les réseaux communautaires de Medellin sont présents dans le quotidien des habitants afin de répondre à l'insécurité alimentaire. La mise en place de jardin et d'un accompagnement permettant leur développement sur le long terme est entre autres l'un des objectifs principaux des associations telles que la corporation Paris et Agroarte.

À présent, nous verrons comment la municipalité de Medellin lutte contre l'isolement des populations vulnérables. Le contexte de la crise sanitaire obligeant les personnes à rester chez elles, l'isolement prend une tout autre forme puisqu'il ne s'agit plus seulement d'un manque de connexion interurbaine, mais également de liens sociaux et communautaires qui sont potentiellement amenés à disparaître.

II. Lutter contre l'isolement des quartiers marginalisés

Dans cette seconde partie, nous nous intéresserons à l'isolement des populations de Medellin. Afin de contextualiser la situation de ces populations, nous nous intéresserons à certaines caractéristiques physiques et urbanistiques de la ville. Cette dernière étant située dans la vallée de l'Aburra, elle est entourée de reliefs montagnards sur lesquels les familles les plus vulnérables se sont installées.

Nous verrons entre autres comment la mairie lutte contre l'isolement de ces populations. Premièrement, la connexion de ces espaces avec le reste du territoire urbain est une problématique à laquelle la mairie a souhaité remédier.

Ensuite, la mairie a tenté de dynamiser économiquement certains espaces en y développant le tourisme. Jouant avec son charme culturel et environnemental, la ville de Medellin souhaite rayonner par le tourisme international. Nous verrons alors comment la végétalisation de la ville, et plus particulièrement, comment l'AU a-t-elle permis ou non de développer un intérêt écologique et évolutif de la ville de Medellin.

Après avoir vu les actions gouvernementales mises en place pour remédier à l'isolement des populations, nous nous pencherons sur l'agriculture péri-urbaine développée dans les espaces périphériques. L'AU ayant pour objectif principal de nourrir les habitants locaux, nous verrons qu'elle permet aussi aux agriculteurs péri-urbains de revendiquer leur communauté paysanne qu'ils considèrent oubliée par le gouvernement. Effectivement, la mairie ne développe pas de projets d'AU dans ces quartiers périphériques défavorisés, c'est pourquoi nous nous intéresserons aux stratégies que les communautés ont développé.

A) Un urbanisme social innovant pour développer le tourisme dans ces zones

Premièrement, nous aborderons la question de l'innovation urbanistique ainsi que le rayonnement qu'elle a offert à la ville. L'urbanisme et le réseau de transport qui structurent aujourd'hui l'espace urbain de Medellin sont uniques sur le continent sud-américain. Ainsi, nous comprenons ces infrastructures comme des moyens de connecter la périphérie marginalisée et défavorisée au centre de

la ville. En effet, nous verrons que le développement de projets répondant à « un urbanisme social » a profondément changé la configuration spatiale de la ville. Puis, nous verrons qu'une végétalisation du territoire a permis d'impulser le tourisme dans des espaces qui étaient jusque-là marginalisés et craints par ces derniers.

1. Un accès facilité de la périphérie au centre-ville

Tout d'abord, comme précédemment évoqué, Medellin est une ville aux reliefs relativement importants, atteignant environ 1 500 mètres d'altitude. Le centre-ville se situant au cœur de la vallée et sur le littoral du fleuve Medellin, ce sont les quartiers périphériques qui se trouvent sur les flancs des montagnes. De ce fait, l'accès à ces territoires est contraint par la topographie du lieu. Dans une problématique de connexion interurbaine et de désenclavement de ces quartiers isolés, la mairie a innové en termes de transport. Le métro-câble, fonctionnant de la même façon que les télécabines, a profondément changé le rapport des habitants au territoire Medellinense. Il présente ainsi une capacité à intégrer des communautés au reste de la ville, et notamment au centre représentant le pôle le plus attractif. Ces structures publiques représentent aujourd'hui des enjeux en termes de transport mais aussi d'inclusion des sociétés marginalisées au sein de l'espace urbain de Medellin. Elles peuvent aussi être perçues comme des opportunités pour les communautés paysannes souhaitant se rendre en ville afin de vendre leurs produits agricoles.

Pour commencer, le métro-câble de Medellin est quasiment devenu un symbole de l'innovation et de la modernisation de la ville. Développé dans un contexte de développement d'urbanisme social, la presse en parle énormément et les élus s'affichent très fiers de compter sur ce nouvel équipement urbain. Avant tout, il faut savoir que l'occupation des territoires périurbains de la ville de Medellin a commencé principalement depuis le début des années 1950, lorsque les populations rurales ont fui les conflits armés et sont venues se réfugier en ville. Le démantèlement des principaux cartels de drogue dans les quartiers des années 1990, ont ensuite impulsé une volonté de la part des élus à développer des transports publics dans ces espaces marginalisés. Ainsi, une reconquête spatiale est lancée par la mairie qui affiche clairement son souhait d'intégrer ces espaces au reste de la ville. Les personnes vivant dans ces quartiers sont spécialement précaires, c'est pourquoi la mairie exprime également l'ambition de réduire la pauvreté dans ces milieux. En effet, la grande majorité des habitats périphériques ont été construits par les populations elles-mêmes, les habitants s'entassent et la situation socio-économique favorise l'implantation et la prise de contrôle de bandes armées.

Dans ce contexte, nous comprenons que la reconquête territoriale de ces milieux se veut cruciale dans le développement de la ville. Bien qu'elle ne soit pas mobilisée par les autorités locales, nous abordons alors l'AU comme une potentielle solution à développé pour établir cette reconquête spatiale.

Pour la mairie, ces modes de transport représentent des « *outil[s] d'inclusion sociale à l'égard d'une population jusqu'alors coupée du reste de la ville.* »¹⁶. Actuellement, le métro-câble permet notamment de connecter les espaces périphériques de Bello, Arvi, Aurora, San Javier, San Antonio, Santo Domingo, Envigado et Villa Sierra¹⁷. En sachant que des communautés paysannes sont présentes dans ces territoires, nous pouvons imaginer que ces transports leur permettent un déplacement facilité vers la ville lorsqu'elles souhaitent revendre leurs produits sur les marchés locaux.

¹⁶ Selon l'article [Medellin : les transports et la mutation sociale](https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/medellin-les-transports-et-la-mutation-sociale), rédigée par l'attaché de presse de *Planète Energies*, site internet documentaire initié par l'entreprise Total. L'article fut publié en 2018 et peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/medellin-les-transports-et-la-mutation-sociale>

¹⁷ Selon le plan des réseaux de transport disponible sur le site Metro Medellin, consultable à l'adresse suivante : <https://www.metrodemedellin.gov.co/viaje-con-nosotros/mapas>

Finalement, l'implantation de ce type de structure au cœur de quartiers défavorisés peut en effet exprimer une volonté de la part des autorités à créer une nouvelle dynamique territoriale. Cette dernière pouvant notamment illustrer une mixité sociale au sein de la ville. En connectant ces espaces aux zones plus aisées, on veut rompre avec la ségrégation spatiale qui renvoie à une binarité socio-territoriale entre aisés et défavorisés. Cependant, dans notre approche liée à l'AU, nous nous rendons bien compte que la mairie si elle développe de nombreuses structures publiques liées aux transports, ne permet pas un développement d'une agriculture dans ces espaces.

2. Un manque d'intérêt pour les jardins urbains de la part des touristes

Ensuite, si nous nous intéressons au quartier San Javier dans la Comuna 13, ancien quartier très dangereux de la Colombie car c'est là que se trouvaient les différents acteurs du cartel de Medellin, nous observons une évolution radicale puisqu'il est aujourd'hui un centre touristique très fréquenté. La ville joue notamment sur le patrimoine historique pour attirer les touristes et valoriser l'espace urbain maintenant plus sûr et agréable. Après de nombreuses interventions militaires, le gouvernement a eu tendance à dire que la Comuna 13 était à présent en processus de paix. Cependant, il existe toujours des groupes armés.

Dans le cas de l'association Agroarte, la mise en place d'activités artistiques et de jardinage intrigue les touristes, mais leur participation est nulle dans les actions de l'association. En effet, les touristes ne s'impliquent pas dans les activités d'AU développées à Medellin. De même, tous nos interrogés expriment des actions collectives déployées par les communautés locales. En règle générale, ni les étrangers, ni les touristes n'appuient ces projets.

Dans le cas de San Javier, le tourisme ne semble pas développer une économie locale, ni un intérêt pour les jardins urbains du quartier. Cependant, nous ne pouvons pas négliger son rôle dans l'image qu'il permet de renvoyer. En effet, le tourisme a redoré la réputation de la Comuna 13 qui fut synonyme de Pablo Escobar et qui est aujourd'hui signe de renouveau et d'urbanisme social. Ainsi, si la végétalisation peut permettre de développer un intérêt touristique dans certains espaces urbains, nous nous rendons bien compte que ce n'est pas forcément le cas de l'AU.

3. Une végétalisation urbaine pour dynamiser les quartiers sensibles

Tout d'abord, l'engouement créé autour de la ville de Medellin depuis le début des années 2000 en a fait un pôle touristique attractif. De nombreux journaux expriment ce renouveau à travers l'expression « *de la ville la plus violente à la ville la plus innovante* ». Son développement touristique vient principalement de son évolution en termes d'architecture et d'urbanisme. Mais nous retrouvons aussi un intérêt pour la lutte contre la violence dans certains quartiers qui est notamment illustré par la végétalisation de ces espaces.

a. Le cas du jardin de Moravia, un espace touristique en développement

En ce qui concerne les autres quartiers périphériques, nous retrouvons des intérêts touristiques et économiques assez similaires. Nous nous appuyons à présent sur l'exemple du Morro de Moravia.

Tout d'abord, il faut savoir que l'espace appelé le Morro de Moravia se situe dans le quartier la Moravia. Localisé sur les berges du fleuve, à deux kilomètres au Nord du centre-ville, c'est un espace lourdement marqué par la pauvreté. En effet, il regroupe principalement des personnes ayant connu le déplacement forcé depuis les campagnes et qui se retrouvent aujourd'hui dans une situation de pauvreté extrême, sans habitat, ni nourriture. Le processus d'invasion de terrain qui est la première conséquence des déplacements forcés génère des conflits et des risques sociaux comme environnementaux (Vargas et al, 2017). Dirigé par des milices de la guérilla de l'Armée de libération nationale des années 1980 au début des années 2000, le quartier est ensuite sous contrôle paramilitaire (Lavielle, 2020).

Dans ce contexte, la Moravia est connue comme un quartier dangereux et peu fréquentable. Cependant, depuis 2013, les habitants ont initié un processus de reconversion territoriale. En effet, l'espace du Morro représente une petite colline qui était recouverte d'ordures. C'était une décharge utilisée par les populations vulnérables de la Moravia pour se nourrir, s'approvisionner en matériaux divers etc. La situation était critique. En 2013, un groupe de mères de familles ont commencé à utiliser des espaces libres pour y planter des végétaux ornementaux. Impulsé par ces femmes, puis entretenu par la mairie, le projet a permis la suppression entière de la décharge et l'implantation d'un jardin sur ce même Morro.

Ci-dessous la figure 7 illustre le lieu avant sa transformation territoriale et son état actuel.

Lors de nos entretiens, avec une professeure d'espagnol que nous nommerons Interrogée 5, nous avons compris que le quartier : « *est moche, (le quartier) fait peur parce que tu vois des personnes avec des visages de méchants. Mais dans cette zone où ils ont fait le jardin, il y a des plantes ornementales, on se sent plus en sécurité. (...) Il y a une zone plus éloignée du jardin qui reste très dangereuse. L'idée du projet c'est d'attirer des touristes. Il y a la police qui surveille la zone du jardin, mais le quartier reste dangereux. Il n'a pas solutionné la situation locale.* »¹⁸.

Si l'on s'en tient à ces propos, nous comprenons que le jardin est aujourd'hui source d'attraction touristique. Ainsi, il bénéficie d'une protection policière grâce à la présence de touristes. Les habitants qui vivent à la Moravia depuis des années, confrontés à la pauvreté et à la violence quotidienne sont eux

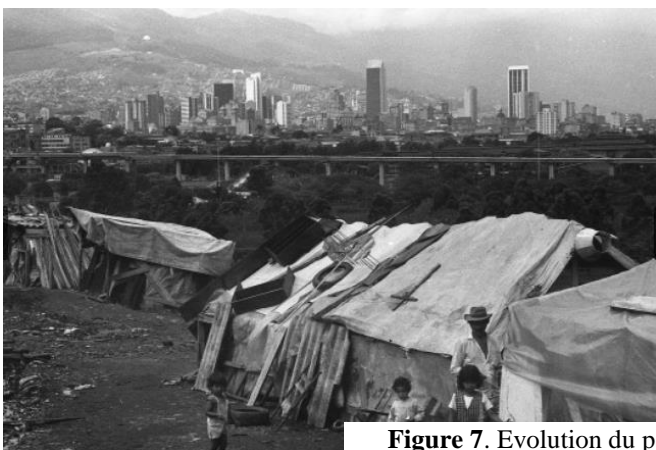


Figure 7. Evolution du paysage au Morro de Moravia.
<https://www.elcolombiano.com/antioquia/obras/en-moravia-el-morro-de-basura-hoy-es-el-mejor-jardin-de-la-ciudad-AF2171983>

¹⁸ Propos de notre interrogée 5: «*Es feo, da miedo porque uno ve gente con cara de malos. Pero esa zonita donde hicieron el jardín, son plantas ornamentales, se ve más seguro. Hay una zona más lejos del jardín que queda muy peligro. La idea del proyecto es atraer turistas. Hay policías vigilando la zona del jardín, pero el barrio queda peligroso, no ha solucionado la situación local.*». Traduit par mes soins en français.

complètement oubliés par la mairie. Selon Vargas et al, (2017), la principale raison de l'implantation de ce jardin répondrait au besoin de réduire la vulnérabilité du territoire face au risque environnemental qu'illustre la présence de métaux lourds et de gaz mettant en danger la santé des habitants. En effet, la présence de la décharge et de déchets divers favorise les maladies, les infections et offre des conditions sociales et environnementales déplorable (odeurs désagréables, présence d'espèces invasives, dégradation du sol etc.). Le jardin semble représenter une solution viable aux problèmes liés à la décharge.

Selon une étude sociale menée en juillet 2015¹⁹, 77% des habitants du Morro interrogés affirmaient que le jardin a amélioré leurs conditions de vie, contre 22% qui pensaient le contraire. En ce qui concerne les arguments des 22% qui considèrent que le jardin n'a pas amélioré leurs conditions de vie, nous retrouvons le fait que celui-ci n'apporte pas beaucoup de bénéfices, que les gens continuent à jeter leurs poubelles, qu'il n'y ait pas d'égalité, que la mairie aurait dû investir dans des habitats dignes, et qu'il y ait des problèmes de réinsertion. Premièrement, si le jardin représente une opportunité de formation et d'insertion professionnelle pour certains, il se peut que pour une partie de la population il ait seulement supprimé leur source d'approvisionnement. En effet, comme déjà expliqué, certains habitants vivaient des déchets présents sur le Morro. Ils les récupéraient, puis les vendaient ou les réutilisaient. Cet élément nous renvoie aux arguments liés à l'égalité et aux problèmes de réinsertion. Les personnes défavorisées présentes sur le territoire doivent compter sur de nouvelles activités pour répondre à leurs besoins. Elles s'étaient adaptées aux caractéristiques de l'espace. Ce dernier ayant subi une transformation, elles doivent à nouveau s'adapter.

De même, l'argument selon lequel la mairie aurait mieux fait d'investir dans des habitats dignes nous renvoie aux conditions locales. Si pour une partie de la population la suppression de la décharge pouvait représenter une priorité, certains s'intéressent davantage au milieu dans lequel ils vivent. La grande majorité des habitats ayant été construit pas les habitants eux même à partir des déchets anciennement présents sur le Morro, nous comprenons que l'habitat soit une priorité pour ces populations.

Dans son analyse, Vargas et al (2017), explique que pour réaliser des interventions il faut implanter un schéma adapté à des programmes de gestion sociale qui permettraient de modifier le paysage et les conditions de la zone pour générer un impact positif pour toute la communauté. Autrement dit, l'intervention de la mairie appuyant une initiative citoyenne a permis d'améliorer la situation d'une partie du quartier de la Moravia. Cependant, un accompagnement et une planification liée à la situation sociale devrait être développée afin d'intégrer un maximum d'habitants aux programmes de développement local. Cette stratégie permettrait notamment la réinsertion de tous les habitants dans des secteurs adaptés aux caractéristiques du quartier. Pour finir, nous dirons que le jardin a permis une inclusion saine des populations à l'espace public. Il a aussi développé le tourisme qui bénéficie à la ville par ses apports économiques. Seulement, nous nous rendons compte qu'un accompagnement et un programme social manquerait au projet. Si certains habitants ont pu bénéficier d'une formation et d'une insertion dans le jardinage, ce n'est pas le cas pour tous, ce qui développe un sentiment d'injustice et d'inégalité au sein d'une même communauté. De plus, l'ambition des jardiniers du Morro de Moravia est la culture d'aliments, chose qui est actuellement impossible étant donné la contamination du sol persistant à cause de la présence en profondeur de déchets plastiques et métalliques.

b. Une transformation urbaine qui efface les mémoires ?

Toujours dans le cadre de l'étude du Morro de Moravia, nous remarquons que le tourisme et les mutations territoriales ont affectés le rapport à la mémoire historique du lieu. Selon Julie Lavielle, la

¹⁹ Enquête sociale effectuée par Vargas et al en juillet 2015 dans le cadre de leur étude sur l'analyse des changements socio-environnementaux dans le Morro de Moravia à Medellin (2017).

mairie souhaite construire « *symboliquement et spatialement une ville qui fait la paix avec son passé* »²⁰. La stratégie adoptée par la mairie serait l'urbanisme social et le développement du tourisme qui permettraient de donner une image de ville sûre et attractive à Medellin. Ainsi, nous retrouvons de nombreux monuments innovants dans les quartiers populaires de la ville. C'est notamment le cas dans le quartier la Moravia qui est intégré à un espace culturel riche s'inscrivant dans le projet touristique de la ville. On y retrouve entre autres l'université d'Antioquia, un musée des sciences et d'autres infrastructures d'intérêts éducatifs et culturels. En effet, l'évolution urbanistique et culturel du quartier a notamment permis à la Moravia de développer le tourisme dans ces espaces « agréables », c'est-à-dire que nous retrouvons les touristes dans le jardin du Morro ainsi que dans le parc de l'espace culturel.

En ce qui concerne la mémoire du lieu et de ses habitants, plusieurs problématiques sont à prendre en compte. Tout d'abord, les espaces de commémoration instaurés par la mairie ne rendent pas compte du statut des habitants en tant que personne vivant dans des conditions précaires et appartenant à un espace marginalisé. Les lieux de mémoire insistent plutôt sur le recueil de témoignage et l'implantation des mémoires dans l'espace. Par « implantation des mémoires », nous nous référons à la création de monuments en hommage aux victimes. Mais concrètement, aucun accompagnement de ces victimes n'est entrepris par la mairie. Bien que le processus de guérison puisse passer par une étape de reconnaissance des faits, nous doutons sur la capacité d'un bâtiment commémoratif à permettre aux victimes des conflits de soigner psychologiquement. Pour Julie Laveille, la mairie en construisant une ville commémorative se concentre sur le passé conflictuel et non pas sur les conditions actuelles de pauvreté et d'inégalité. Selon elle, on « *absorbe la violence en même temps que ses habitants pauvres.* »²¹. Cette expression nous semble intéressante car elle nous renvoie à la complexité liée à la mémoire du conflit armé à Medellin.



Panneau de la mairie à terre. On peut y lire : « Les personnes profitaient de leur vie dans ce lieu. Elles y ont rencontré leurs époux, y ont élevé leurs enfants et ont noué des liens d'amitié dont certains perdurent tandis que d'autres restent juste dans la mémoire. » Au second plan, on peut voir des maisons faites de murs de briques nues recouverts de bâches. © J. Laveille, 2015.

Figure 8. Morro de Moravia

<https://metropolitiques.eu/Quand-Medellin-celebre-ses-pauvres-pourmieux-les-evincer.html>.

En effet, si nous avons compris que la mairie souhaite faire évoluer l'espace urbain, notamment en diminuant la violence et en développant l'activité touristique grâce à la végétalisation, nous nous rendons compte que la mémoire des habitants joue un rôle important dans ce processus. Par exemple,

²⁰ Source : Julie Laveille, « Quand Medellin célèbre ses pauvres pour mieux les évincer », *Métropolitiques*, 21 septembre 2020. URL: <https://metropolitiques.eu/Quand-Medellin-celebre-ses-pauvres-pourmieux-les-evincer.html>.

²¹ Extrait de l'article de J. Laveille : « Quand Medellin célèbre ses pauvres pour mieux les évincer », *Métropolitiques*, 21, septembre 2020. (p.6)

lorsque les touristes découvrent le jardin de Moravia, ils sont confrontés à des pancartes qui retracent l'histoire du quartier. Des photos, des témoignages et des citations y sont notamment visibles. Ceci contraste fortement avec la situation actuelle puisque le territoire a connu un changement drastique. Cependant, par ce procédé, on patrimonialise les pratiques et les mémoires des communautés locales.

De plus, on détruit l'espace physique dans lequel s'inscrivaient ces processus. Les populations sont ensuite déplacées, on monopolise l'espace et on envoie les locaux vivre ailleurs. Sur le plan identitaire et social, ce procédé semble difficile à supporter pour les habitants ayant fait leur vie à Moravia. Il nous semble alors que les transformations territoriales initiées au Morro de Moravia ont permis une amélioration des conditions locales sur le plan sanitaire et environnemental. En revanche, lorsque l'on s'intéresse à des processus sociaux tels que l'appropriation des mémoires ou le développement du tourisme, nous comprenons que les populations locales ne tirent pas nécessairement profit de la situation. En effet, la création de monuments commémoratifs ne permet pas de résoudre les problématiques persistantes au sein du quartier. Installer un chemin avec des pancartes évoquant les violences passées et la pauvreté qui était présente ne permet pas de lutter contre ces mêmes problématiques toujours ancrées dans le quartier de Moravia, mais que l'on a simplement invisibilisé avec le jardin et l'image innovatrice vendue auprès des touristes.

Finalement, nous nous sommes intéressés principalement au quartier de San Javier et de Moravia, deux espaces très différents, mais qui s'inscrivent dans une dynamique territoriale et touristique plutôt similaire. En effet, dans les deux cas, à la suite de nombreux épisodes de violence, la mairie a innové en termes d'urbanisme pour améliorer le cadre de vie des habitants et y implanter une activité touristique. Après analyse, nous en relevons que les intérêts économiques et l'image renvoyée par la mairie et la presse ne s'attardent pas sur les problématiques sociales et économiques de ces espaces jusque-là marginalisés.

La mise en place d'équipements culturels et de monument pour honorer la mémoire des victimes des conflits armés jouent également un rôle dans le développement du tourisme. Nous retrouvons ce procédé au jardin de Moravia, où les touristes peuvent découvrir par l'intermédiaire de pancartes le passé pauvre et violent du quartier. En effet, ces stratégies de développement permettent d'ancrer les mémoires dans l'espace public, mais elles ne permettent pas un accompagnement et une amélioration concrète des communautés. Dans le cas de Moravia, l'aménagement du jardin a également contraint des habitants à quitter le quartier et à s'installer à Pajarito, quartier bien plus éloigné du centre-ville (Laveille, 2020). L'impossibilité de rachat de terres environnantes témoigne notamment de l'emprise encore importante des groupes armés sur ce territoire.

Pour conclure cette partie, nous dirons que la lutte contre l'isolement des quartiers périphériques marginalisés de la ville de Medellin, passe entre autres par le développement d'un urbanisme innovant. En effet, l'urbanisme lié au transport a valu à la ville de nombreuses récompenses ainsi qu'un rayonnement international assurant à Medellin un intérêt touristique. Les transports ayant pour objectif principal de connecter les quartiers marginalisés au centre-ville, nous les entendons comme facteur d'inclusion sociale et territoriale des populations vulnérables. L'afflux de touristes présents dans ces espaces illustre également un intérêt nouveau pour la mémoire des lieux. Ainsi, la mairie a su utiliser la mémoire de la violence pour offrir une image sûre à la ville. En rendant les lieux touristiques plus verts et sûrs, elle influence la presse mondiale à l'évoquer comme espace transformé et ayant fait « la paix avec son passé ». Néanmoins, nous soulevons certaines problématiques liées à ces violences ainsi qu'à la pauvreté sur lesquelles on ne sensibilise pas les touristes et qui sont très peu, voire absent des sujets abordés par la presse.

Face à la pauvreté présente dans certains de ces quartiers marginalisés, certaines communautés, notamment paysannes, cherchent à implanter une activité agricole afin de subvenir aux besoins alimentaires de leur quartier. Comme dans le cas de Moravia, un espace végétalisé permet tout d'abord d'instaurer un climat plus paisible mais aussi plus sain pour les populations. Dans cet exemple, nous

avons notamment vu que l'implantation d'aliments n'était pas possible à cause de la contamination du sol. Nous nous intéresserons à présent à des territoires plus naturels, situés sur les flancs de la montagne. Premièrement, nous aborderons la façon avec laquelle l'agriculture périurbaine est-elle mobilisée pour lutter contre l'isolement des populations. Pour cela, nous verrons quels enjeux politiques en termes d'agriculture concernent ces populations. En d'autres termes, nous traiterons des politiques et initiatives associatives existantes autour de la préservation des « graines natives » de la région. Si nous avons abordé le tourisme comme facteur qui peut effacer ou nier une certaine identité locale, nous verrons à présent que l'industrialisation agroalimentaire et le monopole des semis représente un enjeu important dans la déconstruction identitaire de ces communautés.

B) Une population paysanne qui agit en faveur des communautés isolées

Dans cette partie, nous verrons comment l'agriculture peut-elle représenter un acte politique. Bien que certaines communautés paysannes soient isolées et marginalisées, ces dernières perpétuent des savoirs et connaissances sur les graines et les plantes traditionnelles locales. Nous aborderons alors les graines et l'agriculture comme un héritage patrimonial, une transmission générationnelle qui permet l'accès à des aliments sains. Nous nous intéresserons à l'aspect identitaire des graines locales, ce qui nous permettra de comprendre comment elles peuvent être mobilisées pour affirmer une communauté. En effet, les objectifs politiques liés à l'accès à la terre, aux enjeux écologiques et au traitement des cultures constituent les principales revendications des communautés paysannes américano latines. Pour illustrer nos propos, nous aborderons premièrement l'objectif de conservation du patrimoine agricole exercé par les communautés colombiennes et antioqueñas. Les actions de ces communautés nous permettront dans un premier temps de contextualiser les objectifs politiques de préservation agricole. Enfin, nous verrons que la préservation du patrimoine naturel, impulsée par les communautés paysannes vise aussi à bénéficier d'une reconnaissance. C'est-à-dire que ces dernières étant isolées, cherchent à s'affirmer, à avoir une légitimité en tant que fournisseurs alimentaires de la ville. Notre entretien avec l'Association 3, effectuée par une femme ayant toujours vécu à Medellin et ayant monté l'association « *Las mujeres siempre vivas* », nous permettra entre autres d'aborder ce sujet et ses répercussions sur la ville de Medellin.

1. La préservation de graines pour sauvegarder une identité locale

Tout d'abord, nous savons que depuis le milieu du 20^e siècle, l'industrialisation et la mondialisation sont des processus qui ont profondément transformés les sociétés du monde entier. Ils illustrent notamment un changement dans la façon d'appréhender le territoire, mais représente aussi de nouvelles méthodes dans la production et la distribution des produits agricoles. En effet, le développement d'entreprises agroalimentaires a progressivement remplacé les agriculteurs locaux. Ainsi, une stratégie de production massive favorisant les échanges internationaux et le profit a été mise en place par les systèmes capitalistes. Sans nous concentrer davantage sur l'histoire du changement de paradigme social lié à l'industrialisation du monde, nous nous intéresserons à ses répercussions actuelles sur l'identité ainsi que sur la configuration et l'accès des graines dites « natives » pour les communautés de la région de Medellin. Avant tout, il faut savoir que lorsque l'on parle de graine native²², nous faisons référence à des semis traditionnels, originaux de la région et qui n'ont pas connu un processus de transformation génétique. Ces graines s'inscrivent dans une démarche « écologique » dans le sens où elles ne sont ni traitées, ni transformées. Leur culture dépend de méthodes et de croyances ancestrales qui constituent un héritage culturel pour les communautés locales. En ce sens, nous parlerons d'un patrimoine agricole pour représenter l'enjeu de ces graines au sein des communautés paysannes de la région.

²² Selon le terme espagnol « *semillas nativas* ».

Premièrement, nous nous intéresserons à l'Union International pour la Protection des Rendements Végétaux (UPOV) mis en place en 1961 et adopté par le gouvernement colombien en 1991. Ce dernier a comme objectif principal le renforcement des accords liés à la propriété intellectuelle pour le commerce agricole. Les normes en lien avec les droits intellectuels visent à garantir les intérêts et les droits des propriétaires respectant les traditions des communautés.

Selon le groupe « *Semillas Colombia* », une organisation non gouvernementale créée en 1994, ce régime est complètement paradoxal puisqu'il ne s'appuie pas sur des savoirs traditionnels. En effet, l'association agit en faveur des minorités sociales (afro-colombiennes, amérindiennes) et des agriculteurs qui cherchent le contrôle et la protection des territoires locaux et de la biodiversité que ces derniers représentent. Le groupe a développé diverses écoles de sensibilisation dans le Nord de la Colombie, et mène de nombreuses actions dans le pays. Leur apport à l'information est notamment permis par leur revue « *La Revista Semillas* » disponible en ligne. Ainsi, si le régime appliqué vise à préserver des savoirs traditionnels locaux, il semble qu'il ignore de nombreux droits liés à la propriété intellectuelle. Selon l'association, l'application de ce régime représenterait une « *privatisation des biens communs du patrimoine de l'humanité, des communautés et des peuples.* »²³.

Finalement, la problématique tourne principalement autour de l'accès et de l'approvisionnement lié aux graines natives. Initialement, l'UPOV présentait de réelles ambitions en termes de préservation des savoirs agricoles locaux. Mais depuis son instauration en 1961, elle a connu de nombreuses modifications, notamment en 1972, 1978 et 1991. Selon l'association, ces versions plus récentes ont renforcé les droits des grandes industries et diminuer ceux des autres producteurs. L'UPOV renverrait à un monopole des semis pour les grandes entreprises, au détriment des petits producteurs. L'accès libre des semis est donc remis en cause puisque la propriété intellectuelle des entreprises priverait les petits producteurs, ou même les associations et communautés locales d'accéder à ces semis. Semis que ces mêmes organismes préservent depuis plusieurs générations. Les produits agricoles que nous consommons sont le fruit d'un dur travail d'adaptation au climat et au sol, de transformations saines permises par les agriculteurs et les communautés qui y ont travaillé.

Ainsi, l'UPOV 91 représente pour ces individus une menace. En effet, elle permet une appropriation de la part des entreprises de semis venant des champs d'agriculteurs. On permet aux entreprises notamment de reproduire ces graines, de les transformer puis de bénéficier d'un statut de « *variété découverte* ». A ce moment-là, les communautés ayant travaillées à la préservation de ces semis se voient premièrement refuser la reconnaissance de leurs efforts, mais en plus voient les entreprises privées bénéficier de profits grâce à leur propre investissement. Autrement dit, le long processus de préservation des semis réalisé par les agriculteurs et les communautés bénéficierait aux entreprises privées.

Une autre disposition permise par l'UPOV consiste à permettre d'étendre les propriétés privées de ces semis. C'est-à-dire qu'une entreprise privée peut sélectionner des graines chez un agriculteur, les transformer ou les reproduire, puis demander un monopole de toutes les espèces similaires à celle-ci. Ainsi, les paysans perdent l'accès à leurs propres semis. Premièrement, ils doivent permettre aux entreprises de s'approprier les graines, mais ensuite ils devront payer pour continuer à cultiver leurs propres graines, puisqu'elles seront passées sous la propriété privée de l'entreprise. En effet, nous réalisons que l'UPOV 91 représente une vraie menace pour les cultures paysannes colombiennes. Il appauvrit l'agriculteur quant à sa propriété agricole mais aussi économiquement. Ce qui empêche l'agriculteur de privatiser ses semis, c'est le fait qu'il utilise des semis traditionnels, qui existent depuis longtemps. Selon l'UPOV, le droit de propriété ne peut s'appliquer qu'à des produits qui n'ont jamais

²³ Selon l'article « El despojo de la propiedad intelectual a través del Convenio UPOV 91 » rédigé par le GIDC, Groupe d'investigation en droits collectifs et environnementaux, 2014. Citation traduite en français par mes soins. Article disponible à l'adresse : <https://www.semillas.org.co/es/el-despojo-de-la-propiedad-intelectual-a-trav>

été vendu auparavant. Ce qui explique que les entreprises transforment les produits achetés : c'est ainsi qu'elles peuvent en être propriétaire. Tout d'abord, d'un point de vue social ce mécanisme nous semble creuser les inégalités entre les grandes entreprises et les petits producteurs. Mais en plus de cela, elle incite à la transformation des graines présentes dans la région, ce qui pousse à l'utilisation de produits chimiques, ou à la transformation génétique, processus nocifs pour la santé des consommateurs. Enfin, les lois liées à ce régime interdisent l'échange des semis à caractère privé. Le non-respect de ces lois par les agriculteurs peut leur valoir une amende plus ou moins sévère, et même le risque de finir en prison. L'utilisation d'une graine privée, la conservation de semis sans étiquettes, ou la conservation de semis pour l'année suivante, font notamment partie des choses interdites par l'UPOV sous peine de lourdes sanctions judiciaires.

Finalement, nous dirons que l'UPOV est un système qui vise à privatiser les semis locaux aux grandes entreprises. Cette privatisation conduit à la perte d'une biodiversité locale puisque les produits doivent être transformés pour être privatisés. L'accès des petits agriculteurs en devient limité et ils doivent même payer pour pouvoir s'approvisionner en graines qu'eux-mêmes ont perpétrés. Ainsi, l'UPOV constitue un moyen de faciliter les échanges internationaux ou régionaux dans le cadre du libre-échange, mais creuse les inégalités entre petits et grands producteurs au sein d'un même territoire. Le droit de propriété, si l'on s'en tient à l'histoire de l'agriculture en Colombie, devrait être remis aux paysans et communautés qui les préservent. Cependant, la logique capitaliste favorise la production massive et la distribution des grandes entreprises qui génèrent davantage de profit, au détriment de la qualité de la biodiversité locale.

Dans ce contexte, le groupe « *Semillas* » cherchent à se réapproprier les espaces et les produits liés à leur histoire identitaire. Nous retrouvons également des campagnes associées au mouvement du groupe « *Semillas* », tels que « *Semillas de identidad* » (les semis de l'identité), ainsi que le réseau de semis libres de Colombie (Red de Semillas Libres de Colombia). Dans le cas de l'association « *Semillas de identidad* », on retrouve la volonté de soutenir les communautés noires, indigènes et paysannes qui ont été les gardiennes de la diversité agricole et culturelle colombienne. Elle considère en effet, que les droits collectifs et les pratiques culturelles sont menacés par la Constitution nationale et les lois qui ignorent et vulnérabilisent ces communautés. Pour y remédier, ses principaux objectifs sont notamment de protéger les ressources face à l'implantation des produits génétiquement modifiés, d'ouvrir le débat public et d'informer les organisations locales ainsi que les sociétés. Pour agir concrètement, l'association organise divers ateliers et s'insère dans un réseau ample de corporations et d'organismes à but non lucratif qui sont dans la même démarche politique. La rencontre avec de nombreuses communautés indigènes permet notamment la mise en œuvre d'une déclaration adressée à l'Etat, étant à l'encontre de la privatisation et du monopole du patrimoine agricole colombien. Enfin, elle vise à construire une politique publique dans laquelle les initiatives locales seraient le point de départ.

Tout comme les deux associations que nous avons déjà présentées, le Réseau des Semis libres de Colombie (RSLC) présente les graines comme « *des composants sacrés de la culture, de la souveraineté et de l'autonomie alimentaire des peuples* »²⁴. En effet, comme expliqué synthétiquement, les plantes médicinales et comestibles de Colombie sont le fruit d'un processus long de préservation et riche en connaissances. Les premières populations du pays ayant transmis leurs savoirs à leurs enfants, les graines toujours existantes aujourd'hui sont finalement les conséquences d'un héritage sur des dizaines et des dizaines de générations. On considère par exemple, que les Mayas, peuple ancestrale sacralisait certaines plantes telles que la téosinte, plante d'origine qui a permis l'existence du maïs comme on le connaît aujourd'hui. Leurs méthodes de conservation ont permis la préservation du téosinte que les agriculteurs ont ensuite rendu moins vulnérable aux variations climatiques, ce qui a donné la

²⁴ Selon leur présentation disponible à l'adresse : <https://www.semillas.org.co/es/campanas/red-de-semillas-libres-de-colombia>. Citation traduite en français par mes soins.

plante de maïs. Par ce procédé de transmission des savoirs, de nombreuses méthodes et connaissances concernant les plantes ont subsistées. Le RSLC cherche entre autres à promouvoir ces connaissances auprès des communautés locales. En regroupant divers organismes tels que des ONG, des communautés locales, des collectifs artistiques, des consommateurs et autres ; des initiatives sont impulsées dans le but de défendre les « graines natives » locales. Tout comme l'association « *Semillas de identidad* », l'objectif est de lutter contre la privatisation des graines et de permettre aux colombiens une autoconsommation à base de produits sains et locaux.

Enfin, c'est principalement depuis 2017, que nous remarquons des changements au sein du pays dû à l'acharnement des communautés paysannes quant à la revendication de leurs droits. En 2020, une loi a notamment été votée, visant à faire bénéficier les producteurs paysans, familiaux ou communautaires d'au moins 30% du marché public²⁵. L'Etat a également été chargé de recenser la population paysanne du pays et d'identifier ses difficultés ainsi que ses conditions de travail. Des premiers efforts commencent à émerger et nous laisse plutôt optimiste pour les années à venir. Bien qu'il reste du chemin à faire, nous pouvons affirmer que de plus en plus d'associations et de communautés élèvent leur voix et améliorent progressivement les droits des paysans. Bien que nous ayons abordés le sujet de manière assez générale, en expliquant la situation nationale liée à des politiques globales, nous nous pencherons à présent sur un cas particulier dans la périphérie de Medellin. Il s'agit de l'association « *Las mujeres siempre vivas* », initiée par une femme paysanne dans l'espace rural appelé Veredas, ce dernier nous permettant de comprendre la situation à échelle locale.

2. Une reconnaissance des communautés paysannes

Nous nous intéresserons maintenant à l'agriculture péri-urbaine comme facteur permettant une reconnaissance des communautés paysannes. En effet, comme nous l'avons déjà détaillé auparavant, l'agriculture constitue un héritage pour les communautés locales paysannes. Elle représente des méthodes et savoirs faire ancestraux transmis de générations en générations. La notion d'héritage semble très importante pour les populations paysannes. Elles perçoivent l'activité d'agriculture comme un travail collectif, comme étant la conséquence d'une culture perpétrée. Le Groupe « *Semillas* » décrit notamment le travail de conversion de certaines plantes initialement sauvages en sources d'alimentation. On parle de domestication des plantes qui a nécessité un travail significatif et profond changeant la structure génétique des espèces pour les adapter à la culture agraire. Dans cet état d'esprit, nous verrons comment est-ce que l'agriculture est mobilisée comme stratégie politique par certains groupes. En effet, les communautés paysannes reconnaissent leur héritage et le travail complexe réalisé permettant aujourd'hui de nourrir les populations. Ainsi, elles réclament une certaine reconnaissance, mais aussi des droits leur permettant de continuer dignement leurs activités.

Tout d'abord, nous nous intéresserons majoritairement aux communautés paysannes car ce sont elles les principales concernées par les politiques liées à la culture. De plus, nous avons constaté lors de nos entretiens que la plupart des interrogés, lorsqu'ils évoquent le communautarisme se réfèrent directement à ces communautés paysannes. On évoque notamment la disparition progressive de ces communautés qui se révèle inquiétante puisqu'elles permettent d'alimenter la ville. Selon une mère de famille interrogée, « *C'est réellement difficile parce qu'à la campagne, les pères disent toujours à leurs fils que le travail est difficile, peu payé. Donc ces pères de familles disent à leurs fils d'aller en ville chercher d'autres opportunités.* »²⁶. L'agriculture urbaine en ville se développant principalement grâce

²⁵ Selon le rapport de Grupo Semillas et de Alianza por la biodiversidad, «El campesinado colombiano no se rinde por sus derechos», 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.semillas.org.co/es/el-campesinado-colombiano-no-se-rinde-por-sus-derechos-que-ha-pasado-con-los-derechos-del-campesinado>

²⁶ Propos de l'interrogée 6 lors de notre entretien le 01/03/2021 «*Realmente es difícil porque en el campo, siempre los padres dicen a sus hijos que el campo es muy duro, poco remunerado. Entonces los mismos padres dicen a los hijos que salieran a la ciudad a tener otras oportunidades.*». Traduit par mes soins en français.

à l'influence des paysans y vivant, il faut renouer avec les savoir agricoles et tenter d'impulser un nouvel intérêt pour l'agriculture.

Cette interrogée travaillant au secrétariat du développement durable de la ville de Medellin. Elle s'occupe d'un projet qui s'appelle « *Les écosystèmes de stratégie* » qui consiste à promouvoir l'environnement et l'appropriation sociale liés aux écosystèmes de la ville. Elle travaille régulièrement sur des projets participatifs autour de jardins partagés. Bien qu'elle évoque une crainte quant à la diminution des paysans qui cultivent réellement, elle nous fait comprendre que ceci est lié aux conditions de travail difficiles de ce milieu. Cependant, elle ajoute que cela n'illustre pas un manque d'intérêt de la part des nouvelles générations. Au contraire, elle nous explique même qu'une structure à San Cristobal, commune périphérique à l'Est de Medellin, témoigne de cet intérêt.

Elle évoque notamment l'école Travesias où l'implantation de jardins urbains permet la pratique agricole. Elle représente aussi l'intérêt porté à la jeunesse : « *l'école agro-écologique cherche toujours à inviter des jeunes, pour qu'ils apprennent l'agro-écologie et qu'ils appliquent ces pratiques dans leurs quartiers, avec leurs communautés. Réellement, il y a toujours un nouveau groupe à l'école qui va apprendre et qui se multiplie.* »²⁷.

Si nous évoquons cet aspect c'est tout d'abord parce que nous considérons que la reconnaissance des communautés implique un travail universitaire, scolaire et professionnel autour du sujet. Bien que la plupart des écoles ne bénéficient pas d'un jardin, nous savons que cette université présente des terrains sur lesquels les étudiants peuvent exercer l'agriculture urbaine. De même, l'école agro-écologique permet une formation des jeunes à l'agriculture urbaine, respectueuse de l'environnement et saine. L'université ici, illustre même un moyen d'inculquer des connaissances que les jeunes vont transmettre à leur tour dans leur quartier. Les limites de cette démarche sont en revanche très claires. L'interrogée nous explique qu'un seul professeur est chargé du projet. Ce même professeur doit dédier énormément de temps au maintien et à l'entretien des jardins, il doit parallèlement développer un programme enseignant aux jeunes des méthodes agricoles viables. Selon elle, le professeur est seul dans sa démarche et ne bénéficie même pas d'un soutien, ni d'une coordination avec le ministère de l'éducation.

Cet aspect, un autre entretenu nous en fait part. Il s'agit de l'Association 1, qui nous fait comprendre que même lorsque les professeurs veulent initier des programmes autour de l'agriculture urbaine, ils ne peuvent pas être trop ambitieux car cela leur demande beaucoup de temps, d'investissement et qu'ils ne sont jamais soutenus par les administrations. En effet, l'implication de professeurs pourrait renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté « d'agriculteurs urbains » au sein de la ville. Les jeunes apprenant avec ces professeurs pourraient s'identifier à ces derniers et se sentir appartenir à un groupe qu'ils formeraient avec leurs camarades de formation.

Enfin, si les administrations et la mairie ne reconnaissent pas les initiatives dans le cadre universitaire, elles ne reconnaissent pas non plus les communautés paysannes locales. L'association 3 représentée par une femme engagée pour la cause des communautés paysannes, nous a notamment permis de comprendre les problématiques liées au statut d'agricultrice, mais aussi territoriales liées à l'isolement des quartiers périurbains.

²⁷ Propos de l'interrogée 6 lors de notre entretien le 01/03/2021 « *La escuela agroecología y lo que siempre se busca es invitar a jóvenes, a que aprendan la agroecología y a quien pide hacer prácticas en sus barrios, en sus comunidades. Realmente siempre hay como un grupo nuevo en la escuela que va aprendiendo y se va multiplicando.* ». Traduit en français par mes soins.



Figure 9. Santa Elena

<https://www.eltiempo.com/colombia/medellin/alcantarillado-en-el-corregimiento-de-santa-elena-139964>

Premièrement, il faut savoir que l'association 3 interrogée est représentée par une femme ayant toujours vécue à Medellin, elle vit dans un lieu qu'elle appelle « *las Veredas* » qui se situe sur l'un des lieux les plus hauts de la montagne environnante à Santa Elena (périphérie de Medellin). Elle n'a pas bénéficié d'études car elle s'est arrêtée au primaire et a grandi cultivant la terre avec ses parents paysans. Le problème lié à l'éducation est très fréquent dans les zones périurbaines, d'abord parce que l'accès à un centre éducatif est compliqué, mais aussi parce que les parents venant souvent de la campagne et ayant migrés n'ont pas la culture de mettre leurs enfants à l'école. En tant que fille d'agriculteurs, elle porte un intérêt tout particulier à sa communauté et aux valeurs paysannes. Elle nous décrit son travail d'agricultrice fait avec amour, et nous explique que semer c'est avant tout faire vivre. Enfin, nous comprenons qu'elle a une philosophie très centrée sur l'amour des cultures et des Hommes qui travaillent pour alimenter les populations locales.

Après nous avoir fait part de son attachement pour l'agriculture, elle nous raconte les problèmes auxquels elle et sa communauté tout entière sont confrontées : « *Ici, l'agriculture n'est pas reconnue. Les communautés paysannes ne sont pas reconnues, même pas dans la Constitution colombienne. Non n'apparaissent nulle part, on ne nous mentionne même pas. On n'existe pas. (La mairie de) Medellin parle d'égalité mais ne prend jamais en compte les paysans.* »²⁸.

Elle exprime clairement un mépris de la part non seulement de la mairie, mais aussi du gouvernement qui ne prendrait aucune mesure pour les paysans cultivant sur le territoire colombien. Elle continue ses explications en mentionnant cinq productions principales en zone périphérique qui nourrissent la ville de Medellin en aliments fondamentaux. Selon elle, c'est dans ces productions que se trouve la réelle communauté paysanne. Et pourtant, bien que ces paysans amènent les aliments en ville et nourrissent les populations, on ne leur accorderait aucune légitimité, ni reconnaissance dans le processus de distribution alimentaire local. Cette dernière regrette le fait que des programmes soient mis en place pour aider les grandes parcelles industrielles mais que l'obtention d'un titre de propriété soit difficile à acquérir pour les paysans et impossible à avoir pour les paysannes.

Non seulement elle évoque un manque de reconnaissance et de considération des communautés paysannes, mais elle parle surtout d'une invisibilisation, « *on n'existe pas* ».

²⁸ Propos l'Association 3 lors de notre entretien le 02/03/2021 : « *Acá la agricultura no es reconocida. Las comunidades campesinas no son reconocidas, ni siquiera en la constitución de Colombia. No aparecemos, ni siquiera nos menciona. No existimos. Medellín habla de la igualdad pero nunca cuenta los campesinos como parte de eso.* ». Traduit en français par mes soins.

Selon elle, « *les programmes se focalisent sur l'espace urbain, dans la partie centrale de la ville, là où les nécessités des communautés paysannes ne sont pas visibles. On n'a pas le droit à la santé non plus, nous n'avons pas le statut social qui nous permette d'avoir accès à la santé. Tout ce qui concerne l'accès à la santé, à la qualité de vie (...), comme [nous ne sommes] pas dans la Constitution colombienne, nous n'y avons pas le droit.* »²⁹.

Cette citation nous permet premièrement d'établir un constat territorial qui revient à reconnaître l'intérêt de la mairie pour le centre de la ville. En effet, si nous nous référons à l'aspect touristique que nous avons déjà abordé, le fleuve ainsi que le centre de Medellin constitue les lieux les mieux aménagés et connectés. Ce sont notamment les endroits les plus visités par les touristes. En revanche, il ne nous est pas difficile de comprendre que des lieux isolés dans les montagnes tels que las Veredas ne suscitent que peu d'intérêts de la part de la mairie, entre autres en rapport avec son apport touristique et économique incroyablement faible. Comme nous l'aurons compris lors de nos entretiens, ces communautés se trouvent dans des espaces à hautes altitudes, perdus dans la montagne environnant Medellin. Ils cultivent pour subvenir à leurs besoins alimentaires, échanges des produits entre voisins puis vont en ville pour vendre leurs produits agricoles. Bien qu'ils apportent un stock alimentaire à la ville, ils ne bénéficient d'aucun statut administratif. L'exclusion de cette communauté est notamment exprimée par son accès presque impossible aux structures publiques répondant aux domaines de la santé ou de l'éducation. En plus d'être isolée physiquement et territorialement, cette communauté l'est socialement puisqu'elle ne peut bénéficier d'aides sanitaires ou éducatives.

En effet, le statut de paysan est autre qu'agriculteur. Si les agriculteurs peuvent bénéficier de contrat avec des industries, les paysans sont des personnes qui n'ont pas de statut administratif particulier mais vivent de la culture de leurs terres. Il ne leur est pas interdit de vendre leurs produits, mais ils ne bénéficient d'aucune reconnaissance. Lorsque l'Association 3 affirme qu'ils n'ont pas de droits, ce n'est pas totalement faux puisque l'absence de reconnaissance statutaire leur octroi divers droits tels que celui qui donne accès à la terre. De plus, elle accuse la mairie d'abandonner les paysans en pleine pandémie et regrette de ne pas bénéficier de connaissances informatiques. En effet, elle nous explique que les réseaux sociaux constituent des plateformes d'échanges qui peuvent aider des communautés à s'affirmer et à se revendiquer. Enfin, c'est la nécessité de savoir d'où viennent les aliments qui devrait préoccuper les citoyens. Elle soutient « *[qu'] il y a une ignorance totale pour les paysans.* », ainsi les citoyens ne se demanderait pas d'où viennent leurs aliments, ce qui s'oppose totalement avec l'idée de soutien que réclament les communautés paysannes.

Finalement, dans l'objectif de garantir une reconnaissance de ces communautés et de créer un lien social entre différents groupes, cette interrogée nous explique qu'elle a notamment initiée une association qui s'appelle « *Les femmes qui vivent toujours* » qui vise à sortir certaines mères paysannes du système patriarcal très ancré dans la société colombienne, mais encore plus dans le milieu périurbain – rural. L'association a notamment permis à une trentaine de femmes d'échanger avec beaucoup d'autres groupes de paysannes de la région, mais aussi d'autres régions du pays.

Enfin, l'association liée à la communauté locale a impulsé un referendum paysan pour changer la politique. Il faut savoir qu'un referendum d'initiative citoyenne est un dispositif politique qui permet à des citoyens se réunissant de collecter un nombre de signatures suffisant. Le nombre de signatures nécessaire étant défini par la loi, une fois ces signatures récoltées, le referendum s'enclenche. On peut alors faire voter la population pour l'acceptation ou le refus de mesures proposées. Dans ce cas, le recours à un referendum représente un acte symbolique pour les communautés paysannes qui peuvent enfin prendre en main leur destin, mais il constitue aussi un espoir important en ce qui concerne le changement législatif concernant les paysans colombiens.

²⁹ Propos de l'Association 3 lors de notre entretien le 02/03/2021 : « *Los programas se focalizan en lo urbano, en la parte central de la ciudad donde no se visibilizan las necesidades de las comunidades campesinas. No tenemos derecho a la salud, nosotros tenemos unos estratos tan altos que no nos permiten tener acceso a la salud. Cuanto al acceso, a la salud, a la calidad de vida de las comunidades campesinas, como no está en la constitución de Colombia realmente no tenemos derechos. Estamos haciendo un referendo campesino para cambiar la política.* ». Traduit par mes soins en français.

Pour conclure cette partie, nous dirons que diverses initiatives citoyennes sont développées dans la ville de Medellin, complétant les actions gouvernementales. Premièrement, c'est en termes d'alimentation que nous retrouvons de nombreux programmes gouvernementaux tels que le plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) pour assurer une sécurité alimentaire des populations. Depuis la pandémie de la COVID-19, nous retrouvons aussi des distributions alimentaires organisées par la mairie et le gouvernement. Bien que ces actions soient mises en place, certaines populations sont exclues des programmes et usent de méthodes pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Des initiatives collectives sont notamment développées. Les distributions alimentaires effectuées par l'association des victimes du conflit armé pour soutenir leur communauté réprimée illustre entre autres cet aspect. Ensuite, de nombreuses associations à but non lucratif ont vu le jour afin d'aider les populations exclues des programmes à bénéficier d'une aide alimentaire et/ou à développer leurs propres jardins urbains afin de s'autoalimenter. Deuxièmement, des initiatives sont menées afin de lutter contre l'isolement des populations. En ce qui concerne la mairie, elle a surtout joué autour du rayonnement culturel de la ville en promouvant un urbanisme des transports innovant. Ce dernier permet d'inclure physiquement des quartiers périphériques isolés au centre urbain.

De plus, l'urbanisme innovant de Medellin a permis un intérêt touristique nouveau, érigeant la ville comme espace évolutif et où la violence est en forte décroissance. Finalement, lorsque l'on s'intéresse aux initiatives citoyennes, nous retrouvons des revendications politiques nombreuses. Nous retrouvons notamment un intérêt pour la préservation du patrimoine culturel une identité locale. Ce patrimoine étant notamment représenté par les végétaux et graines natives de la région, de nombreux collectifs luttent afin de préserver ces derniers. Nous trouvons aussi des communautés paysannes isolées vivant en périphérie qui revendique le droit à la terre et une reconnaissance de leur importance dans le processus d'alimentation de la ville de Medellin.

Après avoir mobilisé l'agriculture urbaine comme facteur nourrissant des populations vivant dans un contexte de pauvreté et de conflit, nous nous sommes intéressés aux revendications politiques que cette dernière représente notamment pour les communautés paysannes. A présent, nous nous intéresserons à son aspect thérapeutique répondant à une nécessité des populations à guérir des traumatismes engendrés par les conflits armés.

Chapitre 3

L'agriculture urbaine, une pratique collective facteur d'inclusion sociale

Dans ce troisième chapitre, nous aborderons l'agriculture urbaine comme thérapie de groupe. En effet, dans un contexte marqué par les violences, l'agriculture urbaine permet de rassembler les victimes des conflits armés et de générer un sentiment d'appartenance à un groupe. Ceci crée notamment une philosophie de vie commune partagée entre ces habitants qui leur permet d'échanger sur leurs traumatismes et de cultiver des plantes qui représentent symboliquement la paix. Ainsi, nous verrons premièrement comment l'AU est mobilisée pour soigner les populations ayant été victimes des conflits armés. Pour cela, nous nous pencherons sur les espaces touchés par ces violences où la capacité des jardins urbains permet de consolider les communautés. Ensuite, nous verrons comment ces dernières reconnectent avec la nature pour faire le deuil. L'AU est aussi mobilisée par les déplacés ruraux pour se réapproprier l'espace public et ainsi trouver refuge. Ces communautés peuvent de ce fait reconnecter avec leur héritage rural et paysan en pratiquant l'activité de leurs ancêtres. Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à la place des femmes dans ces conflits. Effectivement, les jardins représentent pour un bon nombre d'entre elles un espace d'expression dans lequel elles peuvent partager leurs expériences et leurs blessures post-traumatiques. Leur implication dans le développement de l'agriculture urbaine représente également une forme de lutte contre le patriarcat colombien. L'accès à la terre et le travail effectué permet d'accéder à une certaine indépendance et à se réapproprier le rôle de la « femme » dans la société.

I. Des croyances et savoirs échangés pour faire abstraction de la violence

C'est premièrement dans une démarche thérapeutique, presque médicinale que nous allons aborder l'activité d'AU. Effectivement, nous l'évoquerons comme une activité remède qui permet à des personnes ayant vécu des traumatismes de dédier de leur temps à un loisir qui leur plaît et les connecte à la nature. Si nous utilisons le terme « soigner », nous ne pouvons néanmoins pas prétendre que l'AU permette à elle seule de guérir psychologiquement des victimes du conflit armé. Cependant, elle représente une action collective qui permet de se déconnecter des pensées négatives et de façonner une nouvelle philosophie de vie autour de l'entraide et du partage. Dans notre étude, nous aborderons alors l'AU comme partie intégrante d'un processus de guérison. Ainsi, nous parlerons premièrement de sa capacité à consolider des liens sociaux et communautaires. Puis, nous verrons comment est-ce qu'elle permet à des populations rurales ayant été déplacées, de trouver un refuge physique mais aussi psychologique.

A) Des jardins qui consolident les communautés

Ainsi, nous nous intéresserons à l'AU comme facteur permettant de consolider des liens sociaux. Les échanges permis entre les individus lors de la pratique de cette activité nous renvoient d'abord à un lieu d'expression dans lequel chacun est libre de se livrer. Aspect que nous aborderons plus précisément dans une autre partie de notre analyse. Cependant, ces échanges créent des liens entre les différents agriculteurs urbains qui se retrouvent régulièrement (une à plusieurs fois par semaine) et grandissent, évoluent autour d'une philosophie spécifique à l'agriculture. En effet, le fait d'œuvrer pour la même cause à fréquence régulière et avec les mêmes personnes permet de développer une façon de penser qui favorise l'échange et le partage entre ces individus. Nous abordons cet aspect comme « soigneur » car nous estimons qu'il est bénéfique à un développement personnel et communautaire des individus.

1. Une pratique qui renforce le lien social

D'abord, nous estimons que l'appartenance à un groupe permet de lutter contre l'isolement des habitants puisqu'elle permet de réunir différentes personnes autour d'un objectif commun. Selon une étude quanti-qualitatif de Gallego et al, menée auprès de 86 jardins urbains de Medellin, dans 30% des cas, la population se réunissant autour de l'AU exercerait cette activité pour créer des liens sociaux.

L'objectif serait alors de créer un espace d'enseignement et d'échange articulé autour d'ateliers, de conversations ou d'autres processus de formation.

Nous comprenons bien l'intérêt communautaire que représente l'AU. En effet, selon le même rapport, 19% des jardins étudiés sont communautaires, c'est-à-dire qu'ils surgissent d'une initiative collective, regroupant au minimum deux personnes de la même communauté. Lorsque nous nous intéressons aux motivations des agriculteurs urbains, 57% répondent pratiquer cette activité pour privilégier les échanges. Nous comprenons le processus d'interaction sociale comme centrale dans le développement de l'AU. Mais les habitants ne se réfèrent pas seulement aux échanges de conversations, il s'agit également d'échanges de semis que l'on fait circuler pour garantir leur conservation. Lors de nos entretiens, l'aspect de découverte et de recherche est aussi évoqué. Les interrogés nous parle notamment de « pratiques test » que l'on adapte progressivement aux sols et aux végétaux que l'on cultive.

Le fait de rechercher une situation, un traitement idéal pour le développement des plantes constitue un travail collectif intéressant. Les individus évoluent ensemble et par la même occasion font évoluer leurs pratiques agricoles. Le jardin urbain devient ainsi un lieu d'échange et de reconnaissance communautaire. Des activités peuvent être développés dans cet espace qui regroupe et unie les habitants. L'un de nos interrogés évoque notamment « *[qu'] après la pandémie, je crois que c'est devenu encore plus clair. La cuisine, les jardins, la danse, la fête sont importants pour former une communauté* »³⁰. Ainsi, on place le jardin comme objet culturel au même titre que la cuisine ou les fêtes traditionnelles. Dans ce sens, nous comprenons que l'AU est centrale dans la construction identitaire et communautaire des habitants.

L'aspect qui revient très souvent lorsque l'on pense à l'AU comme facteur culturel et permettant le développement de communauté, c'est notamment la capacité qu'elle a à permettre des échanges de connaissances. Pour les agriculteurs urbains, il semblerait que le savoir représente un outil primordial pour l'exercice de l'agriculture. On construit notamment des relations autour de ces connaissances que l'on échange entre générations et entre individus appartenant à un même groupe. Selon Gallego et al, l'agriculture agroécologique, c'est-à-dire qui est respectueuse du sol et prône des valeurs durables et sociales, nécessite une quantité de connaissances assez importante. Des savoirs notamment en ce qui concerne les cycles de production, de reproduction et de récolte des aliments sont primordiaux pour l'exercice de cette activité. Ainsi, nous pouvons considérer que l'AU, pour fonctionner nécessite ces échanges de connaissances entre les individus des communautés, c'est entre autres ce qui permettrait le fonctionnement des jardins et la récolte abondante d'aliments.

Dans un contexte de préoccupation pour l'environnement, nous retrouvons également des agriculteurs urbains qui cherchent à intégrer de nouveaux acteurs dans ces schémas de production alimentaire sains. Ces derniers souhaitent sensibiliser et échanger avec l'autre afin de l'inclure dans ce mode de consommation plus respectueux. L'AU, lorsqu'elle est développée dans un contexte d'agroécologie, (ce qui est le cas dans la majorité des jardins urbains de Medellin), permet de produire des aliments tout en respectant l'environnement local, la biodiversité et les sols sur lesquels elle s'intègre. Ainsi, elle représente une activité complexe et complète qui mobilise des savoir divers et variés. Lorsque l'on se réfère à des échanges entre agriculteurs urbains, on parle des connaissances mais aussi des outils de jardinage, de l'aide comme « main d'œuvre » apportée, de la mobilisation de plusieurs personnes afin de développer un projet commun. L'espace mobilisé pour cette activité en devient comme un territoire de résistance et de transformation que les communautés gèrent et impulsent comme bon leur semble.

³⁰ Propos de l'Association 1 lors de notre entretien le 04/03/2021 « Después de la pandemia yo creo que se ha volvi6 más claro. La cocina, la huerta, el baile, la fiesta son importantes para hacer una comunidad. ». Propos traduits en français par mes soins.

Finalement, nous parlerons d'espaces agricoles développés par les communautés de Medellin, qui prône des échanges divers entre les individus, intègre différentes personnes autour d'un espace et d'un projet commun, mais qui développe aussi une philosophie de vie que tout le monde partage. La sensibilisation et l'héritage que constitue les connaissances agricoles léguées aux nouvelles générations font notamment partie des échanges qui proviennent de l'AU.

2. Une philosophie de vie pour construire une communauté unie

Maintenant que nous nous sommes intéressés à l'AU comme productrice de lieux d'échanges importants, nous verrons comment les communautés réunies développent une philosophie de vie commune. Ainsi, nous considérerons que l'AU est productrice d'un bien être mental. L'aspect thérapeutique viendrait principalement du fait que l'AU est une activité qui développe un espace vert et donc offre un cadre naturel aux habitants. Ce cadre naturel avec de la végétation et un écosystème qui se développe serait un facteur d'épanouissement et surtout un facteur à prendre en compte dans la santé mentale des individus (Amerigo et al, 2013).

Dans la majorité de nos entretiens, cet élément revient. L'une de nos interrogés évoque notamment comment elle a vécu son expérience d'AU : « *Quand je vivais avec ma mère, on se mettait à jardiner ensemble le matin, elle avait une croyance selon laquelle on doit faire certaines choses avec les plantes quand il y a la pleine lune. C'était un moment très chouette pour échanger et c'était comme une thérapie parce que ça nous relaxait beaucoup. (...) C'est comme un pouvoir qu'ont les plantes.* »³¹.

Cette citation nous permet d'appréhender l'AU comme une activité qui est relaxante, mais aussi qui engendre certaines croyances. Il y a un côté presque mystique dans ces propos, on parle de « *croyance* » et de « *pouvoir* ». C'est comme si l'activité de l'AU avait une certaine capacité à déconnecter les gens de la réalité, à leur permettre de faire le vide dans leur esprit et donc d'apprécier le moment présent partagé avec leur famille ou communauté sans se soucier de leurs problèmes personnels. Une autre interrogée désigne aussi « *le travail de la terre [comme] (...) une thérapie, comme un processus pour voir la vie différemment* »³². Encore une fois la perspective offerte par l'AU semble être quelque chose de bien plus profond que le simple fait de récolter des aliments, il existe une réelle philosophie derrière cette activité symbolique.

Rapidement, nous verrons à présent comment l'AU peut-être un acte symbolique, presque religieux pour certaines personnes qui la pratique. En effet, la plupart de nos interrogés la considère comme thérapeutique, politique et profondément symbolique. Selon l'un d'entre eux elle représente un acte spirituel qui permet de renouer avec la nature : « *L'AU c'est pluridisciplinaire. Tu t'inclines vers la terre, ce que font les religieux. Le fait de s'incliner, c'est donner du respect, c'est ça qui est pédagogique.* »³³.

La relation entre le fait de s'incliner vers la terre et le fait que ce soit pédagogique peut notamment provenir du respect que les agriculteurs développent pour l'environnement. Dans une démarche agro-écologique, l'agriculteur doit veiller à la qualité des sols, à l'équilibre de l'écosystème et effectue son travail selon les nécessités des plantes et de l'environnement qu'il travaille. En effet, les croyances autour de l'agriculture existent depuis des siècles. En Amérique latine, les premières communautés indigènes telles que les Aztèques, avaient déjà des pensées religieuses qui tournaient beaucoup autour de la plantation et de la récolte des aliments. Nous pouvons ainsi considérer certaines croyances comme un héritage culturel.

³¹ Selon les propos de notre interrogée 5 lors de notre entretien le 24/02/2021 : « *Cuando vivía con mi mamá, nos poníamos a jardinear juntas en la mañana, ella tiene la creencia como que hay que hacer cosas con la plantas cuando la luna esta llena. Era un momento muy chévere para compartir y era como terapia porque era muy relajante. (...) Es como el poder de las plantas.* ». Traduits en français par mes soins.

³² Selon les propos de notre interrogée 1 lors de notre entretien le 24/02/2021 : « *Se trabaja porque trabajar la tierra es una terapia, como un proceso de mirar la vida.* ». Traduits en français par mes soins.

³³ Selon les propos de l'Association 1 lors de notre entretien le 04/03/2021 : « *Es pluridisciplinario. Te inclinas hasta la tierra, lo que hace la gente religiosa. Al inclinarse, usted está respetando, eso es la pedagogía* ». Traduit par mes soins en français.

3. Un acte politique déployé par un groupe ayant des objectifs communs

Selon l'un de nos interrogés, l'AU n'est pas seulement spirituel dans le sens proche du religieux, c'est aussi un acte profondément politique qui fortifie les communautés.

« *[Dans notre association], nous voulons réussir à produire des chansons qui parlent du quartier où les adultes et les enfants chantent ensemble. On crée notre hymne. Ce sont les petites histoires qui forment le territoire. Quand tu invites à semer, tu fais un pacte, tu donnes la vie. (...) Le micro-territoire, l'espace du quartier, nous sommes en train de l'imaginer. De cette façon nous construisons le pays.* »³⁴.

Dans le cas de cette association qui développe des activités culturelles et artistiques autour de l'AU, bien que la chanson soit l'exemple illustrée, il faut savoir que l'espace dans lequel tout se déroule est le jardin communautaire. Ce dernier devient un lieu de rencontre et d'échanges que nous pouvons construire à notre image. A partir de cette citation, nous comprenons l'AU comme un processus qui permet de donner vie à un projet et à des êtres vivants représentés par les plantes, mais qui accorde aussi les communautés sur une construction symbolique du territoire. « *Construire le pays* » par l'intermédiaire de l'AU nous renvoie ainsi à un acte politique. Pour une partie de nos interrogés, cette activité est un outil qui permet aux citoyens de façonner le territoire selon leurs nécessités, de cette façon, ils peuvent se réapproprier l'espace dans lequel ils vivent.

Selon le réseau des agriculteurs urbains de Medellin (RHM), l'alimentation est un acte politique « *quand on prend conscience des processus de production des aliments que nous consommons, de leur provenance, des conditions de travail des personnes qui les produisent, des distances et des formes de transport, et même, des possibles maladies qui présentent un risque pour notre santé et celle de l'environnement* »³⁵.

Cet aspect est sans doute le plus important lorsque l'on se réfère aux enjeux de l'alimentation et de l'agriculture. Les conséquences des activités humaines ayant toutes un impact sur l'environnement et la santé publique, l'agriculture ne fait pas exception. En effet, l'intérêt des agriculteurs à produire sans pesticides et OGM, à vendre leurs produits par l'intermédiaire de circuits-courts font partie des modes de production et de vente qui permettent de respecter la nature et les consommateurs. Si la pratique de l'agriculture représente un enjeu politique, c'est entre autres parce qu'elle est primordiale à la vie des populations qui doivent être nourrie. Les notions de souveraineté alimentaire et de dépendance alimentaire y font notamment référence. Ainsi, pour les territoires et communautés, l'objectif est de ne pas dépendre de l'importation mais de réussir à produire suffisamment de nourriture qui soit saine et variée.

De plus, d'après l'un de nos interrogés, l'AU serait même mobilisée par les partis politiques de gauche pour gagner des voix lors des élections. Nous comprenons ainsi que l'AU représente un enjeu en termes d'alimentation mais aussi en politique. Dans un contexte où de nombreux habitants souffrent de malnutrition, les politiciens peuvent mobiliser cette activité pour illustrer leurs ambitions politiques concernant l'alimentation.

³⁴ Selon l'Association 1 lors de notre entretien le 04/03/2021 : « *Queremos volver una canción que hable del barrio en la cual los adultos y los niños van cantando juntos. Hacemos nuestro himno. Estas historias chiquitas del territorio. Cuando invitas a sembrar, estás haciendo un pacto, estas dando vida. (...) El micro territorio, el espacio del barrio, lo estamos imaginando, pues ¿qué necesitamos? Así nosotros construimos el país.* ». Traduit par mes soins en français.

³⁵ Citation récoltée dans le Manifeste Red huerteros Medellin, Semer des mondes durables et solidaires, 2017 : « *Consideramos la alimentación como un acto político, cuando hacemos consciente el proceso de producción de los alimentos que consumimos, su procedencia, las condiciones laborales de las personas que los producen, las distancias y formas de transporte, al igual que las posibles afecciones que puedan poner en riesgo nuestra salud y la del medio ambiente.* ». Traduit par mes soins en français.

Finalement, nous considérons que l'AU développe une philosophie de vie, ou du moins fortifiée des croyances et espérances chez certaines populations. De ce fait, nous pouvons la comprendre comme un phénomène social renforçant les liens communautaires autour de savoirs échangés, d'une spiritualité et d'objectifs politiques communs. Dans une autre mesure, l'AU peut présenter une stratégie politique pour lutter contre la faim.

B) Une aide pour les victimes des groupes armés

Nous verrons à présent que l'AU constitue une aide pour les déplacés des milieux ruraux. Tout d'abord, l'AU est une activité communautaire qui permet de rassembler des habitants autour d'un objectif commun. Ainsi, elle représente une réappropriation de l'espace par ces mêmes communautés. Dans le cas des réfugiés ruraux, il peut s'agir d'un refuge physique mais aussi psychologique.

1. Un moyen de trouver refuge pour les déplacés ruraux

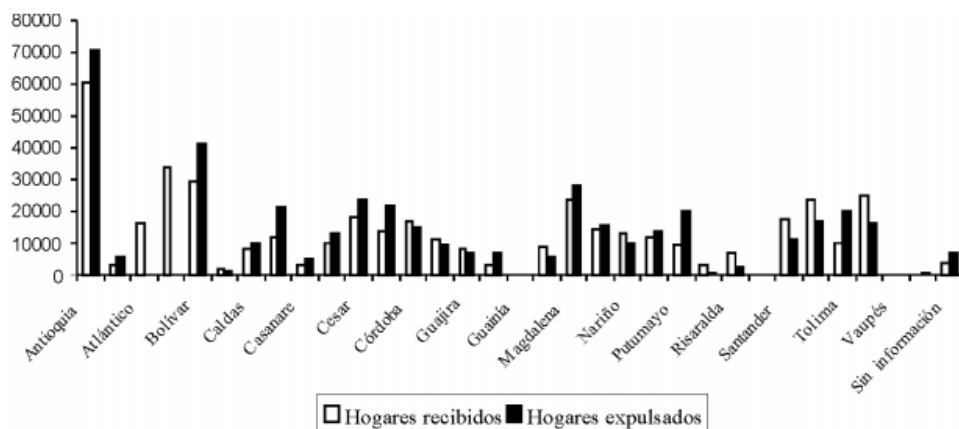
Pour commencer, nous considérons l'agriculture urbaine comme un refuge physique pour les populations rurales déplacées à cause des conflits armés. En effet, dans la majorité des cas, les habitants ruraux vivaient essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Ces dernières étant leur activité économique, ils comptaient sur des terres et parcelles agricoles léguées de père en fils. Non seulement ces terres représentent un héritage riche en ressources naturelles et au potentiel économique intéressant, mais elles sont aussi pour les populations des espaces symboliques, représentatifs de la réussite économique et sociale de leur famille.

Finalement, avec l'explosion des groupes armés et du trafic de drogue (principalement de la cocaïne), des terres reculées et étendues étaient requises pour développer la culture de coca. De même, le fait d'être propriétaire d'un terrain permet de contrôler un vaste espace et donc de gagner en influence sur le territoire. Les groupes armés penchent pour cette stratégie et commencent à piller les agriculteurs et paysans pour leur voler leurs terres agricoles et les virer ou les tuer. Nous retrouvons spécialement dans la région d'Antioquia de nombreux groupes narco-paramilitaires (comme *le clan du Golfe* ou le groupe *Los Caparros*). Des groupes armés illégaux qui visent à s'enrichir grâce au trafic de drogue et à la gestion d'entreprises illégales, principalement dans le domaine de la mine. Ils sont dangereux car ils massacrent, assassinent, et provoquent des extorsions ainsi que des déplacements forcés.

Nous parlons des violences au passé, mais il faut garder à l'esprit le fait que ces groupes subsistent toujours et commettent un nombre de mort qui reste important chaque année (on compte par exemple 299 homicides dans le département de Bajo Cauca (Antioquia) en 2019)³⁶.

La figure 10 nous permet notamment d'illustrer le fait que la région d'Antioquia est la zone colombienne où les conséquences des conflits armés sont les plus fortes. Effectivement, c'est la région où nous retrouvons le plus de déplacés forcés par les conflits armés (illustré par les colonnes noires), mais c'est aussi la région qui accueille le plus ces déplacés ruraux (illustré par les colonnes blanches). Ces derniers sont comptabilisés par rapport au nombre de foyers qui ont été expulsés et reçus. Nous ne pouvons donc pas prendre en compte les chiffres indiqués comme un nombre de personnes, mais bien comme un nombre de familles déplacées. Ainsi, nous pouvons en conclure que les habitants quittant l'espace rural qu'ils ont été contraints de fuir vont se réfugier principalement dans les pôles urbains de la même région (Antioquia). Medellín représente l'une de ces principales destinations.

³⁶ Selon l'article de la *Semana* « Vague de violence : trois personnes sont assassinées dans la campagne d'Antioquia », publié en 10/2020. Consultable à l'adresse : <https://www.semana.com/nacion/articulo/ola-de-violencia-asesinan-a-tres-personas-en-zona-rural-de-antioquia/202021/>



Fuente: Acción Social, 2006.

Gráfico 4. Colombia: departamentos expulsores y receptores de hogares desplazados acumulado, 1995-2006

Figure 10. Départements colombiens de sortie et d'arrivée de déplacés ruraux
<http://www.scielo.org.co/pdf/le/n66/n66a1.pdf>

Enfin, une fois que les habitants ruraux ont été confrontés à la violence, ou qu'ils ont été contraints de fuir à cause des groupes armés, ils viennent principalement se réfugier en ville. D'abord parce que l'espace urbain est perçu comme un lieu développé, aux opportunités professionnelles et éducatives plus importantes, mais aussi parce que ces personnes doivent recommencer leur vie de zéro. Ils fuient les lieux de campagne avec le strict minimum. Dans le conflit, ils ont tout perdu. Dans ce contexte, l'AU apparaît comme un refuge physique car le développement de cette activité dans le nouveau lieu de vie permet aux agriculteurs de sensibiliser leur corps et leurs sens à nouveau au travail de la terre. Après avoir perdu les parcelles sur lesquelles ces derniers ont travaillé la terre et cultivé toute leur vie, ils retrouvent leurs anciennes sensations et habitudes grâce à l'agriculture développée dans l'espace urbain qu'ils habitent à présent. Selon Garzon, l'AU serait le fruit de migrations de populations rurales, arrivant en ville dans le but de trouver des opportunités économiques (2005).

Nous ne pouvons pas nier que l'arrivée de ces populations traduit aussi un souhait de reconstruire leur vie et donc de pratiquer le seul travail qu'ils connaissent, mais nous considérons qu'avant tout cette activité leur permet de s'alimenter et de reconnecter avec leur ancienne vie. Bien entendu, ils arrivent dans un contexte de pauvreté, l'AU peut donc représenter un moyen de subvenir à ses besoins vitaux et de nourrir son foyer. De plus, les échanges permis entre les individus lors de la pratique de l'AU favorise le développement de communautés paysannes qui se retrouvent dans la même situation, dans un espace urbain qu'ils ne connaissent pas, voire très peu. La solidarité entre ces habitants et l'échange de savoirs autour de l'AU permet aussi une amélioration de leurs conditions de vie. Malgré leur situation précaire, ils peuvent continuer à transmettre leurs connaissances agricoles. Dans ce sens, nous entendons l'AU comme un refuge physique pour ces populations. C'est un espace qui représente leurs anciennes parcelles et leur permet de perpétuer certaines traditions agricoles. Nous aborderons à présent l'aspect plus spirituel et psychologique de cette activité pour les personnes ayant fui la violence des campagnes.

2. Une réappropriation de l'espace pour faire le deuil

Comme évoqué, l'AU représente non seulement un refuge physique pour les déplacés ruraux, mais aussi une thérapie. Dans le cas où elle honore les mémoires des disparus et permet un soutien psychologique des populations, nous l'abordons comme thérapeutique face aux traumatismes subis par les victimes des conflits.

Tout d'abord, il faut savoir qu'à leur arrivée en ville, les déplacés ruraux sont profondément choqués et marqués par la violence dont ils ont été témoin de loin ou de près à la campagne. Ayant parfois perdu des proches, ces derniers sont endeuillés et dans une situation précaire difficile. De même, bien que nous nous soyons intéressés aux déplacés ruraux, nous retrouvons des populations urbaines qui sont-elles aussi marquées par la violence et endeuillées. Afin de se soigner psychologiquement et d'accepter la disparition ou la mort d'un proche, des associations et communautés se sont réunies afin de dénoncer leur situation mais aussi de se soutenir. Ainsi, des actions ont été développées. Nous retrouvons par exemple le fleurissement de quelques cimetières présents dans la ville. Bien que les corps des proches disparus ou morts ne soient pas toujours retrouvés, les familles symbolisent la disparition par une pancarte où l'on retrouve au moins le nom du défunt.

Dans le même état d'esprit, des actions ont été menées autour de « *la escombrera* ». A Medellin, le lieu connu sous ce nom, se réfère à une décharge composée de déchets industriels située en périphérie, à l'Est du centre urbain. Ce site a connu une transformation progressive, notamment avec le développement des conflits armés. Ainsi, elle représente aujourd'hui la fosse commune la plus importante de Colombie. Signifiant « dépôt », la escombrera est au centre des revendications de nombreuses associations et communautés ayant perdu des proches. On estime à plus de 300 le nombre de personnes y étant enterrées (Ramirez, 2017). Au cœur des revendications, l'association *Agroarte* agit au côté d'habitants de la comuna 13 San Javier afin de faire le deuil des personnes disparues, mais aussi de dénoncer les violences subies par les communautés locales. L'un de leur membre nous explique :

« Depuis la fin de l'année 2002, 23 opérations militaires appuyées par l'armée, la police et des organisations paramilitaires ont eu lieu à la comuna 13 de la ville de Medellin. (...) A partir de là, se sont élevées des voix de protestation au sein de la communauté, ceci à cause des constantes violations des droits humains et de l'augmentation des dénonciations de personnes disparues. Nous craignons que ces personnes soient enterrées sous des dizaines de cadavres dans le lieu connu comme la escombrera. Des organisations et des collectifs, à partir d'expressions artistiques ont réalisés des commémorations face à la problématique des disparitions forcées non seulement à Medellin, mais dans tout le pays. Ces actions exigent vérité, dignité et justice. »³⁷.

Selon un entretien passé avec le chercheur Naef, il explique aussi :

« Avec un groupe de huit dames, des mères ou grands-mères de disparus, nous avons commencé à planter des plantes médicinales dans certaines zones proches de l'escombrera. Nous cherchions à créer des espaces de rencontre dans la ville à travers un travail productif, un travail de défense du territoire, un travail de mémoire. Nous avons été les premiers à parler de l'escombrera, on a rendu ça public »³⁸.

Dans ce cas, l'AU est clairement illustrée comme une activité permettant la commémoration de proches disparus permis par le rassemblement d'individus autour d'un travail de transformation territoriale. La mobilisation du territoire en vue de dénoncer et de rassembler a même permis de rendre ce sujet public et de créer un engouement autour de ce qui a pu se passer à la escombrera. Un projet a été développé par l'association, visant à transformer des dépôts sauvages de déchets en plantations de végétaux médicinaux et ornementaux.

³⁷ Propos de l'Association 1 lors de notre entretien : « *De finales del 2001 hasta el 2002, se desarrollaron 23 operaciones militares en convivencia del ejército, la policía y organizaciones paramilitares en la comuna 13 de la ciudad de Medellín. La más mencionada fue la operación Orión. A partir de allí se generaron voces de protesta dentro de la comunidad, debido a las constantes violaciones de los derechos humanos y el incremento de denuncias de personas desaparecidas. Se teme que muchas de estas personas están sepultadas bajo decenas de escombros en el mismo sector conocido como la escombrera. Organizaciones y colectivos, desde expresiones artísticas han realizado conmemoraciones en torno a la problemática de la desaparición forzada no solamente en Medellín sino en el país. Estas acciones están plagadas de exigencia de verdad, dignidad y justicia.* ». Traduit par mes soins.

³⁸ Propos récoltés dans l'article de Naef, « L'escombrera de Medellin », *Géographie et Cultures*, n°105, 2018, p.10.

Des lieux symboliques, rendant hommage aux mémoires des disparus sont végétalisées par les communautés. Comme le veut la tradition, des fleurs sont souvent déposées. Mais nous retrouvons également des actions de plantation en terre pour verdifier le lieu, c'est une manière de rendre hommage. On mobilise de cette façon l'espace public pour dénoncer les violences et le deuil dans lequel se retrouvent de nombreuses familles. Le cimetière de la América présent dans la Comuna 13 de Medellín illustre bien nos propos. Il s'agit d'un cimetière qui a été transformé par les habitants grâce à des activités artistiques. A présent, les habitants nomment ce lieu « *la galerie vivante* », comme si les morts présents étaient devenus des œuvres d'art.

Selon l'un de nos interrogés « *Ses murs et jardins sont habités par les absents qu'ont laissés les violences dans la Comuna 13 et revivent dans les centaines de visiteurs qui parcourent le lieu chaque semaine. La galerie vivante est la forme de rendre visible la mémoire du territoire, des personnes qui reposent ici, mais c'est aussi les centaines de disparus qui réclament leur histoire dans la escombrera, où reposent plus de 300 personnes victimes de disparition forcées.* »³⁹.

Le message nous semble plutôt clair : le fait de verdifier le lieu permet de rendre hommage aux disparus mais aussi de recueillir les nombreux survivants qui pleurent encore la mort ou la disparition de leur(s) proche(s). La combinaison de l'art (peinture murale) et de l'AU permettent notamment une harmonisation de l'espace. Nous retrouvons aussi le nom des victimes sur des pots de plantes. C'est une façon de faire renaître par la forme végétale des êtres perdus. Cela consiste en une thérapie très spirituelle et symbolique. La figure 11 nous permet notamment d'illustrer nos propos.

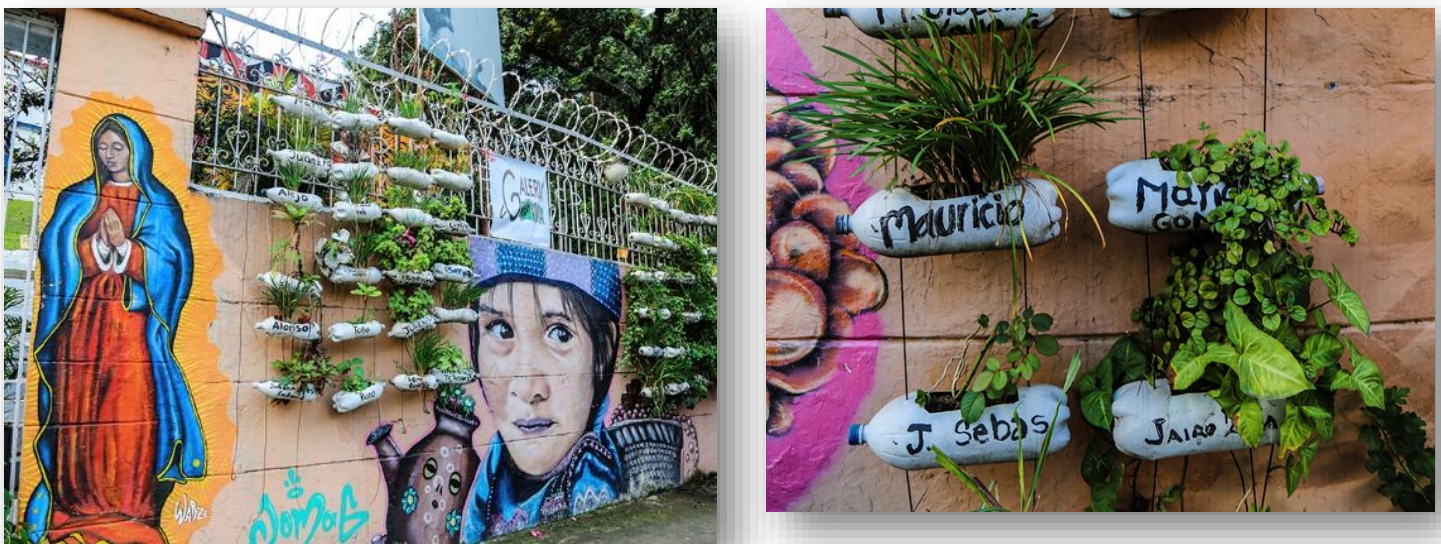


Figure 11. Cimetière de la Comuna 13 – San Javier
<https://revista.comfama.com/comuna-13-tinen-memoria-vida-color/>

³⁹ Propos de l'Association 1 lors de notre entretien : « *El cementerio de la América en Medellín es el primer cementerio pintado con murales a nivel latinoamericano. Sus paredes y jardines son habitados por los ausentes que ha dejado la violencia en la comuna 13 y revive en los cientos de visitantes que recorren el lugar cada semana. La galería viva es la forma de visibilizar la memoria del territorio, de las personas que reposan en el terreno, pero también los cientos de desaparición que reclaman su historia en la escombrera, en donde aún reposan más de 300 personas víctimas de desaparición forzada, que se suman a 6809 homicidios en toda la ciudad a raíz de las operaciones militares. La galería articula el cementerio a otros espacios de construcción colectiva: un trabajo en red con instituciones educativas vecinas, con más de 1300 estudiantes, espacios culturales y formativos con el parque biblioteca, y varias organizaciones sociales y de base. Este proceso incentiva la producción de memoria histórica afianzando capacidades investigativas en los habitantes del territorio para la construcción de la memoria social desde la comunidad. Este proceso transforma la concepción del duelo y la muerte, mediante la elaboración ritual del dolor, para lograr un acompañamiento, una visión del duelo colectivo, recuerdo desde la vida para dignificar la memoria del ausente, y lograr la memoria histórica viva en el territorio en el trabajo intergeneracional y alternativo.* ». Traduit par mes soins.

Un projet impulsé par les mêmes collectifs a également permis la réappropriation d'espaces publics pour consolider les communautés et guérir ces dernières des violences subies. Il s'agit du projet nommé « *Cuerpos gramaticales* » (Corps grammaticaux) que l'association définit elle-même comme « *action politico-artistique* ». Depuis 2014, cette prestation a déjà pris forme dans divers lieux du monde, on retrouve notamment Manizales, Ituango, Tumaco, Bogota et Medellin (Colombie), mais aussi à Barcelone, Gernica (Espagne) et Paris (France). Le projet aurait réuni environ 600 personnes et plus de 150 organisations de victimes, défenseurs des victimes et de victimes elles-mêmes.

Notre entretenu appartenant à l'association *Agroarte* définit cette action comme une « *opération artistique, une action de corps qui gardent une histoire avec des cicatrices qui restent dans ce corps, ceci est l'histoire de ce lieu, de ce pays. On parle des douleurs, c'est une expression grammaticale. Le corps est un langage pour parler à la société et raconter une histoire douloureuse, un pardon, une lutte, une résistance, un espoir.* »⁴⁰.

En effet, l'objectif de cet exercice est de préparer sur une place publique des tas de terre dans lesquels des survivants du conflit vont se planter, elles plantent littéralement leur corps en terre jusqu'à la taille et cela durant six heures sans pouvoir bouger d'autres membres que les bras. Nous comprenons que l'action du corps est primordiale car elle représente l'expression même de la douleur et des plaies marquées par les conflits armés. C'est le corps et l'esprit qui ont été victime du conflit, ça représente donc une certaine canalisation du corps (il est immobilisé) et une réflexion profonde car le participant se retrouve seul avec son esprit pendant plus de 5 heures. Le fait de planter son corps comme on le fait pour les plantes est un acte purement symbolique.

Figure 12. *Cuerpos Gramaticales*
[P. Naef L'escombrera de Medellin.pdf](#)



Néanmoins, nous relevons sa dimension thérapeutique car il permet aux victimes de faire le deuil. Le membre de l'association nous explique que cette action continue à prendre forme chaque année car le deuil est difficile à faire, étant donné que des camions continuent de remplir la escombrera de déchets, ensevelissant toujours plus loin les corps des victimes sous terre. La figure 12 illustre une participante durant l'action menée en 2015 à Medellin. Elle tient le portrait d'une proche perdue pendant le conflit armé et se positionne comme pour prier. Elle semble recouverte de cendre, ce que nous comprenons à la couleur de ses cheveux et de ses bras. Mais cela peut très bien être de la terre. Une plante mise en terre en même temps que son corps symbolise l'évolution, le fait de pouvoir guérir et avancer dans la vie. Les racines du végétal sont apparentes, ce qui peut renvoyer aux origines des blessures que l'on ose mettre à découvert, montrer à la société lors de cette action. Bien que l'événement ne soit qu'éphémère, nous estimons qu'il s'agit d'un jardin urbain temporaire qui a une visée thérapeutique.

Finalement, nous avons identifié l'AU comme une activité thérapeutique et profondément symbolique pour certaines populations ayant été victimes du conflit armé. Tout d'abord, elle permet à des communautés de se retrouver et d'échanger des savoirs perpétuer de générations en générations,

⁴⁰ Propos de l'Association 1 lors de notre entretien : « *operación artística, acción de cuerpos que guardan una historia por cicatrices que quedan en el cuerpo, es la historia de este territorio, de este país. Habla de los dolores, expresión gramatical. "El cuerpo es lenguaje para hablarle a la sociedad y contar una historia de dolor, perdón, lucha, resistencia y esperanza."* Traduit par mes soins.

mais elle développe aussi une certaine philosophie. Perçue comme un acte spirituel pour certains, plutôt religieux pour d'autres, elle renvoie à un moyen d'expression aux multiples facettes. C'est entre autres une façon spécifique de voir la vie, mais aussi la mort. En effet, après de nombreux conflits armés et un nombre de victimes toujours plus important, des actions collectives sont organisées par des collectifs et associations permettant aux survivants du conflit de faire le deuil et de demander pardon en honorant les mémoires des disparus et en se réappropriant l'espace public. A présent, nous nous intéresserons à une partie spécifique de la population ayant été particulièrement touchée par les conflits et se mobilisant énormément dans le développement de l'AU : il s'agit des femmes de Medellin.

II. L'AU, facteur d'émancipation des femmes ?

Dans cette partie, nous nous intéresserons plus particulièrement à la place des femmes dans le conflit armé et dans le développement de l'AU dans la ville de Medellin. Subissant de nombreuses violences à cause des conflits, nous nous pencherons sur leurs souffrances et les méthodes qu'elles ont développées pour se soutenir et se soigner psychologiquement de certains traumatismes. Nous verrons donc l'organisation sociale et associative que certaines d'entre elles ont mis en place, puis nous aborderons l'AU comme activité permettant de lutter contre le patriarcat colombien en offrant une certaine indépendance aux femmes qui la pratiquent.

A) Une activité pour dépasser les violences subies

Dans l'objectif d'accompagner les victimes du conflit armé, et tout particulièrement de permettre aux femmes de Medellin de s'émanciper, de nombreuses associations ont vu le jour notamment depuis le début des années 2000. Tout d'abord, il faut savoir que lorsque l'on se réfère aux conflits armés qui animent la Colombie depuis plusieurs décennies, les médias évoquent principalement l'implication des hommes dans l'organisation des gangs mais aussi dans les victimes causées par ces violences. Il faut savoir que de nombreuses femmes sont aussi utilisées et manipulées par des gangs afin d'exercer un contrôle territorial étendu.

En effet, prendre à partie des hommes, des femmes et des enfants permet notamment aux groupes armés d'être près de tous les habitants d'une zone contrôlée, ceci facilitant leur pouvoir d'action et d'intimidation auprès des autorités. De plus, s'il est vrai de dire que les hommes meurent plus que les femmes lors des conflits, nous considérons alors les séquelles et le deuil des femmes qui ont survécus ayant perdu mari, frère, père ou tout autre proche qui leur était cher. Ainsi, nous prétendons aborder la place des femmes dans les associations d'AU de Medellin quant à la dénonciation des conséquences de ces conflits armés. Bien que les associations auxquelles nous nous référerons ne soient pas systématiquement impulsées par des femmes, ces dernières ont un rôle primordial dans leur développement et sont au cœur de leurs revendications. Nous verrons d'abord comment ces associations agissent afin d'apporter un soutien psychologique aux femmes ayant connues divers traumatismes liés aux conflits armés.

1. Une aide psychologique autour des jardins

D'abord, nous aborderons l'AU comme une pratique permettant aux femmes notamment victimes des conflits armés de guérir psychologiquement. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné l'AU offre un cadre naturel et relaxant dans un contexte urbain. Cela permet entre autres aux agricultrices urbaines de bénéficier d'un cadre propice à la méditation et au bien-être. Cet aspect représente un premier point en ce qui concerne la psychologie. Le cadre renvoie donc à un premier élément « guérisseur » pour des populations ayant besoin de reconnecter avec la nature, mais aussi avec elle-même. Nous entendons par là la nécessité des victimes à retrouver un cadre stable et calme pour se reposer et prendre du recul sur leur vécu.

Dans ce contexte, des associations bénévoles développent des alternatives autour de l'AU afin d'accompagner principalement les femmes et les enfants ayant survécus aux conflits armés. Parmi ces associations, certaines travaillent directement avec des professionnels de la santé : « *Au sein de la corporation ce que nous avons fait c'est présenter le projet à des ingénieurs environnementaux, sociologues et psychologues pour avoir un accompagnement adapté* »⁴¹. En effet, si la présence de professionnels permet un accompagnement adapté et de qualité, la présence des jardins est aussi primordiale. Le concept s'articule autour de l'idée d'un développement durable et respectueux de l'environnement afin de mieux préserver l'humain.

La connexion établie avec les plantes et la terre sont notamment les facteurs sur lesquels s'appuient les associations afin de démarrer un processus de guérison chez les victimes. En effet, dans tous les cas auxquels nous nous sommes intéressés, l'aspect psychologique représentait un facteur primordial pour les associations de Medellin. Une de nos interrogées travaillant au sein d'une association d'accompagnement des victimes ayant fui les violences en milieu rural, exprime également cet aspect important :

« *Nous essayons de travailler la psychologie, la guérison et le pardon. (...) C'est ce que nous avons travaillé et nous avons toujours développé l'agro-écologie. Notre corporation s'appelle « Sepas » et le slogan est « Vous êtes les graines ». Dans tout le secteur, nous avons impulsé des jardins urbains. (...) On le développe parce que travailler la terre c'est une thérapie, comme un processus pour voir la vie autrement.* »⁴².

Cette citation nous permet d'approfondir en disant que même certaines associations ne travaillant pas l'AU peuvent se référer à cette activité comme stratégie psychologique accompagnant les populations traumatisées. En effet, la corporation « Sepas » met en place un programme éducatif afin que les victimes du conflit bénéficient du baccalauréat et suivent des formations pour ensuite mieux s'orienter professionnellement. Au sein de ce même processus, l'association a développé des jardins urbains à l'objectif thérapeutique. Ainsi, l'interrogée nous explique qu'elle considère cette activité comme un moyen de se déconnecter du passé pour mieux appréhender le présent et le futur.

Pour en revenir aux associations se développant spécialement autour de l'AU, nous avons remarqué que de nombreuses entités se mettent en place dans le but d'accompagner spécifiquement les mères de familles. Parfois même impulsées par ces dernières, les associations s'adaptent donc à leurs nécessités actuelles en tentant de guérir les lésions causées par les conflits vécus dans le passé. C'est notamment le cas de la Corporation Paris qui « *soutient une communauté d'une dizaine de mères déplacées à cause de la violence où il y a toute une partie psychologique et économique.* »⁴³.

Pour l'association de « *Las mujeres siempre vivas* », impulsée par une fille de paysans, il s'agit du fait que « *nous [ayons] toujours voulu demeurer, survivre. Nous pensons plus à l'auto-maintien.* »⁴⁴. Cette association permet actuellement à une trentaine de femmes paysannes d'échanger autour de jardins développés en milieu périurbain. Enfin, certains habitants interrogés, ne faisant pas partie d'association perçoivent également l'AU comme une forme de lutte contre la violence psychologique : « *Si le conflit*

⁴¹ Selon les propos l'Association 2 interrogée le 17/02/2021 : « *Dentro de la corporación lo que hicimos fue presentarlo a los ingenieros ambientales y sociólogos y psicólogos para tener un acompañamiento adaptado.* » Traduit par mes soins.

⁴² Selon les propos l'interrogée 1 lors de notre entretien du 24/02/2021 : « *Sin embargo, nosotros como muchos de las áreas humanas, intentan trabajar la psicología, la sanación, el perdón. (...) Es eso que hemos trabajado y siempre hemos trabajado la agroecología. Nuestra corporación se llama Sepas y el logo es las semillas son vos. En todas las áreas hemos involucrado la huerta. (...) Se trabaja porque trabajar la tierra es una terapia, como un proceso de mirar la vida.* » Traduit en français par mes soins.

⁴³ D'après l'Association 2 lors de notre entretien le 17/02/2021 : « *Apoyar a una comuna de diez madres desplazadas por la violencia donde tenían toda la parte psicológica, económica.* » Traduit en français par mes soins.

⁴⁴ D'après l'Association 3 lors de notre entretien le 02/03/2021 : « *Allí empezamos reunirnos, fortalecernos, ahora somos la asociación de mujeres siempre vivas porque siempre quisimos permanecer, sobrevivir. Pensamos más en el auto cuidado.* » Traduit en français par mes soins.

ne prend pas fin, ces femmes et enfants qui sont dans le conflit peuvent avoir une vision différente de ce qu'ils sont en train de vivre. Ils s'occupent grâce à une autre activité (sous-entendu : l'AU). Elle ne lutte pas directement contre la violence, mais c'est un facteur qui influence positivement. »⁴⁵. Cette citation nous semble intéressante car nous évoquons l'AU comme activité thérapeutique pour les personnes ayant été confrontées aux violences des conflits de Medellin.

Cette interrogée évoque l'AU comme une forme de lutte contre cette violence, non pas « *directement* » mais d'une façon plus implicite et subjective. En effet, dans ce cas, nous comprenons l'AU comme un facteur d'évasion, comme si elle permettait aux personnes encore confrontées au conflit de s'évader psychologiquement et de porter un regard nouveau sur le monde qui les entoure. Nous pourrions parler « d'une porte de secours ».

Finalement, nous avons expliqué la dimension thérapeutique que présente l'AU, notamment pour les associations de Medellin qui la développe. Effectivement, elle représente une stratégie intéressante permettant de fuir un contexte violent en se concentrant sur le travail de la terre et l'action même de permettre la vie, par la plantation de végétaux. Si certaines structures associent cette activité à d'autres actions comme la rencontre avec des professionnels de santé, elle reste tout de même un facteur important dans le processus de guérison impulsé.

2. Une appropriation spatiale pour se sentir légitime

Après nous être intéressé à l'aspect psychologique et thérapeutique de l'AU sur les victimes du conflit armé colombien, nous verrons comment cette activité permet à ces mêmes populations de s'approprier le territoire sur lequel elles vivent, ceci leur permettant de se sentir légitime.

Tout d'abord, nous illustrons nos propos avec l'exemple du jardin de Moravia, ancienne décharge transformée en jardin ornemental. Si cette initiative fut appuyée et financée par la mairie, le projet fut impulsé par des mères seules vivant dans le quartier. La plupart ayant perdu leur mari à cause du conflit armé, ces mères se retrouvent seules, bien souvent ayant des enfants en bas âge à élever et nourrir. Dans ce contexte, certaines d'entre elles ont eu l'idée d'améliorer les conditions de vie dans lesquelles leurs enfants étaient amenés à grandir. Pour cela, elles se sont intéressées à la montagne de déchet présente dans le quartier. Nous pouvons considérer que leur initiative a fonctionné, notamment lorsque l'on s'intéresse à la transformation spatiale de la Moravia. Dans ce cas, bien que sans la mairie nous pensons que ce projet n'aurait pas abouti comme il l'est aujourd'hui, nous pouvons considérer que cette envie de changer le territoire, de la façonner selon ses nécessités et les besoins des générations futurs constitue un aspect intéressant et remet en question les perceptions territoriales des habitants.

Selon l'une de nos interrogées, le fait de disposer d'un espace où l'on peut développer l'AU est avant tout une façon de se sentir légitime et de faire en sorte que ses idées soient entendues.

Elle explique appartenir à un groupe « qui s'appelle le Comité d'impulsion aux emplois paysans. Ils ont un bout de terrain. (...) C'est ce qui nous permet de nous approprier le territoire. Dans ce Comité, nous nous réunissons, nous partageons des expériences que nous sommes en train de vivre sur ce territoire. Avoir un espace permet en tant que femme de se montrer à la société, d'avorter un peu le machisme. Parce que les jardins urbains sont le travail de la mère. Il y a des femmes, des personnes très courageuses, qui luttent depuis des années pour défendre le territoire, et parce que la population paysanne diminue chaque jour. Ainsi, c'est notre attention, porter ce message, nous devons continuer de produire pour manger sainement. »⁴⁶.

⁴⁵ D'après l'interrogée 6 lors de notre entretien le 01/03/2021 : «*Si no se acaba la violencia, esas mujeres y chicos que sean en el conflicto puedan tener una mirada diferente al conflicto que está viviendo. Se ocupan en otra actividad. No lucha directamente contra la violencia pero es un factor que influye positivamente.*». Traduit en français par mes soins.

⁴⁶ D'après l'interrogée 6 lors de notre entretien le 01/03/2021 : «*Yo pertenezco a un grupo de personas campesinas que se llama Comité de impulso a las empleas campesinas. Tienen pedazo de tierras. (...) Hablando de nuestras vivencias, eso nos*

Ces propos sont intéressants puisqu'ils traduisent une volonté de se montrer à la société, les femmes seraient des acteurs importants et courageux dans le développement de l'AU. Aussi, ces dernières en aménageant une parcelle ou un jardin revendiqueraient des idéologies comme celle de « *produire pour manger sainement* ». Cela nous renvoie notamment à notre analyse de l'AU comme acte politique. Le simple fait de s'approprier un espace et de développer des jardins comestibles articulerait une façon de penser et d'imaginer la société de consommation. Dans cette optique, nous pouvons dire que l'AU offre alors à des communautés, et notamment à des femmes de s'exprimer et de lutter pour une cause qui leur est chère. Dans ce cas précis, l'interrogée exprime clairement son souhait de sauvegarder les emplois paysans et de fournir à la ville une alimentation saine. Son travail avec le Comité qui développe des jardins urbains lui permet ainsi de revendiquer ses idées.

La légitimité ressentie par les agriculteurs urbains, vient principalement du fait qu'ils deviennent acteur. « *Dans un pays comme le nôtre qui est violenté, où 27 familles contrôlent 70% des terres colombiennes, réellement, qui sommes-nous ? Nous faisons des pactes entre nous pour construire le pays. Le micro-territoire, l'espace du quartier, nous sommes en train de l'imaginer, de quoi avons-nous besoin ? De cette façon nous construisons le pays.* »⁴⁷.

Dans ce cas, l'AU est même perçue comme permettant la construction identitaire, idéologique, mais surtout physique du territoire. L'interrogé nous l'explique très bien, la construction de l'espace par l'AU s'effectue en fonction des moyens dont disposent les bénévoles (*qui sommes-nous ?*), et par leurs nécessités locales (*de quoi avons-nous besoin ?*). Dans le cadre de l'association *Agroarte*, l'appropriation du territoire représente un enjeu primordial. En effet, ce sont les actions menées dans cet espace qui leur permet notamment d'honorer les mémoires des victimes du conflit, de témoigner des violences auxquelles ont été confronté le quartier et la ville. C'est entre autres ce qui permet à ces populations d'être active au sein de leur communauté. Ainsi, au sein de la Comuna 13 San Javier, nous comprenons que de nombreuses femmes ayant perdu leurs proches (qui sont souvent les fils et les maris), s'engagent dans des associations ou au sein des communautés afin de se sentir utile, de ne pas se morfondre, mais aussi d'agir afin de changer le territoire dans lequel elles évoluent. Il s'agit de « *parvenir à honorer la mémoire historique vive du territoire dans un travail intergénérationnel et alternatif* »⁴⁸.

Dans la même idée, le responsable des projets collaboratifs de la Corporation Paris évoque la prise en charge d'un terrain en friche. « *La femme [qui a initiée le projet] était propriétaire [de la parcelle]. C'était un lot à l'abandon et les hommes voulaient vendre ce terrain. Après un processus de nettoyage, elles se sont approprié le territoire. Aujourd'hui, il est prêt pour l'implantation de cultures comestibles.* »⁴⁹. Ce cas de figure illustre bien la réappropriation et la transformation du territoire. Ces femmes ont notamment réussi à partir d'un terrain pauvre (en nutriment) et abandonné à produire un espace dédié à l'AU, produisant des aliments sains et locaux. De la même manière, elles utilisent ce

permite apropiarnos el territorio. En ese comité, no reunimos a compartir esas experiencias que estamos viviendo en el territorio (en distintos espacios). Tener un espacio, permite como mujer mostrarse a la sociedad, abortar un poco el machismo. Porque las huertas son mucho trabajo de la madre. Hay mujeres, personas muy valiosas, que llevan años luchando por defender el territorio y porque realmente la población campesina pues cada día ha sido disminuyendo. Entonces es como nuestra atención, ir ya con este mensaje que nosotros debemos seguir produciendo para comer sano.». Traduit par mes soins

⁴⁷ D'après l'Association 1 lors de notre entretien le 04/03/2021 : « *En un país como el nuestro que esta violentado donde 27 familias controlan el 70% de las tierras colombianas. Pues realmente ¿nosotros quien somos? Hacemos pactos entre nosotros mismos para construir un país. El micro territorio, el espacio del barrio, lo estamos imaginando, pues ¿qué necesitamos? Así nosotros construimos el país.* ». Traduit par mes soins.

⁴⁸ D'après l'Association 1 lors de notre entretien : « *Este proceso transforma la concepción del duelo y la muerte, mediante la elaboración ritual del dolor, para lograr un acompañamiento, una visión del duelo colectivo, recuerdo desde la vida para dignificar la memoria del ausente, y lograr la memoria histórica viva en el territorio en el trabajo intergeneracional y alternativo.* ». Traduit par mes soins.

⁴⁹ D'après l'Association 2 lors de notre entretien : « *La muchacha por construir fuera como propiedad de ella. Era un lote baldío y los muchachos querían vender este lote. Después procesos de limpieza, se apropiaron el terreno. Hoy por hoy está listo para el consumo del cultivo.* ». Traduit par mes soins.

terrain pour avoir un pouvoir d'action sur l'espace. Après la transformation du lot de terre, leur but fut accompli, elles ont eu un réel impact sur ce lieu. C'est valorisant pour le territoire, car on améliore ses impacts et capacités, mais ça l'est aussi pour les bénévoles qui éprouvent un sentiment de satisfaction du fait d'avoir accomplie l'objectif fixé.

Finalement, c'est en devenant acteur de la transformation territoriale permis par l'AU que la légitimité de certains groupes prend forme. L'action effectuée sur l'espace va permettre un rayonnement des communautés ou associations, ce qui va attirer davantage de personnes. C'est un cycle, plus les actions ont de réels impacts sur le territoire, plus de personnes vont être intéressés par le processus et en faire partie. Dans le cas des femmes et notamment des mères de famille, c'est aussi une façon de se sentir utile, de reconnaître que l'on peut être acteur au sein de son quartier. C'est notamment un élément mis en avant par les mères de familles qui cherchent à améliorer les conditions spatiales de leur environnement afin de prétendre à un futur meilleur pour leurs enfants.

Pour conclure, nous dirons que la place des femmes dans le développement de l'AU est centrale. Non seulement, elles initient des personnes à l'AU, mais elles créent aussi leurs propres communautés et associations afin d'avoir un impact plus important sur le territoire. Cette activité leur permet avant tout de reconnecter avec la nature, de suivre une thérapie visant à pardonner et à guérir quant aux violences vécues dans le passé. C'est un travail long et difficile qui permet à de nombreuses femmes ayant perdues leurs proches durant les conflits armés d'évoluer et de se soigner des traumatismes avec lesquels elles doivent vivre aujourd'hui. Enfin, l'AU représente aussi pour elles un moyen de se réapproprier l'espace. Elles deviennent actrice, comme tous les bénévoles agissant pour l'AU, affectant la configuration spatiale de la ville. Ces actions redéfinissent les fonctions et les conséquences du territoire, mais elles permettent également à ces bénévoles de se sentir légitime, d'avoir un réel pouvoir d'action dans l'espace qu'ils occupent.

B) Une forme de lutte contre le patriarcat

Dans cette deuxième sous-partie, nous nous intéresserons à l'AU comme facteur permettant une lutte contre le patriarcat colombien. Nous l'évoquerons alors comme un acte symboliquement puissant permettant de remettre en question certains codes sociaux profondément établis au sein des communautés colombiennes.

1. Un schéma patriarcal établi et renforcé par les conflits

Avant tout, nous évoquerons les schémas patriarcaux établis en Colombie, notamment en lien avec le conflit armé positionnant les femmes comme des mères de familles, victimes de la violence. Tout d'abord, il faut savoir que le patriarcat est une « *forme d'organisation sociale dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme.* »⁵⁰.

Selon Heimy Ortiz, ayant étudiée la Sociologie, le conflit armé a renforcé des modèles patriarcaux basés sur la violence parfois élevée contre le corps des femmes. Ces dernières étaient parfois utilisées comme butin de guerre, pression contre l'ennemi, leur viol et leur meurtre présentaient aussi des stratégies permettant d'attaquer le moral des groupes ennemis. Bien que ces méthodes existent depuis l'Antiquité, nous retrouvons certaines bandes armées qui usent toujours de ces « stratégies de guerre ». De cette façon, le corps de la femme est systématiquement attaqué et illustre la faiblesse, laissant paraître une masculinité plus forte et résistante. Ainsi, notamment dans un contexte de guerre ou de conflit, lorsque l'on se réfère aux femmes, c'est pour les évoquer comme « *mères, chargées du foyer, sœurs, amantes* » (2019). Par tradition, les hommes ont toujours été chargés de la responsabilité des conflits armés, ils sont perçus comme « *soldats, guerriers, protagonistes* » (2019), ils étaient aussi

⁵⁰ Définition du dictionnaire Larousse.

chargés de réaliser les tâches les plus physiques, ayant le pouvoir de prendre des décisions, positionnant les femmes comme des êtres faibles, étant victimes.

Ce schéma type très lié au contexte conflictuel qui anime la Colombie n'a fait que renforcer les inégalités de genre et a construit de nombreux stéréotypes encadrant les femmes comme mères vulnérables devant rester au foyer pour s'occuper de la maison et des enfants. Finalement, ce n'est qu'en octobre 2000 que l'ONU reconnaît le rôle des femmes dans la construction de la paix en Colombie et leur place dans la lutte contre les conflits armés (Becerril, 2012). Bien que le conseil de sécurité de l'ONU atteste d'un document de la place des femmes dans le conflit colombien, les mentalités de la société restent très « traditionnelles », rendant l'émancipation des femmes parfois difficile, voire impossible.

2. Un moyen permettant de s'émanciper

Ainsi, nous verrons comment l'AU peut être un moyen pour les femmes de gagner en indépendance. Tout d'abord, il faut savoir que nous nous référons à une indépendance économique, car l'AU présente un moyen de gagner de l'argent, mais nous l'aborderons aussi comme moyen d'indépendance sociale. C'est-à-dire que dans une société patriarcale, l'AU présente une solution pour certaines à quitter le foyer ou bien à prouver qu'elles sont capables d'exercer une activité physique et professionnelle. Ainsi, nous considérons que l'AU permet une certaine inclusion des femmes au sein de la société colombienne. C'est aussi une façon de s'affirmer et de revendiquer ses droits à la terre, notamment lorsqu'elles deviennent propriétaires de parcelles.

a. Une indépendance économique

Dans ce contexte, nous évoquons l'AU comme une potentielle solution permettant l'émancipation des femmes. Tout d'abord, le fait que celle-ci représente une activité physique et qui puisse être rémunéré renvoie au fait que les femmes peuvent prétendre à une certaine indépendance économique. Ainsi, elle n'aurait plus besoin de leur père ou de leur mari pour subvenir à leurs besoins. De plus, l'AU permettant une alimentation, elles peuvent ainsi subvenir à leurs besoins alimentaires sans l'aide d'un homme.

Tout d'abord, nous souhaitons préciser que sortir des cases établies par la société n'est pas évident. En effet, lorsqu'une femme naît, elle se retrouve sous l'autorité paternelle, avant de passer sous l'autorité de son mari lorsqu'elle celle-ci sera mariée. La créatrice de l'association « *Las mujeres siempre vivas* », nous explique notamment que les propriétaires des parcelles agricoles dans les communautés paysannes appartiennent principalement à des hommes.

« Quand nous parlons de la culture basée sur l'égalité, chose que normalement décidaient les hommes, pour eux c'est une agression du système. Nous ne pouvions pas [en tant que femme] avoir le pouvoir de transformer cela mais à travers les jardins urbains nous voyons comment cela change, avec le travail de la terre, la préservation des graines, l'enseignement aux femmes à développer leur propre projet sans avoir peur. C'est très important. Sans montrer beaucoup de leadership nous avons transformé des familles. Les processus d'eau, de la terre, qui nous procurent une reconnaissance comme propriétaire de ces terres. Nous avons réussi. Nous l'avons fait au sein de notre communauté »⁵¹.

⁵¹ D'après l'Association 3 lors de notre entretien : « *Cuando hablamos de la cultura basada en igualdad, en alimentación, de lo que normalmente decidía los hombres, para ellos es una agresión al sistema. No podríamos tener el poder de transformar pero a través de una huerta vemos como nuestra cambia a través el trabajo de la tierra, la preservación de las siembras, enseñarles a las mujeres desarrollar su proyecto sin miedo. Es muy importante. Sin mostrar mucho liderazgo hemos transformado familias. (...) Procesos del agua, de la tierra, que nos reconozcan, que seamos dueñas de estas tierras. Lo hemos logrado. Lo hemos hecho en el interior de nuestra comunidad.* ». Traduit par mes soins.

L'interrogée étant elle-même propriétaire d'une parcelle autour de laquelle elle a développé son association, invite des paysannes à échanger et à venir s'émanciper au sein de sa communauté qui se veut progressive notamment en ce qui concerne les égalités de genre. Ainsi, lorsqu'une femme devient propriétaire d'une parcelle et qu'elle exerce une activité d'AU, d'une certaine façon elle remet en cause les schémas sociaux établissant que la femme ne réalise pas d'activités physiques et doit seulement s'occuper de ses enfants. De plus, être propriétaire permet de bénéficier d'un statut légalement établi, participant à l'émancipation sociale des femmes l'obtenant. De cette façon, les rendements agricoles que produisent les parcelles reviennent légalement à sa propriétaire. Ainsi, elle est libre de les consommer et de les vendre selon les conditions et lois agraires établies par le gouvernement.

Dans le contexte de Medellin, sachant qu'une partie importante de la population exerçant l'AU est issue de milieux ruraux qui ont été touchés par la violence, les familles et mères qui les composent arrivent bien souvent en ville avec des enfants en bas âge. De ce fait, elles nécessitent de peu de moyens et de temps libre leur permettant de se consacrer à l'AU. Selon l'un de nos interrogés,

« Réellement elles n'ont pas de travail. Elles sont dans un système patriarcal, c'est-à-dire que se sont leur père ou leur époux qui travaillent. Les femmes s'occupent de la maison et des enfants. Si certaines peuvent travailler [dans les jardins], le jour qu'une autre sorte [du jardin], l'autre s'occupera des enfants de la première. C'est pour ça que les dimanches on ne s'occupe pas des jardins, parce que ce jour est réservé au mari et à la famille. »⁵².

Ici, nous comprenons bien que les jardins ne permettent pas une activité économique à ces femmes. Cependant, elles usent de stratégies leur permettant de consacrer de leur temps à l'entretien des jardins urbains. C'est notamment ce qui est illustré avec le roulement qu'elles réalisent. Ceci leur permet de travailler la terre sans laisser les enfants sans surveillance. L'entraide qu'elles se fournissent est ainsi primordiale au maintien des jardins.

D'un point de vue économique, le même interrogé nous explique qu'elles ont mis en place « *des portails alimentaires à partir des [produits] locaux qu'elles reçoivent de la centrale majeure, elles récupèrent ces aliments (...) [puis] trient les aliments pour fournir une cinquantaine de familles. Elles sont dix, mais aident cinquante autres familles.* »⁵³. Ainsi, bien que les femmes en question n'aient pas une profession déclarée et rémunérée, les échanges de produits agricoles qu'elles font poussées en collaboration avec la *Corporation Paris*, leur permet de pratiquer une activité qui leur est propre et durant laquelle elles fuient le système patriarcal.

Une interrogée nous explique que certaines femmes pratiquant l'AU arrive bien à gagner leur vie : « *Il y a un groupe de femmes qui se réunissent tous les mardis dans une réserve. Il me semble que ce sont des expériences qui renforcent la communauté. Dans mon quartier, on ne peut pas vendre parce que les terrains [cultivables] sont très petits. Mais il y a d'autres personnes comme celles qui travaillent avec Carlos Mario qui ont des jardins et vendent leurs produits dans les marchés paysans* »⁵⁴.

⁵² D'après l'Association 2 lors de notre entretien : « *Realmente no tienen un trabajo. Ellas están en el sistema patriarcal, o sea su padre o su esposo son los que trabajan. Pero las muchachas se encargan de la casa y de los niños. Si algunas pueden trabajar, el día que la otra sale, la otra cuida de los bebés de la primera. Por eso los domingos no se toca la huerta, porque más que todo es para estar con el esposo, con la familia.* ». Traduit par mes soins.

⁵³ D'après l'Association 2 lors de notre entretien : « *Y económicamente, ellos han hecho portales sobre los alimentos que reciben de los locales de la central mayorista, recogen esos alimentos, pero si están cultivando las verduras, porque reciben otros. La mayoría recibe gran cantidad, pero se pierde mucho durante el transporte. Lo que está bueno lo separan para entregarlo a casi 50 familias. Están ellas 10, pero ayudan a 50 familias más.* ». Traduit par mes soins.

⁵⁴ D'après l'interrogée 6 lors de notre entretien : « *Por ejemplo hay un grupo de mujeres que se reúnen todos los martes en una reserva. (...) Me parece que son experiencias muy fortalecedoras por la comunidad. En mi barrio no se puede vender porque son terrenos muy pequeños. Pero si otras personas como las que trabajan con Carlos Mario que tienen huertas y venden sus productos en los mercados campesinos.* ». Traduit par mes soins.

Non seulement l'activité permet un travail d'équipe renforçant les liens communautaires, mais elle permet aussi de prétendre à un salaire.

b. Une réaffirmation du rôle de la femme dans la société

Comme convenu dans la partie précédente, le fait que certaines femmes pratiquent l'AU et soient notamment propriétaire de parcelles agricoles remet en question les schémas sociaux et stéréotypes établis dans la société. Nous verrons maintenant comment cette activité peut constituer une remise en cause du rôle de la femme dans la société.

D'abord, l'agriculture constitue un métier qui était jusque-là profondément masculin. Comme déjà évoqué, c'est une activité physique, qui nécessite de nombreux savoirs, et un travail de la terre. Le rôle des paysans était plutôt clair : les pères travaillaient la terre avec leurs fils et les femmes et filles réalisaient les autres tâches concernant le foyer et les plus jeunes de la fratrie.

« Avant, ces tâches c'étaient les hommes qui les faisaient, mais maintenant les femmes le font aussi. Faire ce type de travail c'est accepter de s'exposer à la violence, aux risques. Nous brandissons les drapeaux de nos jardins. Et ça c'est très important que ce soit valorisé, en commençant à la maison pour réapprendre ce que c'est que d'être une femme paysanne. »⁵⁵.

Selon notre interrogée, le fait de pratiquer cette activité c'est aussi un symbole de réappropriation du rôle de paysanne. Evoluant dans un milieu rural ou périurbain, les femmes appartenant à ces communautés doivent oser s'exposer au dur labeur et aux risques que celui-ci représente. Parmi ces risques, nous retrouvons notamment les bandes armées qui peuvent potentiellement attaquer ou violenter les paysannes afin de s'approprier les parcelles, mais nous comptons aussi le risque lié aux hommes qui refuserait que la femme occupe cette place.

En effet, certaines d'entre elles souffrent du patriarcat, puisque même lorsqu'elles essayent de s'émanciper en pratiquant l'AU, il existe des cas où les hommes interdisent strictement la femme de réaliser cette activité car elle serait réservée aux hommes. Nous l'aurons compris, bien que de plus en plus de communautés cherchent à remettre en cause la place de la femme dans la société colombienne, faire évoluer les mentalités prend du temps et dépend de chaque situation. Finalement, c'est tout le système et l'organisation familiale qui sont remis en cause.

L'une de nos interrogées traduit l'activité de l'AU comme une sorte de libération de la femme, *« Le machisme qui nous enfermait, qui nous laissait à la maison à cause de la violence qui existait à l'extérieur, a fait que les femmes n'avaient aucun droit : ni d'étudier, ni de travailler, ni d'avoir des ressources économiques. C'est une transformation dans la vie des femmes. »⁵⁶.*

Depuis ce point de vue, nous pouvons considérer l'AU comme une activité progressiste dans le cas où elle est pratiquée par des femmes ou tout autres minorités qui jusque-là n'avait pas accès à la terre, ni à des ressources économiques ou alimentaires.

Finalement, nous pouvons dire que l'AU permet une inclusion des femmes notamment parce qu'elle permet de soigner les violences subies par le corps et l'esprit de ces dernières, mais également parce qu'elle constitue un acte symbolique permettant de se sentir légitime, et, dans le meilleur des cas, elle permet des revenus économiques favorisant l'émancipation de certaines femmes. En effet, dans un

⁵⁵ D'après l'Association 3 lors de notre entretien : *“Antes estas labores lo hacían los hombres pero ahora las mujeres lo hacen también. Hacer este tipo de trabajo es exponerse a la violencia, a los riesgos. Tomemos las banderas de nuestras huertas. Eso es súper importante que sea valorizado. Empezando desde casa. Reaprender lo que es ser mujer campesina.”*. Traduit par mes soins.

⁵⁶ D'après l'Association 3 lors de notre entretien : *“El machismo que nos enclaustraba, que nos dejaba en la casa por la violencia afuera hizo que las mujeres no tenían derecho en nada: estudiar, trabajar, tener recursos económicos. Es una transformación en la vida de las mujeres.”*. Traduit par mes soins.

contexte très marqué par le patriarcat, il peut être difficile pour les femmes d'être indépendante et de pratiquer une activité professionnelle. Ainsi, dans certains cas, l'AU offre des opportunités pour s'affranchir des codes sociaux établis, positionnant la femme comme mère au foyer.

Pour conclure cette partie, nous dirons que l'AU représente une activité symbolique qui permet aux populations ayant vécues des traumatismes de guérir. Son exercice nécessitant des connaissances et de savoirs spécifiques, elle pousse les communautés et les générations à échanger. Ces interactions renforcent notamment le sentiment d'appartenance à un groupe.

En effet, les personnes travaillant en équipe pour développer l'AU évoluent généralement autour d'une philosophie de vie prônant le partage et le respect de la nature. Dans certains cas, elle est même évoquée comme un acte politique car elle permet des revendications sociales et territoriales en agissant directement sur le façonnage du paysage. Nous considérons cet aspect comme permettant d'accompagner certaines personnes parce que le fait d'appartenir à une communauté lutte contre l'isolement. De même, trouver un groupe ayant un vécu et des objectifs socio-politiques similaires permet bien souvent d'échanger quant à ses expériences passées, c'est un peu comme une séance de psychologie, développant un sentiment de soulagement chez les individus. Ils sont écoutés puis écoutent en retour.

Ensuite, l'AU est évoquée comme représentant une aide pour les victimes du conflit armé qui touche la Colombie depuis plusieurs décennies. D'abord, l'AU représente une activité que les agriculteurs pratiquaient en milieu rural avant de fuir les violences, ainsi nous pouvons la considérer comme un refuge pour ces derniers. De cette façon, ils arrivent à reproduire un schéma de vie similaire à celui qu'ils avaient avant de tout perdre, c'est rassurant et cela permet de se reconstruire en ville. Pour certaines communautés, l'AU est aussi un moyen d'occuper l'espace, de se le réapproprier. Pour les victimes du conflit, le fait de planter et de travailler la terre est une sorte de thérapie pour faire revivre ceux qui sont morts lors des conflits armés. Des associations cherchent notamment à développer les sentiments de guérison et de pardon à travers l'AU, ceci ayant comme objectif de permettre aux individus d'évoluer et de vivre avec ces traumatismes.

Enfin, l'AU développée par les femmes représente aussi une forme de lutte contre le patriarcat colombien. D'abord, cette activité semble permettre d'évoluer, de se tourner vers l'avenir et de soigner des violences subies. Ainsi, les jardins représentent un lieu d'expression et de connexion avec l'environnement qui apaise les individus. C'est dans ce cadre que le travail de la terre permet un accompagnement psychologique. De plus, le fait d'avoir accès à un terrain, de l'entretenir et d'avoir des rendements agricoles qui en décolle fait naître une satisfaction chez les agriculteurs urbains. Ils se sentent légitimes puisque leurs actions aboutissent à quelque chose de concret et de bénéfique pour la société. Finalement, l'AU renvoie à une forme de lutte contre le patriarcat notamment parce que son exercice remet en question les schémas patriarcaux établis dans la société. En effet, traditionnellement, les femmes sont mères au foyer et ne pratiquent aucune activité. L'exercice de l'AU permet donc de déconstruire les stéréotypes, mais aussi d'être plus indépendante.

Conclusion

A l'issue de ce mémoire, il convient de revenir sur le rôle de l'agriculture urbaine comme facteur d'inclusion sociale.

En premier lieu, nous pouvons parler d'inclusion sociale notamment lorsque l'on s'intéresse aux programmes d'alimentation mis en place par le gouvernement colombien, la région d'Antioquia et les autorités locales de Medellin. En effet, nous abordons la sécurité alimentaire permise par l'AU comme un facteur d'inclusion des populations des classes sociales basses.

Dans ce cas, l'AU représente un moyen de nourrir les populations, mais aussi de développer des connaissances en agroécologie qui peuvent être mobilisées pour pratiquer une activité agricole dense et rentable, ce qui permet aux plus pauvres de prétendre à des ressources économiques. Nous avons entre autres évoqué les associations à but non lucratif qui agissent afin d'alimenter certaines communautés soit ayant été témoins des violences du conflit armé, soit présentant des besoins importants en termes d'intégration et/ou d'alimentation.

Lorsque l'on s'intéresse aux communautés vivant dans des quartiers marginalisés, nous observons une tendance de la part de la mairie à intégrer physiquement ces espaces à l'ensemble urbain, notamment à travers un urbanisme social. Ce dernier a permis le développement d'infrastructures de transport innovantes, mais aussi la valorisation de certains espaces par leur végétalisation.

Effectivement, la nuance entre la végétalisation d'un espace et sa conversion en un jardin urbain comestible est importante. Si la végétalisation d'un territoire agit contre le réchauffement atmosphérique et rend le lieu plus agréable à vivre pour les riverains, il ne permet en aucun cas l'alimentation de ces derniers. Ainsi, c'est souvent la mairie qui est chargée de l'entretien. Dans ce cas, elle ne permet pas une interaction communautaire, ni même l'intervention des populations locales. Par conséquent, elle ne permet pas une inclusion de ces populations. Néanmoins, elle a été développée dans certaine zone de la ville pour attirer les touristes. Parfois traduction d'une contamination du sol, la végétalisation d'un espace peut aussi témoigner d'un souhait de préparer la terre en vue de l'implantation d'une culture comestible dans le futur. Nous partons alors du principe que certains espaces végétalisés, bien qu'ils ne soient pas des jardins urbains comestibles, peuvent être facteur d'inclusion à la condition qu'ils soient gérés par des communautés locales et non par les autorités administratives.

Nous en concluons que bien que la mairie développe des stratégies et infrastructures pour l'inclusion sociale de certaines communautés, nous ne pouvons pas affirmer qu'elle encadre l'implantation de jardins urbains comestibles que nous jugeons nécessaires à l'alimentation des populations locales.

De plus, l'agriculture urbaine et périurbaine est le fruit de savoirs faire transmis entre générations. Dans ce contexte, elles représentent un patrimoine identitaire important, notamment pour les communautés paysannes ayant fui les campagnes. Ainsi, les graines utilisées pour l'agriculture urbaine renvoient à une identité locale, à un patrimoine naturel que les populations cherchent à protéger des transformations génétiques et chimiques de l'industrie agroalimentaire. Pour certaines communautés protégeant ces graines, l'agriculture urbaine peut renvoyer à un moyen d'affirmer l'identité et l'héritage de ses ancêtres. Dans le même état d'esprit, une reconnaissance du travail fourni par les communautés paysannes se situant dans la périphérie de Medellin est exigée par ces dernières. Ainsi, elles demandent notamment un statut légalement reconnu et la reconnaissance de leur travail dans le processus d'alimentation de la population urbaine Medellinense. Dans ce cas, l'agriculture périurbaine devient le vecteur de revendications politiques concernant la place des communautés paysannes qui réclament davantage de droits et de reconnaissance. Ainsi, nous considérons qu'il s'agit d'une affirmation communautaire en vue d'une intégration des communautés paysannes dans la Constitution colombienne et le droit à la terre. Ici, nous nous référons plutôt à une inclusion légale et sociale.

Deuxièmement, nous abordons l'agriculture urbaine comme un acte symbolique ayant des effets thérapeutiques sur certaines populations qui l'exercent. Si elle permet d'échanger des connaissances et s'articule autour de croyances ancestrales, elle consolide ainsi les communautés. Ces dernières ont des histoires à raconter, des récits et des savoirs faire agricoles à échanger. De cette façon, une philosophie de vie propice au respect et au partage se développe dans l'espace réservé à l'activité de l'agriculture urbaine. Ainsi, elle est aussi perçue comme un acte politique dans le sens où elle permet de façonner le territoire à l'image des communautés qui la développent. Nous parlerons donc d'inclusion territoriale. Elle renvoie au fait de s'implanter dans un espace que l'on va transformer, travailler pour qu'il soit bénéfique aux populations locales. Dans ce cas, le fait de ne pas être appuyé par la mairie crée notamment une impression d'autosuffisance, d'autogestion qui fortifie le sentiment d'appartenance à un groupe qui a un pouvoir d'action concret sur le territoire. Ces derniers peuvent alors bénéficier d'un lieu de réunion et où se construire socialement et politiquement. Finalement, nous considérons que cet aspect peut être thérapeutique pour des personnes isolées et vivant dans un contexte de pauvreté, notamment parce que l'appartenance à un groupe peut permettre à certain.es de s'exprimer et tout simplement d'avoir des interactions sociales, bénéfiques au développement de tout être humain.

L'un des effets thérapeutiques les plus évidents de l'AU est aussi l'aide psychologique qu'elle peut apporter aux personnes ayant vécu dans un contexte tendu de conflit ou de guerre. Ainsi, pour les habitants déplacés des milieux ruraux à cause de la violence présente sur le territoire, l'agriculture urbaine représente un refuge physique et psychologique. Physique parce qu'elle constitue une activité rattachée à un lieu symbolique. Psychologique justement parce que la symbolique de ce lieu confère aux habitants un espace de détente qui leur appartient. En effet, après avoir fui des violences, les déplacés ruraux arrivent en ville avec le strict minimum. L'AU devient alors synonyme d'un lieu sur lequel ils vont pouvoir exercer la seule activité qu'ils connaissent, parce qu'ils vivaient de l'agriculture avant d'être violentés par les groupes armés. Après tant de violences, de menaces et de traumatismes, l'agriculture urbaine est un moyen pour eux de « repartir à zéro » tout en se rattachant à leurs valeurs et traditions rurales. Dans ce sens, nous pouvons parler d'une inclusion sociale des populations ayant fui la violence des campagnes et se reconstruisant au sein de l'espace urbain.

Dans certains cas, le développement de l'agriculture urbaine, notamment autour de plantes aromatiques est tellement symbolique qu'il représente des êtres perdus à cause des conflits armés. En effet, encadrés par des associations, des événements et initiatives artistiques visent à offrir aux survivants du conflit un certain recul sur leur passé. On cherche avant tout à pardonner pour faire le deuil des proches perdus lors des conflits.

Finalement, le développement de l'agriculture urbaine est aussi et parfois majoritairement assuré par des femmes. Subissant au même titre que les hommes des violences liées au conflit armé, elles subissent également des violences conjugales ou d'autres plus « passives » et quotidiennes étant notamment liées au patriarcat de la société. Ainsi, le fait de pratiquer une activité physique comme l'agriculture urbaine peut leur permettre de se sentir plus légitime. En effet, le simple fait de travailler la terre puis de bénéficier d'une récolte crée un sentiment de satisfaction, récompensant les efforts fournis tout au long de l'année pour l'entretien des jardins. Ce premier aspect permet une intégration des femmes dans des espaces de travail urbain représentés par les jardins urbains.

Alors que traditionnellement les femmes sont associées à des mères au foyer, l'agriculture urbaine exercée par ces dernières renvoie à un moyen d'émancipation et de lutte contre le patriarcat. En effet, dans le cas où l'agriculture urbaine est considérée comme une activité générant des bénéfices économiques, elle prétend soutenir des populations, et notamment les femmes qui ne travaillent pas. Dans les schémas sociétaux établis, ce sont les hommes qui travaillent pour répondre aux nécessités du foyer. Ainsi, lorsque les femmes travaillent dans les jardins urbains et en tirent des bénéfices financiers,

c'est le système social qu'elle remettent en question. Dans le meilleur des cas, elles deviennent même propriétaires de parcelles agricoles leur permettant de prétendre à un salaire correct.

De plus, le fait d'acquérir un statut de travailleuse, voire de propriétaire d'un terrain, offre des opportunités de vie différentes. Les femmes ne sont plus dépendantes financièrement de leur père ou de leur mari, elles peuvent subvenir à leurs propres besoins. En ce sens, nous considérons l'agriculture urbaine comme facteur d'émancipation et d'inclusion des femmes dans un schéma progressif établissant que tout comme les hommes, elles peuvent prétendre à un salaire et exercer des activités physiques.

Pour conclure, nous dirons qu'au sein de la ville de Medellin, l'agriculture urbaine permet différentes formes d'inclusion des communautés et groupes marginalisés. Premièrement parce qu'elle permet de lutter contre la faim et donc de soutenir des populations vivant dans un contexte de pauvreté. Deuxièmement, parce qu'elle représente un héritage culturel que les communautés s'efforcent de protéger. De ce fait, elle devient un moyen de revendiquer le droit à la terre et une reconnaissance du rôle des communautés paysannes, notamment en termes d'alimentation. Ensuite, l'agriculture urbaine représente un lieu de refuge où les déplacés ruraux peuvent se reconstruire autour de cette activité qu'ils ont toujours pratiqué. Pour certains, c'est aussi une réappropriation de l'espace pour faire le deuil des victimes du conflit armé. L'agriculture urbaine renvoie aussi à une forme d'émancipation et d'inclusion des femmes dans le cas où le fait qu'elle ait un accès et qu'elles puissent travailler la terre remet en question le schéma patriarcal profondément inscrit dans la société colombienne.

Annexe

Tableau renseignant les principales caractéristiques des interrogé.es contacté.es dans le cadre de nos entretiens semi-directifs.

Date de l'entretien et codes	Profession	Localisation
24/02/2021 Enquêtée 1	Travail social au sein de l'association Sepas (éducation populaire pour les déplacés ruraux)	Bello, périphérie de Medellin
15/02/2021 Enquêté 2	Etudiant chercheur sur l'agro-écologie	Comuna 14 El Poblado
15/02/2021 Enquêté 3	Etudiant en ingénierie agricole	Sabaneta, périphérie Sud de Medellin
22/02/2021 Enquêté 4	Etudiant en écologie	Bello
24/02/2021 Enquêtée 5	Professeur d'espagnol pour des étrangers adultes	Quartier La Floresta dans la Comuna 12 La America
01/03/2021 Enquêtée 6	Secrétaire de l'environnement au sein du projet « Ecosystèmes de stratégie »	Centre-ville de Medellin

Date de l'entretien et codes	Nom de l'association	Mission principale	Localisation
04/03/2021 Association 1	Agroarte	Développer des activités culturelles autour de jardins urbains	Comuna 13 San Javier
17/02/2021 Association 2	Corporation Paris	Permettre à des femmes ayant fui la campagne de s'émanciper à travers des jardins urbains	Quartier Paris à Bello (périphérie Ouest de Medellin)
02/03/2021 Association 3	Las mujeres siempre vivas	Développer le communautarisme paysan autour de jardins périurbains	Las Beledas, l'un des points les plus hauts de la montagne, à la périphérie Est de Medellin
10/03/2021 Association 4	UPA Universidad Popular Ambiental	S'appuyer sur un réseau pour développer des initiatives luttant contre le réchauffement climatique. Créé par la Red Huerteros Medellin.	

Bibliographie

Références scientifiques

Abramo P., Mancilla M., Espinoza J., 2016, *Procesos urbanos en acción: ¿desarrollo de ciudades para todos?*, Cidades de la gente vol.3, Universidad Federal de Rio de Janeiro.

Américo M., Garcia A., Sanchez T., 2013, « Actitudes y comportamiento hacia el medio ambiente natural. Salud medioambiental y bienestar emocional. », *Universitas Psychologica*, vol.12, n°3, p.845-856.

Armijo G. et Madaleno M., 2004, « Agricultura urbana en metrópolis iberoamericanas: estudios de casos en Santiago de Chile y Lisboa, Portugal », *Investigaciones Geográficas*, n°54, p.36-54.

Baudry S., 2011, « Les community gardening de New York City : de la désobéissance civile au développement durable », Belin, *Revue Française d'Etude Américaine*, vol.3, n°129, p.73-86.

Beischer et Corbett J., 2016, « La justice alimentaire comme réponse à la faim dans les paysages alimentaires canadiens : Comment un projet de glanage communautaire axé sur une praxis de justice alimentaire peut remédier à la dépolitisation de l'insécurité alimentaire », *Justice spatiale*, n°9.

Bloc-Duraffour P., 2003, *Les villes dans le monde*, Armand Colin, Paris.

Bouquet, 2015, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie Sociale*, n°11, p.15-25.

Cantor K-M., 2010, « Agricultura urbana : elementos valorativos sobre su sostenibilidad », *Cuadernos de Desarrollo Rural*, vol.65, n°7, p.61-87.

Casarrubia J., 2019, « Indicadores de vulnerabilidad social como herramienta de planificación y gestión de riesgos ambientales en Colombia », *In Vestigum*, vol.14, n°1, p.41-55.

Chaparro A., Yepes L., Londoño D., 2019, « Apoyo social en mujeres sobrevivientes de desplazamiento intraurbano en Medellín – Colombia », *Revista de Paz y Conflictos*, vol.13, n°1, p.275-291.

Consales J-N., 2000, « Jardins familiaux marseillais », *Méditerranée*, vol.95, p.81-88.

Daclon Bouvier N., 2001, « La dynamique sociale entourant les jardins communautaires : l'individu, le groupe et le jardin. Le cas de Montréal. », Université du Québec, INRS – Urbanisation, Culture et Société.

De Suremain M-D., 2017, « Urbanisme, féminisme et empowerment. Regard croisé Amérique latine/ France », *L'Harmattan*, n°63, p.67-80.

Duchemin E., Wegmuller F., Legault A-M., 2010, « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers », *Vertigo*, vol.10, n°2.

Dugue P., Soulard C., Marrachini E., Houdart M., Michel I., Rhaidour M., 8 au 10/03/2016, « Systèmes maraichers urbains et périurbains en Méditerranée : une comparaison entre Meknès (Maroc),

Montpellier (France) et Pise (Italie) », Institut Français de Tunis, Journées scientifiques franco-tunisiennes, Sousse (Tunisie).

Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat V., 2004, « Villes et sociétés en mutation, lecture croisée sur la Colombie », *Anthropos*, Villes.

Florez L., Castañeda C., Gaviria E., Tenjo H., Madrigal A., 2020, « La gestión comunitaria del riesgo. Justicia espacial y ambiental », *Bitácora Urbano Territorial*, vol. 3, n°30, p.205-218.

Gomez J., 2018, « Experiencias y contribuciones de los proyectos : huertas y fundación Paloma a la seguridad alimentaria », Universidad de Antioquia – Facultad de Ciencias Farmaceuticas y Alimentarias.

Granchamp-Florentino L., 2012, « L’agriculture urbaine, un enjeu de la ville durable », *Revue des Sciences Sociales*, Presse Universitaire de Strasbourg, p.142-152.

Lavielle J., 2020, « Quand Medellin célèbre ses pauvres pour mieux les évincer », *Métropolitiques*.

Lorcerie F., 2014, « Pour une société inclusive », *Migrations Société*, vol.5, n°155, p.207-219.

Naef P. et Ghuilland M-L., 2019, « Les défis du tourisme face à la construction de la paix en Colombie. », *Tourism Review*, n°15.

Naef P., 2018, « La escombrera de Medellín », *Géographie et cultures*, n°105.

Nagib G., 2016, « Agricultura urbana como activismo na cidade de São Paulo : o caso da horta das corujas », Universidade de São Paulo.

Ortiz H., 2019, « Los múltiples roles de la mujer dentro del conflicto urbano en Medellín. Una aproximación desde la experiencia en la corporación Heroínas del amor de la comuna 6 en el año 2018 », Universidad de Antioquia – Departamento de Sociología.

Pelaez J. et Gonzalez L., 2008, « Marginalité et inclusion urbaine à Medellin », *Autrepart*, vol.3, n°47, p.187-207.

Plagnol V., 2015, « Colombie : Machisme et conflit, la spirale infernale », *Faim et développement*, n°288.

Posada D., Muñoz-Duque L., Jaramillo A., 2019, « Agricultura urbana, bienestar subjetivo y actitudes ambientales en el colectivo Agroarte », *Agricultura Urbana*, n°56, p.89-108.

Proust A., 2020, « Se nourrir par l’agriculture périurbaine à São Paulo », *EchoGéo*, n°54.

Quintana S. et Carlos A., 2011, « La naturaleza social de los desastres asociados a inundaciones y deslizamientos en Medellín (1930-1990) », *Historia Critica*, n°43, p.193-223.

Raibaud Y., 2015, « Durable mais inégalitaire : La ville », *La Découverte*, vol.1. n°33, p.29-47.

Richter F., 2013, « La agricultura urbana y el cultivo de sí. Los huertos de ocio a la luz de las dinámicas neorurales », *Revista critica de ciencias sociales*, n°6, p.129-145.

Rodriguez J., 2014, « Agricultura urbana en América latina y Colombia : perspectivas y elementos agronómicos diferenciadores », Universidad Nacional – Escuela de Ciencias Agrícolas, Pecuarias y Del Medio Ambiente, Medellín.

Sanchez B., 2014, « Agricultura urbana y huertas familiares : propuesta de desarrollo y tejido social en la comuna 8 de Medellín », Universidad EAFIT - Escuela de Administración.

Vargas Y., Murcia S., Yepes G., Restrepo J., 2017, « Análisis de los cambios socioambientales en el Morro de Moravia en Medellín », *Anales de Geografía de la Universidad Complutense*, vol.37, n°2, p.325-348.

Sources

Rapports et documents administratifs

Corporacion Grupo Semillas Colombia, 2014, « El despejo de la propiedad intelectual a través del Convenio UPOV 91 », *Revista Semillas*.

Consultable : <https://www.semillas.org.co/es/el-despojo-de-la-propiedad-intelectual-a-trav>

Corporacion Grupo Semillas Colombia, 2014, « El gobierno nacional se excusa en el coronavirus para expandir el modelo agroindustrial extractivista. ¿Qué ha pasado con el acceso a la tierra en Colombia? », *Revista Semillas*.

Consultable : <https://www.semillas.org.co/es/el-gobierno-nacional-se-excusa-en-el-coronavirus-para-expandir-el-modelo-agroindustrial-extractivista.que-ha-pasado-con-el>

Corporacion Grupo Semillas Colombia, 2017, « Red de Semillas Libres de Colombia ».

Consultable : <https://www.semillas.org.co/es/campanas/red-de-semillas-libres-de-colombia>

Gallego L., Restrepo P., Manosalva K., Sandoval C., Correa M., Vergara S., 2020, « Practicas comunicativas en la agricultura urbana de Medellín. Tejido social, territorio y saberes. ».

La Red Huerteros Medellín (RHM), 2017, Manifiesto de l'association.

Consultable: [Manifiesto - Red de Huerteros Medellín \(redhuerterosmedellin.org\)](http://redhuerterosmedellin.org)

Presse

Almonacid R., 04/09/2019, « Le tourisme contre la violence dans un quartier de Medellín », *La Presse*.

Consultable : <https://www.lapresse.ca/voyage/amerique-latine/2019-12-04/le-tourisme-contre-la-violence-dans-un-quartier-de-medellin>

Bonilla J., 18/05/2020, « Huertas urbanas, una apuesta de Manizales por ser una ciudad verde », *El Tiempo*.

Consultable : <https://www.eltiempo.com/colombia/alcaldia-de-manizales-busca-instalar-una-huerta-en-cada-comuna-de-la-ciudad-496732>

De la Cruz Pavas V., 31/08/2020, « A la puerta de su casa le traen la huerta de mercados campesinos », *El Colombiano*.

Consultable : <https://www.elcolombiano.com/antioquia/horarios-y-dias-de-mercados-campesinos-que-recorren-barrios-y-comunas-de-medellin-BD13540625>

Delcas M., 24/05/2019, « Les femmes, moteur de la métamorphose de la ville de Medellin en Colombie », *Le Monde*.

Consultable : https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/05/24/les-femmes-moteur-de-la-metamorphose-de-la-ville-de-medellin-en-colombie_5466562_3234.html

Fernandez L., 23/04/2020, « El hambre, una carga que se hace más pesada con la covid », *El Colombiano*.

Consultable : <https://www.elcolombiano.com/colombia/el-hambre-una-carga-que-se-hace-mas-pesada-con-la-covid-KN12868112>

Grandadam S., 08/01/2015, « Medellin : de la ville la plus violente à la ville la plus innovante », *Courrier international*.

Consultable : <https://www.courrierinternational.com/article/2015/01/07/medellin-la-nouvelle-vie-de-la-ville-la-plus-dangereuse-du-monde>

Grisales N., 11/10/2017, « Opiniones divididas por el alcantarillado de Santa Elena », *El tiempo*.

Consultable : <https://www.eltiempo.com/colombia/medellin/alcantarillado-en-el-corregimiento-de-santa-elena-139964>

Holmer R. et Drescher A., 09/2006, « El papel de los huertos en la seguridad alimentaria : el caso de Cagayan de Oro en Las Filipinas. », *Revista Agricultura Urbana*.

Janetsky M. et Faiola A., 03/08/2020, « Las guerrillas colombianas estan usando los toques de queda por coronavirus para expandir su control. Algunoas infractores han sido asesinados. », *The Washington Post*.

Consultable : <https://www.washingtonpost.com/es/tablet/2020/08/03/las-guerrillas-colombianas-estan-usando-los-toques-de-queda-del-coronavirus-para-expandir-su-control-algunos-infractores-han-sido-asesinados/>

Obando V., 05/11/2020, « En pleine pandémie, 15,5% des enfants ont souffert d'alimentation insuffisante », *El Tiempo*.

Disponible à l'adresse : <https://www.eltiempo.com/vida/pandemia-covid-19-desnutricion-en-los-ninos-de-colombia-547183>

Ortiz R., 21/07/2020, « Por lo menos 140 bandas criminales ponen en riesgo la vida en Medellin », *Verdad Abierta*.

Consultable : <https://verdadabierta.com/por-lo-menos-140-bandas-criminales-ponen-en-riesgo-la-vida-en-medellin/>

Perez G., 30/03/2020, « Estas si son entidades que brindan ayudas para afrontar el covid-19 », *El Mundo*.

Consultable : <https://www.elmundo.com/noticia/Estas-si-son-entidades-que-brindan-ayudas-para-afrontar-el-covid-19/379257>

Posada D., 04/11/2017, « Huertas urbanas ya dan sus cosechas en Medellin », *El Colombiano*.

Consultable : <https://www.elcolombiano.com/antioquia/huertas-urbanas-comunitarias-en-medellin-DF7632647>

Reiss C., 30/09/2019, « Entre vie de quartier et accès à la ville : l'intégration réussie des quartiers informels de Medellin », Forum Vies Mobiles Citoyen.

Consultable : <https://fr.forumviesmobiles.org/southern-diaries/2019/09/30/entre-vie-quartier-et-acces-ville-lintegration-reussie-des-favelas-medellin-13046>

Tucker D. et Camacho D., 04/05/2020, « El COVID-19 no es pretexto para violar los derechos de los campesinos colombianos », *The Washington Post*.

Consultable : <https://www.washingtonpost.com/es/post-opinion/2020/05/03/el-covid-19-no-es-pretexto-para-violar-los-derechos-de-los-campesinos-colombianos/>

Vasquez D., 13/02/2019, « Confirman desplazamiento forzado de mas de 4000 campesinos en Antioquia », RNC Radio.

Consultable : <https://www.rcnradio.com/colombia/antioquia/confirman-desplazamiento-forzado-de-mas-de-4000-campesinos-en-antioquia>

Villa T., 04/11/2016, « Bello les apuesta a las huertas caseras », *El Colombiano*.

Consultable : <https://www.elcolombiano.com/antioquia/bello-les-apuesta-a-las-huertas-caseras-KA5299826>

Zapata G., 21/06/2015, « En Moravia, el Morro de basura hoy es el mejor jardín de la ciudad », *El Colombiano*.

Consultable: elcolombiano.com/antioquia/obras/en-moravia-el-morro-de-basura-hoy-es-el-mejor-jardin-de-la-ciudad-AF2171983

Sites internet

Gobierno colombiano, Servicio al ciudadano, 2019, « Víctimas gestionan banco de alimentos para familias vulnerables en Medellín y Bello ».

Consultable : <https://www.unidadvictimas.gov.co/es/participacion/victimas-gestionan-banco-de-alimentos-para-familias-vulnerables-en-medellin-y-bello>

Le CIRAD, 19/05/2020, « COVID-19 et sécurité alimentaire. En Colombie, la crise sanitaire exacerbe les inégalités entre petits et grands producteurs ».

Consultable : <https://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2020/science/covid-19-securite-alimentaire-colombie>

Red de guardianes de semillas de vida, site officiel, mis à jour en 2015.

Consultable : <https://www.colombia-redsemillas.org/>

Figures

Figure 1 : Carte mobilisée par l'Université de Medellin, dans le cadre de la conférence Interaméricaine d'éducation mathématiques en 2019, p.16.

Consultable à l'adresse suivante : <https://conferencia.ciaem-redumate.org/index.php/xvciaem/index/pages/view/medellin>

Figure 2 : Carte réalisée par l'Institut géographe d'Augustin Codaza en 2005, pour Datos Abiertos Colombia, espace de libre accès aux données cartographiques et statistiques de la Colombie, p.17.

Carte consultable à l'adresse URL suivante : <https://quizlet.com/co/504077837/relieve-de-colombia-diagram/>

Figure 3 : Divisions politiques administratives de Medellin, 2014, *Revue Educative MapaInteractivo.net*, n°12, p.18.

Consultable à l'adresse suivante : <https://www.mapainteractivo.net/fotos/mapa-de-medellin.html>

Figure 4 : Graphique « Les foyers en insécurité alimentaire modérée ou sévère, Medellin 2013-2018 », tiré du *Projet Plan de Développement Municipal 2020-2023 Medellin Développement Futur*, p. 327. Disponible p.32 dans le mémoire.

Consultable <https://www.medellin.gov.co/irj/go/km/docs/pccdesign/medellin/Temas/AtencionCiudadana/Shared%20Content/Proyecto%20de%20Acuerdo%20PDM%20Medell%C3%ADn%20Futuro.pdf>

Figure 5 : Publication tirée du groupe facebook Red Huerteros Medellin, p.45.

Disponible à l'URL : <https://www.facebook.com/groups/522589197880451>

Figure 6 : Photographie du réseau « Cuidades como Vamos » distribuant des aliments aux citoyens de Medellin. « En pleine pandémie, 15,5% des enfants ont souffert d'une alimentation insuffisante ». Photo prise par Mauricio Moreno pour le journal *El Tiempo*, p.46.

Illustration disponible à l'adresse : <https://www.eltiempo.com/vida/pandemia-covid-19-desnutricion-en-los-ninos-de-colombia-547183>

Figure 7 : Archive mobilisée dans l'article de Gustavo Zapata, 2015, « En Moravia, el Morro de basura hoy es el mejor jardín de la ciudad », *El Colombiano*, p.54.

Consultable : <https://www.elcolombiano.com/antioquia/obras/en-moravia-el-morro-de-basura-hoy-es-el-mejor-jardin-de-la-ciudad-AF2171983>

Figure 8 : Julie Lavielle, 21/09/2020, « Quand Medellín célèbre ses pauvres pour mieux les évincer », *Métropolitiques*, p.56.

Disponible à l'URL : <https://metropolitiques.eu/Quand-Medellin-celebre-ses-pauvres-pourmieux-les-evincer.html>.

Figure 9 : Illustration d'habitations de classe moyenne / aisée et leurs cultures à Santa Elena tirée de l'article (2017), « Opiniones divididas por el alcantarillado de Santa Elena », *El tiempo*. Photo prise par Juan Augusto Cardona, p.63.

Disponible à l'URL suivante : <https://www.eltiempo.com/colombia/medellin/alcantarillado-en-el-corregimiento-de-santa-elena-139964>

Figure 10 : Graphique récupéré dans l'article : Carlos Felipe Gaviria et Juan Carlos Muñoz, 2007, « Desplazamiento forzado y propiedad de la tierra en Antioquia, 1996-2004 », p.11. Disponible p.72 dans le mémoire.

Consultable à l'URL : <http://www.scielo.org.co/pdf/le/n66/n66a1.pdf>

Figure 11 : Images récupérées dans l'article de D. Pineda, 2002, « Dans la comuna 13, ils souillent la mémoire de vie et de couleur », *Revista Comfama*, p.74.

Disponible à l'adresse : <https://revista.comfama.com/comuna-13-tinen-memoria-vida-color/>

Figure 12 : Photographie par Human Mark, David Val et María Velez, 2015. Récupérée dans l'article de P. Naef, 2018, « L'escombrera de Medellín », *Géographie et Cultures*, n°105, p.13. Disponible p.75 dans le mémoire.

Article disponible à l'adresse suivante : [P. Naef L'escombrera de Medellin.pdf](#)